

N°24  
FÉV.

2013

REVUE  
POLITIQUE  
MENSUELLE  
DU PCF

P.22 LE GRAND  
ENTRETIEN

LE COMBAT  
POUR L'ÉGALITÉ  
DES COUPLES  
C'EST DU  
COMMUNISME  
À L'ÉTAT PUR  
RICHARD SANCHEZ

P.30 HISTOIRE

NOUS SOMMES  
TOUS DES  
SANG-MÊLÉS  
DENIS CROUZET,  
ÉLISABETH  
CROUZET-PAVAN

P.37 STATISTIQUES

LE CHÔMAGE  
AUGMENTE. OUI,  
MAIS PAS PARTOUT  
MICHAËL ORAND

# LA REVUE DU PROJET

► P.6 LE DOSSIER

# LES MOTS PIÉGÉS



Trois numéros au cœur du congrès.

Réagissez aux articles, exposez votre point de vue  
Écrivez à [revue@pcf.fr](mailto:revue@pcf.fr)

## SOMMAIRE

2

### 4 FORUM DES LECTEURS

### 5 REGARD

Étienne Chossion L'art en guerre

### 6 ▶ 21 LE DOSSIER LES MOTS PIÉGÉS

Édito

Guillaume Quashie-Vauclin Le poids des mots

Josiane Boutet Le pouvoir des mots

Igor Martinache Capital humain

Jean Lojkine Classes moyennes

Walter Benn Michaels Diversité

Auréli Trouvé Gouvernance

Cécile Canut Métissage

Michel Dreyfus Partenaires sociaux

Elsa Guquelin Populisme

Guillaume Quashie-Vauclin Race

et des encadrés sur :

- Américain • Charge sociale • Chef de l'État
- École libre • Gagnant-gagnant • Mariage gay
- Nauséabond • Productivisme • Sociétal

### 22 ▶ 25 TRAVAIL DE SECTEURS

LE GRAND ENTRETIEN

Richard Sanchez Le combat pour l'égalité des couples, c'est du communisme à l'état pur  
BRÈVES DE SECTEUR

Économie sociale et solidaire Au cœur du débat

Communication Réflexions à propos de la vidéo des vœux

### 26 COMBAT D'IDÉES

Gérard Streiff Les années 70 à la mode ou le besoin de rouvrir la plaie

### 28 MOUVEMENT RÉEL

Roland Gori Avec Aragon, comment « défendre l'infini » dans une société de la résignation

### 30 HISTOIRE

Denis Crouzet et Élisabeth Crouzet-Pavan

Une ultime utopie de l'histoire ?

### 32 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Céline Colange, Jérôme Fourquet, Michel Bussi

Vote Front de gauche en 2012

### 34 SCIENCES

Olivier Gebuhrer Le piège à photons : une affaire de chats

### 36 SONDAGES

Boucler son budget : Un problème pour un Français sur deux

### 37 STATISTIQUES

Le chômage augmente. Oui, mais pas partout !

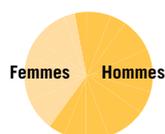
### 38 REVUE DES MÉDIA

Alain Vermeersch Le faux pas des 75 %, une erreur volontaire ?

### 40 CRITIQUES

Coordonnées par Marine Roussillon

- LIRE : Débats à gauche par Patrick Coulon
- Samuel Tissot, *De la Médecine civile ou de la Police de la Médecine*
- Serge Latouche, *Bon pour la casse. Les déraisons de l'obsolescence programmée*
- *La mémoire d'Auschwitz* en Bande dessinée,
- « Diderot 2013 », *Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie*, n°47
- « Contenus d'enseignement », *La Pensée*, n°372



Part de femmes et part d'hommes s'exprimant dans ce numéro.

Parce que prendre conscience d'un problème, c'est déjà un premier pas vers sa résolution, nous publions, chaque mois, un diagramme indiquant le pourcentage d'hommes et de femmes s'exprimant dans la revue.



# L'ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ OU QUELS SONT NOS BUTS ?

**L**e Front de gauche vient de décider d'engager une campagne publique pour l'alternative à l'austérité. Fort bien. Bravo. Et tout est dans un mot : l'alternative.

L'alternative. C'est-à-dire un positionnement fondamental pour notre courant politique : contester l'assignation au ghetto protestataire ; diriger notre énergie vers un seul but, celui de montrer que la politique que nous proposons peut, doit devenir la politique de la France car elle seule permet de réussir et de changer dans l'intérêt du grand nombre.

La période qui est devant nous est décisive. L'orientation gouvernementale est sans ambiguïté, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault a fait le choix de s'inscrire dans la continuité des politiques de compétition. Celles-là même que le vote des élections présidentielle et législatives a sanctionnées.

Le sentiment que colportent nombre de commentateurs sur l'atonie actuelle du peuple français est une illusion. Rien actuellement, absolument rien n'efface les conditions précédentes caractérisées par la colère, le rejet du gouvernement des banques, la volonté du retour de la puissance publique. Rien n'efface les bouffées de racisme, la place de l'extrême-droite dans notre pays, les dérives de la droite pain au chocolat.

La grande question d'une nouvelle irruption du peuple français dans le débat public est donc : quand ? Quand cela surviendra-t-il ? Et au profit de quelle orientation politique ? Une bouffée de délire paranoïaque ou un appel clair à la rupture avec le capitalisme financier ?

C'est cela que nous devons préparer. C'est cela notre responsabilité. Semer, semer, semer, transformer la résignation en colère et la colère en revendications politiques de changement.

N'oublions jamais le constat maintes et maintes fois fait : une majorité de notre peuple est en réalité antilibérale, une majorité s'exprime à de très nombreuses reprises dans les sondages pour le service public, pour la contestation du capitalisme financier et du libre-échange, pour la reprise en main des banques... Et cette majorité n'a pas pu trouver pour le moment une majorité politique qui l'exprime.

Avec le Front de gauche, en 2012, nous avons gagné sans conteste de nouvelles forces. C'est évident. En 2013, ces forces nouvelles doivent entraîner d'autres sur un terrain difficile : les conditions de l'alternative sociale, démocratique, écologique, la création d'un liaison nouvelle entre les forces sociales, intellectuelles et politiques. Plus que jamais, le Front de gauche n'est pas un nouvel appareil politique

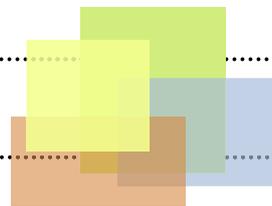
mais une force qui crée le mouvement et qui aspire à se dépasser elle-même.

À nos frères et sœurs du Mali, je veux exprimer notre douleur, notre solidarité, notre chaleureuse amitié dans ces temps de violence et de difficultés.

Voilà des mois et des mois que l'éclatement actuel couvait. Voilà des mois que les puissants savaient. Et pourtant, une fois encore, la communauté internationale n'aura pas su réagir assez tôt pour prévenir l'état actuel de la situation.

À nos amis du Mali, je veux assurer que nous sommes à leurs côtés. À leurs côtés aujourd'hui. À leurs côtés demain, surtout quand il s'agira de demander, d'exiger, d'obtenir que le Mali puisse disposer des conditions nécessaires à la reconstruction d'un État et de services publics forts, libres et démocratiques.

Car s'il y a dans la guerre actuelle des responsabilités claires, notamment la dispersion massive d'armes et de mercenaires à la suite de l'offensive contre la Libye, il y a aussi des causes de longue durée : la politique du FMI et de l'Union européenne, l'accaparement des richesses. Le comportement prédateur des forces occidentales place les États d'Afrique devant une exigence contradictoire : tout privatiser, tout libéraliser et dans le même temps construire leurs États. ■



## Penser la ville du vivre ensemble

[...] « une commission parlementaire d'urgence afin de chiffrer toutes les conséquences des expulsions dans tous les domaines, pour les enfants, les couples, pour les maladies qui se déclarent ensuite, pour les scolarités gâchées, pour la violence qui engendre la violence [...] » **chiche !**

Au moins une commission très utile que le gouvernement s'empressera d'adopter.

A.

Une belle ambition un contrat social pour vivre ensemble n'a pas de prix, alors foncez !

J. L.

## Qui dirige le CAC 40 ?

Excellent article, merci.

Cependant, on élargira utilement le trop limité CAC 40, au SBF 120, de plus, on s'intéressera avec bonheur aux propriétaires des médias, et bien sûr à leurs dirigeants. Le vivier des organisations internationales en général vaut aussi le coup qu'on se penche sur leurs organigrammes. Ainsi on fait sans peine le lien entre la *doxa* en cour au niveau international et ses relais de transmission dans les gouvernements, les parlements et l'information pour faire accepter aux peuples qu'ils ne s'interrogent pas sur le paradoxe d'une crise qui appauvrit tant les uns pour enrichir dans le même temps autant les autres, dans un monde écologiquement en ruines.

PASSIFOU

Merci d'avoir apporté cette photographie pertinente de ce que certains osent appeler « les talents français ». Le « talent » se mesure donc chez nous, à la simple hauteur d'un portefeuille et de place en conseil d'administration, Ce sont ces mêmes dirigeants, à mille lieux des métiers d'origine, des fonctions les faisant siéger là où ils (elles ?) sont, qui veulent aujourd'hui nous faire croire que la seule solution pour sortir la France de l'ornière dans laquelle ils nous ont mis (par cooptations bancaires et financières), c'est de nous arracher la peau après nous avoir tondu pendant tant d'années !

Le talent n'est pas réductible à une unique accumulation de chiffres, vide de sens !

P. J.

## Aragon, l'intime et le politique

**M**erci pour cette belle analyse qui me donne envie de relire Aragon qui n'a toujours fait qu'un, l'amoureux, le poète et l'engagé. « La complexité de l'histoire se noue à celle de la personne » au point d'en modifier les souvenirs personnels, c'est ce qui ressort à la lecture du dernier ouvrage de Boris Cyrulnik, *Sauve-toi, la vie t'appelle*, une analyse de la mémoire individuelle et collective bouleversante qui interroge la force de l'identité collective dans la réparation des traumatismes ainsi que le besoin viscéral de l'homme de servitude volontaire... De quoi s'interroger sur notre temps en quête d'identités collectives, et pourquoi pas la poésie comme horizon ?

N.

## La frontière n'existe plus, alors elle est partout

L'espace frontalier prend effectivement de multiples visages : il est inexistant pour les capitaux. Les différences entre les nations européennes, le capitalisme, la monnaie (ou l'absence de monnaie), les mœurs, les comportements démographiques, sont extrêmement profondes. Les mécaniques de concurrence mises en œuvre semblent approfondir ces différences.

Une vision idéaliste des choses a permis de présenter l'abolition des anciennes frontières comme un progrès, mais ce n'est pas si simple : la frontière n'existe plus, alors elle est partout. Cette modification apparaît comme un recul des libertés individuelles. L'Europe s'est fait remarquer par les directives de renforcement de ses frontières et sa police, nommées FRONTEX. Tout un symbole.

X. T.

## La Culture de tous, par tous, pour tous et partout

L'exception culturelle : oui mais avec quels objectifs ? Si c'est pour continuer la politique de discrimination culturelle menée depuis plus de trente ans et donner encore plus d'argent aux « riches » (les institutions, scènes nationales..., les mêmes équipes artistiques...), mener une politique d'attaque des emplois, d'attaque de la liberté d'expression, d'empêcher l'accès aux lieux équipés à nombre de compagnies qui ont un besoin vital des outils de travail, distribuer l'argent public, uniquement, aux amis du « Prince » sans aucun critère, favoriser l'entre-soi, la consanguinité et cautionner les conflits d'intérêts, comme c'est le cas avec les « comités d'experts » DRAC et autres, mettre en concurrence déloyale et faussée des équipes artistiques face à d'autres qui, elles, ne sont pas soumises à la loi du marché, alors c'est NON.

Si c'est pour repenser l'aménagement du territoire, créer des petits théâtres de quartier, de proximité dans les villes, équiper les salles polyvalentes et leur donner une « dimension spectacle » dans les zones rurales, établir des rotations dans les subventions aux équipes avec des planchers et des plafonds, faire en sorte que le mot « Culture » n'ait de sens que si c'est la Culture de tous par tous pour tous et partout (les espaces) et non un art officiel qui dénie tous ceux qui ne sont pas adoubés par une *nomenklatura* qui se distribue argent et privilèges, alors ce serait OUI.

La politique du PS et de ses alliés a toujours généré une « culture d'État » au lieu de permettre aux artistes d'exister.

Il ne peut y avoir de démocratie reposant sur des pratiques d'exclusion. Nous avons besoin de respect, d'idées progressistes, pas de culture de la verticalité et de mépris. Il faut, effectivement, apprendre à partager. Le racisme culturel est aussi un affront national.

À lire le « manifeste des artistes atterrés » : un constat et quinze propositions à débattre, concernant le spectacle vivant : <http://www.jerepetedansmacuisine.net/manifeste/>

G. V.



© Boris Taslitzky, *Intérieur camp de Melun*

## L'art en guerre\*

Nouvelle exposition du Musée d'art moderne de la ville de Paris, *L'art en guerre* est l'occasion de penser la production artistique française pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Alors que le troisième Reich voyait en la France une future « Suisse élargie » dévolue au tourisme et conspuait les « artistes dégénérés », les artistes français et immigrés restés en France durent tant bien que mal s'adapter à la situation. Certains choisirent de suivre la voie de la résistance tandis que d'autres de la « tradition française » préférèrent collaborer mais la plupart se sont isolés pour pouvoir continuer à créer.

C'est bien la force de cette exposition : contextualiser la création et ne pas l'abstraire de sa réalité sociale. Ainsi, le spectateur peut voir ensemble peintures, affiches

de propagande, photographies et documents mais surtout contempler des pièces rares et passionnantes comme des œuvres produites dans des camps de concentration ou celles des artistes internés au camp des Milles.

Le long des onze salles de l'exposition, nous pouvons observer pas moins de 500 œuvres rarement mises côte à côte mais aussi découvrir des artistes aux parcours moins connus comme des artistes bruts. Passionnante et exigeante, cette exposition ouvre l'année 2013 sous de bons augures !

**ÉTIENNE CHOSSON**

\* « L'art en guerre, France 1938-1947 », Musée d'art moderne de la ville de Paris.

Réfléchir au sens des mots couramment employés, « forgés de l'autre côté de la barricade de la lutte des classes ». Les « lessiver » pour en retrouver le sens vrai, action politique en soi, c'est ce à quoi vous invite ce dossier.

## LE POIDS DES MOTS

ÉDITO

PAR GUILLAUME QUASHIE-VAUCLIN\*

On les entend partout ; on les emploie parfois. Ils ont l'air bien anodin, malingres assemblages de caractères chétifs, frêles et fragiles associations de sons. Et pourtant, ces mots, car c'est de mots qu'il s'agit, ne sont pas ces petits outils neutres qu'on imagine souvent. Les mots ont un poids et qui n'est pas de plume. Ces mots-là sont des armes chargées qui ne tirent que sur nous mais qui tirent en silence... On croit les dompter comme on dompte le nom « lion » qui jamais ne nous échappe, mais à peine les a-t-on prononcés qu'il est déjà trop tard : leur silencieux poison se diffuse et nous voici terrassés par la bouche.

Ces mots, ce sont les mots d'en face ; les mots forgés de l'autre côté de la barricade de la lutte des classes : des barils d'agent orange peints en tonneaux de grenadine. C'est à ces mots minés que nous avons souhaité consacrer le présent dossier. Il ne s'agit pas de faire une petite excursion en dehors des questions sérieuses ; il s'agit au contraire de prendre de front une question centrale à laquelle il n'est pas sûr que nous accordions toujours la nécessaire attention, la nécessaire « écoute » comme dit François Taillandier.

La politique, en effet, est bien sûr affaire d'actes et de réalisations concrètes ; la politique, cependant, est au moins autant affaire de mots : des mots à écouter, des mots pour expliquer, des mots pour convaincre. La lutte politique, c'est aussi une lutte de mots. Prenez « planification » par exemple : ce mot a été torpillé avec

méthode et énergie par la réaction des décennies durant, au point qu'il a pu sembler absolument inutilisable jusqu'à tout récemment. Le mot assassiné, la chose n'en fut que davantage enterrée. Mais leur bataille ne consiste pas seulement à pilonner nos mots, elle vise en même temps à imposer à toute la société des mots qui sont autant de labyrinthes n'offrant aucune issue progressiste. Prenez « assistanat » : sitôt que le mot est lâché, tout un paysage se dessine sans bruit, un paysage fait de voisins fainéants et repus, gavés d'allocations, de petits fraudeurs malicieusement profitant de votre dur travail, d'oisifs réjouis roulant en BMW quand vous peinez à finir de payer votre LOGAN, etc. Vous pouvez ensuite parler Depardieu ou Sanofi, sitôt que vous avez dit « assistanat », sitôt que vous avez mis la langue dans l'engrenage, la bataille est perdue et l'UMP triomphe – ou pire encore. On ne gagne jamais dans la pelisse de l'adversaire. Ces exemples sont clairs mais il en est de plus retors, des vieux mots édentés qu'on croirait impuissants mais qui, sournois, cachent encore leur aigre sève juvénile, ces métaphores élimées qui tiennent du mort-vivant et que les savants appellent catachrèses ne laissent pas d'appeler notre vigilance : l'insulte « enclulé » est-elle vraiment anodine ?

Dès lors, la perspective serait-elle d'établir un gros *Index* des mots interdits sur le modèle de la papauté et de son bras inquisitorial du XVI<sup>e</sup> siècle ? Anachronisme inepte. L'essentiel de la bataille est ailleurs : démasquer les barils, « lessiver les mots » avait dit le grand Brecht en 1938 ;

donner vie et écho à des mots porteurs d'alternative, « lancer des mots dans le vocabulaire habituel » avait dit Aragon en comité central en 1974. Voilà bien, soyons-en sûrs, le sentier obligé de la nouvelle hégémonie à conquérir.

C'est un petit bout de ce chemin que nous aimerions faire avec ce dossier. La liste est bien sûr incomplète et la route inachevée : « totalitarisme », « élites », ou « social-démocratie » manquent sans doute à la liste comme tant d'autres : mots piégés, déformés, travestis. Cette courte liste pourra pourtant apparaître trop longue : tel mot que nous aurons jugé piégé sera vu comme parfaitement innocent... et peut-être l'est-il. Là encore, point d'anachronisme : nous ne visons pas l'érection d'un catéchisme ; nous visons, et ce n'en est pas moins follement ambitieux (prétentieux ?), l'insomnie des esprits, l'ininterrompue stimulation de la réflexion politique, loin de tous les sommeils trop sereins qui éloignent le succès et mènent droit à l'abîme. Puisse ce dossier consacré aux mots être résolument *somnifuge*.

Mais avant de vous laisser y entrer, concluons avec Maïakovski (traduit par Aragon) :

*« On gâche pour un seul et unique mot mille et mille tonnes de minerai verbal, mais qu'elle est consumante la brûlure de tels mots, auprès de la braise du mot brut !  
Ces mots-ci mettent en marche pour des milliers d'années des millions de cœurs. »*

\* Guillaume Quashie-Vauclin est responsable adjoint de *La Revue du projet*.

# LE POUVOIR DES MOTS

**Les mots ne sont pas neutres, leur emploi est socialement situé, et la critique de leur emploi, de leur sens devrait faire partie de la lutte politique.**

PAR JOSIANE BOUTET\*

On dit et on entend souvent que le langage sert à communiquer. Certes, mais quoi ? Lorsqu'un journal écrit à propos du crédit d'impôt au patronat « le Medef est *traditionnellement* opposé à la notion de conditions », il nous laisse croire par l'emploi du mot « *traditionnellement* » que cette position serait ancrée dans une histoire, une « *tradition* » : ce mot implique l'idée du consensus, de quelque chose de socialement attaché à une histoire commune. Or c'est tout le contraire, cela n'a rien à faire avec une quelconque tradition : il s'agit d'une prise de position politique du Medef, d'une décision prise au nom de leurs intérêts de classe. Il n'y a là rien de naturel ou de traditionnel. Bertolt Brecht, s'il avait eu à analyser cette phrase, en aurait probablement rétabli la vérité ainsi : « le patronat opposé à toute idée de partage des richesses veut faire croire qu'il est normal, courant, historique de refuser toute condition ».

## LE LESSIVAGE DES MOTS

Dans les années de montée de l'hitlérisme en Allemagne, Bertolt Brecht avait en effet mis en place une méthode de subversion du discours nazi, ou plus largement des discours « faux », qui consistait à démonter systématiquement les expressions, les formules, les mots et leurs enchaînements syntaxiques, afin de faire surgir d'autres significations, un autre sens, une autre vérité. Car, comme il l'écrivait dans ce texte, « dans les époques exigeant la tromperie et favorisant l'erreur, le penseur s'efforce de rectifier ce qu'il lit et ce qu'il entend. Phrase après phrase, il substitue la vérité à la contre-vérité. » (*Le rétablissement de la vérité*, texte publié en allemand en 1938 ; repris dans *Écrits sur la politique et la société*, 1971). L'intellectuel est en capacité de « lessiver, laver les mots » comme il l'écrivait ; c'est-à-dire qu'il est capable, s'il en a le courage, de redonner leur sens réel aux mots, leur sens « vrai » et de défaire le sens « faux » que le pouvoir veut leur donner. De traduire du « faux » en « vrai ». Car le lien qui unit au sein du signe linguistique un signifiant à un signifié peut se révéler faux. Laver les

mots, c'est leur redonner leur sens réel, leur sens « vrai ». Dans l'optique de Bertolt Brecht, ce travail de lessivage des mots est bien plus qu'une opération sémantique : c'est à proprement parler une action politique. Trouver ou retrouver le mot juste ou le sens vrai est en soi une action politique.

## DES USAGES DU LANGAGE EN POLITIQUE

Nous sommes souvent confrontés, dans la vie quotidienne mais plus encore dans la vie politique, à des usages du langage qui ne font pas qu'informer mais qui sont là pour exercer une pression, une influence sur nous-mêmes : lorsqu'on veut nous faire agir ; nous convaincre ; nous persuader ; nous imposer des conduites ou des opinions, etc. Ainsi lorsqu'on parle et met en avant le « coût du travail », on oublie

“ Trouver ou retrouver le mot juste ou le sens vrai est en soi une action politique. ”

de parler du « coût du capital ». On catégorise désormais comme « charges sociales » ce qui était au départ nommé « cotisations sociales » dans l'univers sémantique de la solidarité collective du Conseil national de la résistance. Ce qui était pensé comme un simple versement à la collectivité, « une cotisation », passe désormais du côté de ce qui pèse sur l'économie et qu'il convient de diminuer, de faire baisser : c'est « une charge ». Lorsque *Le Monde* écrit le 11 décembre 2012 « l'épisode dévastateur de l'usine Arcelor Mittal de Florange », sa caractérisation de cette lutte de plus de 18 mois comme « épisode » rabaisse, dévalorise, minimise ce combat exemplaire du début de la présidentielle de François Hollande.

Affirmons-le clairement, les mots ne sont pas neutres, leur emploi est socialement

situé, et la critique de leur emploi, de leur sens devrait faire partie de la lutte politique. Ce qui est profondément pernicieux aujourd'hui, c'est que nous vivons dans des sociétés orientées vers la recherche du consensus où le langage est très largement envisagé comme un outil de communication entre les hommes, neutre et indifférent aux rapports sociaux et ce, y compris dans les milieux politiques. On le conçoit peu comme un enjeu de luttes entre les groupes sociaux, comme l'objet d'un accaparement par les classes dominantes. Il s'agit là d'une vision particulièrement partagée et qui fonctionne désormais comme une évidence de sens commun. Le langage serait avant tout une sorte d'outillage neutre, également distribué dans les populations et naturellement mis à disposition. Les sociétés modernes ont développé et adopté une conception techniciste et technocratique du langage et de la communication, inspirée par les sciences de l'ingénieur et leurs modèles de l'information. Le langage servirait à informer, à transmettre des informations à autrui sur le monde.

La désinformation produite pas les médias est comme renforcée par cette idéologie moderne d'un langage neutre et informatif. Il n'y aurait plus lieu d'exercer une critique idéologique sur les mots et leurs usages puisque notre société serait devenue consensuelle. On voit bien cependant, lors de conflits ou de luttes sociales, comment une parole de classe, une parole critique émerge et fait entendre une autre voix sociale. Un exemple récent en est donné par les ouvriers de Florange qui ont détourné le titre du film de Kubrik « *Full Metal Jacket* » en « *Full Mittal Racket* » : une créativité des mots mise au service de la critique sociale. ■

\*Josiane Boutet est socio linguiste. Elle est professeur en sciences du langage à l'université de Paris VII Denis-Diderot. Elle est membre du bureau de la fondation Copernic.

## Américain

Bien sûr, « américain » n'est pas en soi un mot piégé. C'en est un dans la mesure où on l'emploie pour désigner non pas quelque chose ou quelqu'un relevant du continent américain, du cap Horn au détroit de Bering, mais quelque chose ou quelqu'un relevant d'un seul pays, les États-Unis d'Amérique. Comment dès lors comprendre le fameux slogan cubain des

années 1960 « *Cuba Si Yankees No* » ? Les Américains ne doivent pas s'ingérer dans les affaires de l'Amérique ? On dira que ce n'est pas bien grave et que tout le monde comprend, ce qui est le plus important. On ajoutera que le terme « états-unien » n'est pas très joli. Certes, mais imaginons un seul instant qu'on dise Allemagne ou Royaume-Uni pour dire Europe...

## Capital humain

**Une expression d'origine ultralibérale qui réduit l'homme à un stock de compétences dont la seule valeur est économique.**

PAR IGOR MARTINACHE\*

Quiconque cherche à illustrer la notion d'oxymore peut désormais se dispenser de citer l'« obscure clarté » du *Cid*. L'expression de « capital humain » remplace à merveille le vers de Corneille, du moins pour tous ceux et celles qui n'ont entendu ne serait-ce qu'un lointain écho des analyses de Marx. Car rien n'est plus opposé à l'humain que le capital, cette accumulation de travail « mort » qui sert à exploiter celui des vivants. Et pourtant – ou justement... – l'expression est aujourd'hui entrée dans le langage courant, non seulement des patrons et autres *managers*, mais aussi des responsables politiques, journalistes, économistes et autres spécialistes de l'éducation, qui s'en font les relais zélés.

### UN NOUVEL IMPÉRATIF POLITIQUE

Face à la crise sociale engendrée par la libéralisation tous azimuts (du capital,

du commerce et du travail) qu'ils ont eux-mêmes décidée, plutôt que de faire amende honorable et de faire machine arrière, les gouvernants européens, de droite comme de « gauche » préfèrent persister dans leur logique et appellent désormais à « investir dans le capital humain », sans rarement préciser ce qu'ils désignent par là. Et ce nouvel impératif leur permet de justifier toute une série de politiques allant en réalité à l'encontre de l'accès pour tous à l'éducation, des « crédits impôts-recherche », cadeaux fiscaux aux entreprises censées « innover » mais dont l'efficacité peine à être prouvée, à « l'autonomisation » de l'enseignement supérieur, qui entérine sa mise au service des firmes privées en même temps qu'il va creuser l'écart entre les établissements « d'élite » et les autres dans un système à deux vitesses. Le « capital humain » est ainsi devenu un véritable pilier de la « novlangue néolibérale » comme l'explique le sociologue Alain Bihr. Ce vocable a en effet la force des évidences : nul ne peut contester l'importance de la scolarité et de la formation tout au long de la vie dans le développement, tant personnel que collectif, mais il masque de véritables enjeux idéologiques. Car tout dépend du contenu et de la forme que l'on donne à ces dernières.

### UNE ORIGINE ULTRALIBÉRALE

Pour se rendre compte des soubassements d'un concept, il importe de revenir à ses origines. Celui de « capital humain » a ainsi été forgé au début des années 1960 par un économiste, Theodore Schultz, qui désigne par là les connaissances et savoir-faire utiles à la production que les travailleurs développent au cours de leur vie, et qui résultent selon lui d'un investissement délibéré de leur part ou de celle de leur employeur. Il appelle donc à prendre en compte cette dimension souvent occultée dans l'analyse des mécanismes d'accumulation de richesse. Quelques années plus tard en 1964, le concept est repris par Gary Becker, qui en fait le titre de son ouvrage et va en systématiser l'analyse tout en le réduisant à sa dimension strictement individuelle. Becker est en effet le principal apôtre de l'*homo*

« Pour les responsables des « ressources humaines » (un autre barbarisme moderne...), chaque salarié est en effet désormais envisagé comme un « stock » de « compétences » qui lui seraient propres. »

## Charge sociale

« Le corps ployé, les bras rompus par sa charge, il monte l'escalier en tapant des pieds à chaque marche » écrit le romancier Eugène Dabit dans *L'Hôtel du Nord* (1929) pour dire l'effort pénible et presque inhumain. Le français a d'ailleurs une expression synonyme de « bête de somme » : bête de charge... Voilà ce que « charge » veut dire, ce lourd poids qui pèse comme un *joug* sur vos épaules et qui vous empêche d'être libre et heureux, pleinement humain en quelque sorte. Dès lors, que penser du syntagme « charge sociale » pour désigner l'argent mis en commun pour assurer à tous un certain nombre de droits fondamentaux ? Est-ce donc cette vision que nous portons du droit à la santé, du droit à la retraite, du droit au chômage : une charge ? Sont-ce des poids qui nous empêchent d'être pleinement humains ?

Bien sûr, on dira que le vocabulaire de la comptabilité qui ne connaît que les colonnes « charges » et « produits » ne s'embarrasse pas de ces considérations et que, décidément, on cherche la petite bête avec une malice d'oisif. Est-il si sûr pour autant que tout cela soit innocent ?

Entrons dans le vif. Chacun connaît les grandes lamentations du MEDEF touchant le *poids* excessif des *charges* sociales en dépit des milliards d'euros qui sont déjà l'objet d'exonérations aussi gracieuses qu'aveugles. Il s'agirait de s'en *libérer*. Qui, en effet, ne souhaite pas être *libéré* de *charges* ? Pour autant, si on ne se laisse pas abuser par ces captieuses formules, on peut poser une tout autre question : croit-on que ces mêmes entreprises se porteraient mieux si leurs employés n'étaient pas soignés ? Décidément, non, quelle que

soit la manière de prendre le problème, on ne peut pas défendre le syntagme « charges sociales » sauf à considérer que tout prélèvement obligatoire en vue de garantir collectivement des droits soit un problème ! Et c'est bien sûr cette petite musique ultralibérale que donne à entendre cette expression. C'est ce qui la rend profondément idéologique et résolument inutilisable pour un progressiste authentique. La Sécurité sociale, cette grande conquête des travailleurs avec Ambroise Croizat, ne passe toujours pas dans les milieux dirigeants (voyez M. Bébéar...). En appelant « charges sociales » ce qui n'est que *cotisations* sociales, c'est l'amorce émancipatrice d'un autre monde possible qui est transformée en fardeau : la solution est transmutée en problème.

*œconomicus*, c'est-à-dire d'une approche micro-économique où n'existent que des acteurs individuels opérant en permanence des choix en fonction de calculs « coûts/bénéfices », visant à obtenir une satisfaction maximale pour la peine la plus réduite possible. Et Gary Becker va s'employer tout au long de sa carrière à appliquer ce modèle peu réaliste à tout phénomène social, des relations conjugales à la criminalité, en passant donc par l'éducation. Pour Becker, celle-ci représente donc un investissement pour l'individu qui va chercher à maximiser ses revenus futurs au regard du coût de ses études. Lui-même sera en quelque sorte récompensé pour ses efforts, puisqu'en 1992, il va recevoir le prix de la Banque de Suède en l'honneur d'Alfred Nobel – improprement qualifié de « prix Nobel d'économie » –, pour ses analyses du « capital humain », ce qui marque la consécration officielle de cette approche.

#### UN ÉLÉMENT CLÉ DE L'INDIVIDUALISATION DU TRAVAIL

La notion de « capital humain » participe ainsi aujourd'hui d'un mouvement plus général d'individualisation des conditions de travail mis en évidence par de nombreux économistes et sociologues. Pour les responsables des « ressources humaines » (un autre barbarisme moderne...), chaque salarié est en effet désormais envisagé comme un « stock » de « compétences » qui lui seraient propres. Est ainsi remise en cause la logique des qualifications et des statuts, qui font l'objet d'une reconnaissance collective

“ *L'école n'est plus un lieu d'émancipation par la culture, de formation des citoyens, mais de plus en plus un service marchand qui doit délivrer des titres permettant d'aller mieux se vendre aux patrons.* ”

résultant notamment de la confrontation entre patrons et salariés, et sans laquelle il est ainsi bien plus ardu de construire un collectif de travail. Certes, en contrepartie, les salariés ont l'illusion d'être davantage reconnus pour leurs qualités personnelles et plus réduits à leurs diplômes, et acceptent ainsi souvent de lâcher la proie pour l'ombre, avant de déchanter, lorsqu'ils s'aperçoivent qu'ils sont ainsi placés dans une compétition permanente face à leurs

### Chef de l'État

Voilà une expression « qui n'étonne plus personne aujourd'hui » écrivait récemment le regretté Jean-Jacques Goblot ; elle est pourtant bien horrible quand on y réfléchit.

Le chef, on le sait, c'est en premier lieu la tête (*caput* en latin), sens dont on a trace avec quelques mots anciens comme « couvre-chef ». Le sens a toutefois vite glissé dans un sens d'autorité et Prévert peut ainsi s'en amuser dans son poème « La lessive » :

*L'horloge sonne une heure et demie  
Et le chef de famille et de bureau  
Met son couvre-chef sur son chef*

Être le chef, c'est être à la tête, c'est commander et... comme chacun sait, c'est commander seul car on n'a pas deux têtes, pas plus qu'on n'a deux estomacs, ce qu'avaient bien compris Ésope et Mennenius Agrippa dans leurs fables antidémocratiques (« L'estomac et les pieds » et « Les membres et l'estomac »)... La notion proprement patriarcale de « chef de famille » a été légitimement dynamitée par les féministes. Nous reste toutefois encore « chef de l'État ». Cette expression, on le voit, a pourtant un sens qu'on gagnerait à discuter

propres collègues, sommés de faire leurs preuves en permanence. Car à la différence des qualifications, les « compétences » ne reposent sur aucune base solide et font l'objet d'une appréciation subjective de la part des « supérieurs » du salarié lors d'entretiens individuels périodiques, les fameux « bilans de compétences », dont l'institutionnalisation est aussi récente que révélatrice de ces mouvements de fond dans l'organisation du travail.

#### UN MOYEN DE RENDRE LE SALARIÉ DÉPENDANT DE L'ENTREPRISE

S'agissant de la sphère du travail rémunéré, il faut enfin remarquer que le « capital humain » sert également de socle à une autre forme d'exploitation par les employeurs souvent inaperçue. Celle-ci consiste à utiliser la formation comme un outil pour s'attacher les salariés en les rendant dépendants de la firme qui les emploie au moment présent. Cela en s'appliquant à leur transmettre le plus possible des connaissances uniquement valables au sein de cette dernière – parce qu'adaptés spécifiquement aux ma-

chines et processus particuliers qui y sont utilisés –, et ainsi non transposables à d'autres situations de travail. Autrement dit, dans leurs formations internes, les firmes cherchent à développer le capital humain « spécifique » plutôt que « général » de leurs salariés, comme disent les économistes, tant pour ne pas faire de cadeaux à leurs concurrents, que pour faire pencher toujours un peu plus le rapport de forces salarial en leur faveur. Il ne faut pas oublier en effet que la détention de savoirs relativement rares est une arme essentielle dans les mains des travailleurs, à l'instar des « sublimes » de la fin du Second Empire, ces ouvriers qui, grâce à la maîtrise de techniques pointues, pouvaient choisir leurs patrons et leurs durées d'engagement, tout en étant assurés d'avoir toujours de l'ouvrage.

#### UNE CONCEPTION ÉTROITEMENT UTILITARISTE DE L'ÉDUCATION

Dans le domaine éducatif, le concept n'en est pas moins délétère, dans la mesure où il participe à la promotion d'une approche purement utilitariste

des études : l'école n'est plus un lieu d'émancipation par la culture, de formation des citoyens, mais de plus en plus un service marchand qui doit délivrer des titres permettant d'aller mieux se vendre aux patrons. Il n'est ainsi pas anodin que l'on entende souvent certains justifier leurs revenus très élevés par les nombreuses années d'études qu'ils ont effectuées : comme si celles-ci ne constituaient un coût, et pas un moment privilégié dans l'existence (quand bien sûr les conditions matérielles pour les accomplir sont au ren-

dez-vous !). Est aussi et surtout évacuée toute la question cruciale des inégalités face à l'éducation, puisque toute orientation n'y serait que le résultat d'un choix rationnel individuel.

## LA MARQUE D'UNE ÉPOQUE QUI CHERCHE À TOUT QUANTIFIER

Enfin, si certaines institutions s'efforcent de calculer des stocks de « capital humain » collectifs, d'une part, elles ne font que la somme des « capitaux » individuels et non en envisageant l'existence d'une richesse intellectuelle purement

sociale. D'autre part, on peut s'interroger sur cette volonté plus générale de tout quantifier, les savoirs comme les richesses écologiques. Un nouvel impérialisme aussi absurde que dangereux, en ce qu'il cherche à rabattre toute réalité sur un seul plan : celui de sa supposée valeur économique. Et malheur à ce qui serait ainsi considéré comme « inutile »... ■

\*Igor Martinache est politiste. Il est professeur agrégé de sciences économiques et sociales, doctorant à l'Université de Paris-Est-Créteil.

## Classes moyennes

L'utilisation de ce terme recouvre la volonté d'écarter toute réflexion sur la lutte de classes et ses formes nouvelles.

PAR JEAN LOJKINE\*

L'idéologie de la « classe moyenne » est une idéologie politique. Portée par la social-démocratie, largement diffusée dans les médias, de plus en plus appropriée par les classes populaires, elle a aussi une dimension « savante », en sociologie, lorsqu'elle vise à démontrer, statistiques à l'appui, que le clivage de classe (prolétariat/classe capitaliste) s'effacerait grâce aux mécanismes de la mobilité sociale ascendante, au rapprochement des revenus ouvriers et des revenus cadres ; on arriverait ainsi à un « groupe central » incluant 80 % de la population, allant des ouvriers qualifiés ou à statut aux cadres supérieurs, le résidu étant composé des « exclus » qu'il faudrait réinsérer dans le groupe central.

### FRACTURES DANS LA CLASSE MOYENNE

La reconnaissance aujourd'hui de fractures, de divisions sociales dans cette « classe moyenne » n'a pas mis fin au mythe : on l'adapte en distinguant des strates inférieures et supérieures, en fonction des revenus salariaux, du patrimoine, mais l'idéologie anti-classes sociales demeure plus que jamais. On ne s'interroge pas sur les formes nouvelles de la lutte des classes aujourd'hui.

Pour ce faire, il faut commencer par bien définir ce qu'ont représenté les notions de « classe ouvrière » et de « cadre ». Ce

sont des constructions identitaires politiques, mais qui ont aussi une dimension objective, je ne fais pas une coupure mécaniste entre la classe en soi et la classe pour soi, mais m'interroge sur leur imbrication ici et maintenant. « Classe ouvrière » évoque la vision marxiste, plus largement socialiste (et au départ social-démocrate), d'un acteur social porteur d'avenir, le groupe ouvrier, producteur de la plus-value, au cœur du rapport entre travail et capital, chargé de la mission historique de renverser l'ordre injuste existant.

« Cadre » évoque, à rebours, la réussite de la promotion sociale dans le système actuel et attire tous ceux qui s'identifient à la « classe moyenne » et se refusent à s'identifier avec la classe ouvrière comme avec les exclus ou les prolétaires.

### LE PÔLE IDENTITAIRE « CADRES » ET LA CRISE

Mon hypothèse est que cette deuxième identité sociale polaire est à son tour entrée en crise pour trois raisons principales. Premièrement, la crise structurelle du capitalisme qui commence dans les années 1970 a eu un effet décalé sur la situation économique de ces professions intellectuelles : le chômage et la précarisation, la paupérisation salariale les toucheront après les ouvriers et les employés, surtout à partir des années 1980-1990. Une fraction des professions intellectuelles du secteur public est même en

voie de prolétarianisation. En second lieu la révolution informationnelle remet en cause elle aussi l'identité cadre marquée originellement (comme la classe ouvrière) par l'industrialisme et le machisme (l'homme pourvoyeur du ménage, la femme à la maison). L'arrivée massive des femmes dans les emplois de services, notamment de services publics, la transformation des rapports de travail (mise en cause de l'autorité hiérarchique et paternaliste, intellectualisation et responsabilisation – ambivalente – du tra-

« Rien ne peut remplacer la lutte politique de longue durée contre toutes les formes de ségrégation sociale pour transformer l'archipel salarial (notion purement descriptive d'une réalité plurielle) en un salariat multipolaire, uni politiquement dans sa pluralité par des liens de coopération et de solidarité. »

vail salarié) remettent en cause l'image du cadre forgée dans les années 1930-1950. Enfin, troisième raison, le déclassement des diplômés de l'enseignement supérieur qui ne trouvent plus d'emplois de cadres a provoqué leur entrée dans de nouveaux mouvements sociaux (lutttes étudiantes, lutttes des intermittents du spectacle, des enseignants, des chercheurs, des médecins, etc.) qui invalident leur appartenance à la bourgeoisie.

Le pôle identitaire cadres, surtout dans sa version française, amalgame en fait des

segments du salariat très divers, voire divergents, depuis les managers actionnaires, « faux salariés » liés à la grande bourgeoisie capitaliste, jusqu'aux ingénieurs et techniciens qui n'encadrent personne et sont souvent des exécutants très qualifiés, et enfin les professions intellectuelles de l'éducation, de la recherche, de l'information et du travail social qui n'ont pas grand-chose à voir avec le chef d'atelier dans une usine d'assemblage... sinon de traiter des informations complexes et d'organiser, de coordonner, de communiquer. La notion gramscienne d'hégémonie aurait ici plus de pertinence que celle d'encadrement ou de discipline d'usine.

### LE TRAVAIL D'INFORMATION DANS LA RÉVOLUTION INFORMATIONNELLE

Notons à ce propos la signification très particulière que j'ai donnée au travail d'information dans la révolution informationnelle. Loin de renvoyer à un processus neutre, l'informatisation du travail d'information (l'informatique de gestion) renvoie pour moi à une division sociale perverse entre trois types d'information : l'information stratégique monopolisée par les cadres de direction, l'information tactique élaborée par les cadres intermédiaires, les organisateurs, et enfin l'infor-

mation opérationnelle qui peut renvoyer aussi bien à des emplois d'opérateurs déqualifiés qu'à des emplois d'ingénieurs très qualifiés mais qui restent des exécutants de haut vol. Le travail d'information dans le cadre du système capitaliste, divise et cette division touche également les *managers* de haut niveau, selon qu'ils relèvent du *business*, du pôle financier, ou du pôle technique. On peut ainsi être un cadre de très haute compétence technique, mais être exclu du travail de conception stratégique, aujourd'hui étroitement lié aux milieux financiers.

“ *Seule l'expérience des luttes sociales et culturelles, y compris de leurs échecs, permettra de repérer les chemins nouveaux qui donneront sens et visibilité aux nouvelles luttes de classe.* ”

Quelle leçon en tirer sur le plan sociologique ? Ne faudrait-il pas distinguer rigoureusement, d'une part, le petit groupe des *managers* dirigeants liés aux actionnaires de contrôle, les cadres qui travaillent dans les marchés financiers, sont acquis à la culture de la rentabilité financière, sans

se soucier de l'avenir de l'entreprise, et, d'autre part, les cadres exécutants, y compris les organisateurs, dont les fonctions sont orientées vers la gestion du capital productif ? Clivage sociologique qui reproduirait le clivage économique analysé par Marx entre le capital fictif, porteur d'intérêt, et le capital productif, le capital réel ?

### CONSTRUIRE L'UNITÉ DU NOUVEAU SALARIAT INFORMATIONNEL

Reste à examiner la distance, idéologique, politique, qui sépare ces bouleversements objectifs et les représentations que s'en font les classes sociales concernées. J'ai souligné dans mon livre l'ampleur des clivages culturels (au travail, à l'école, dans l'espace résidentiel) qui opposent les couches intellectuelles paupérisées, voire prolétarisées, mais conscientes de leurs ressources culturelles, et les classes populaires les plus démunies scolairement, notamment les fractions issues de l'émigration maghrébine et africaine. Rien ne peut remplacer la lutte politique de longue durée contre toutes les formes de ségrégation sociale pour transformer l'archipel salarial (notion purement descriptive d'une réalité plurielle) en un salariat multipolaire, uni politiquement dans sa pluralité par des liens de coopération et de solidarité.

Mais comment construire l'unité du nouveau salariat informationnel dans toute sa diversité, sans retomber dans la « grande simplification » de l'affrontement de deux acteurs historiques, le prolétariat et le capital ? Comment relier les luttes pour leur émancipation des féministes, des minorités ethniques, culturelles, et des salariés dans les entreprises, comment croiser en un mot les luttes contre les dominations et les luttes contre l'exploitation du travail, à l'ère du capitalisme informationnel ? La tâche est d'autant plus délicate que les dominations peuvent traverser le « camp » des exploités, comme l'ont montré les travaux des sociologues féministes à propos du « machisme » des ouvriers ou des cadres ou ceux des sociologues de l'éducation à propos du comportement ambivalent des enseignants, même militants, à l'égard des enfants des familles populaires. Seule l'expérience des luttes sociales et culturelles, y compris de leurs échecs, permettra de repérer les chemins nouveaux qui donneront sens et visibilité aux nouvelles luttes de classe. ■

\*Jean Lojkine est sociologue. Il est directeur de recherche émérite au CNRS.



## Diversité

**Ce qui fait du terme « diversité » un mot piégé, c'est, en premier lieu, qu'être contre n'a presque aucun sens et, deuxièmement, qu'être pour n'a pas beaucoup plus de sens ...**

PAR WALTER BENN MICHAELS\*

En effet, ça n'a aucun sens d'être contre car, à moins d'être un suprémaciste blanc [quelqu'un qui croit à la suprématie de la « race blanche » N.D.T.], on ne voit pas le moindre intérêt à ce que toutes les positions de pouvoir du monde soient occupées par des Blancs. En outre, notons que si la « suprématie blanche », assurément, est complètement indéfendable, elle compte, de nos jours, de moins en moins de partisans. Ainsi, on voit mal quel obstacle serait suffisamment solide pour résister face aux combats menés pour ouvrir à chacun ces positions de pouvoir. On voit mal ce qui pourrait faire échec à la formation d'un monde dans lequel toutes les personnes, quelle que soit la couleur de leur peau, puissent être parlementaires ou dirigeants d'entreprises, un monde dans lequel les personnes de couleur seraient tout aussi riches ou... tout aussi pauvres que les personnes blanches.

### ÊTRE CONTRE OU ÊTRE POUR

Pourquoi, alors, dis-je qu'être pour la diversité n'a pas davantage de sens qu'être contre ? Parce que, au moins si vous êtes de gauche, votre objectif n'est pas de faire advenir un monde dans lequel les personnes de couleur ne seraient ni plus riches ni plus pauvres que les personnes blanches. Bien sûr, si vous êtes de droite, la situation est différente : vous croyez que le vrai problème est celui de l'inégalité des chances et non pas l'inégalité elle-même. Dès lors, la diversité ne manquera pas de vous paraître séduisante. Pourquoi ? Parce que la diversité est une expression de l'approche libérale d'élimination des discriminations. Or tout l'objet de ce combat ne consiste pas à éliminer l'inégalité mais à la justifier. Prenons les exemples états-uniens les plus criants : un monde dans lequel les Noirs peuvent diriger non seulement de grandes entreprises comme McDonalds mais un pays entier ; un monde dans lequel les

Asiatiques peuvent être le groupe ethnique disposant des plus hauts revenus. Ce n'est pas un monde qui a fait un pas vers l'égalité ; c'est bien plutôt un monde où la lutte s'est concentrée sur l'extension à certaines personnes de couleur de la possibilité de tirer profit de ce même monde, précisément de plus en plus inégalitaire. Et si cet effort libéral contre les discriminations devait complètement aboutir, les États-Unis seraient tout juste aussi inégalitaires qu'ils le sont à présent. La différence serait simplement que la question raciale serait sortie du champ de l'inégalité, que personne ne serait pauvre parce qu'elle est victime de racisme.

« Plus les sociétés libérales deviennent inégalitaires, plus elles accordent de place à l'idée selon laquelle ceux qui profitent de l'inégalité devraient provenir de toutes les « races », genres ou cultures. »

C'est le monde qu'Adolph Reed critique quand il dit que le « triomphe du néolibéralisme » est l'idée selon laquelle « seules peuvent être qualifiées d'injustes les inégalités résultant d'un traitement défavorable fondé sur des désignations négatives assignées telles que la race » (*Renewing Black Intellectual History*, 2010). Mais c'est ainsi un monde que les économistes libéraux adorent parce que, de leur point de vue, la discrimination n'est pas un optimum économique. L'employeur refusant d'embaucher des Noirs ou des femmes restreint la force de travail disponible et donc octroie une prime salariale pour satisfaire sa préférence pour les hommes blancs. Dans des marchés assez peu soumis aux exigences

de compétitivité, cet employeur peut s'en sortir mais dans les marchés contemporains, le moins cher emporte nécessairement la préférence. Ainsi, aujourd'hui, la *Library of Economics and Liberty* (Bibliothèque de l'économie et de la liberté) l'affirme : « l'idée selon laquelle la discrimination est un coût pour le discriminateur est communément admise parmi les économistes » (<http://www.econlib.org/library/Enc1/bios/Becker.html>). Or, bien sûr, les années au cours desquelles cette idée a été appropriée coïncident avec celle où le terme « diversité » s'est répandu. Plus les sociétés libérales deviennent inégalitaires, plus elles accordent de place à l'idée selon laquelle ceux qui profitent de l'inégalité devraient provenir de toutes les « races », genres ou cultures.

### UN POTENTIEL RADICAL ?

Cependant, aux États-Unis comme en France, d'aucuns continuent d'imaginer que la notion de « diversité » peut avoir un potentiel radical. Si, d'un côté, l'ouverture des élites aux personnes de couleur, comme Sadri Khiari le reconnaît, peut servir à « dissocier les classes moyennes indigènes du peuple des banlieues » ; de l'autre, « cette frange au sein du pouvoir blanc peut aider à l'organisation et à la politisation de ceux qui, tant d'un point de vue de classe que d'un point de vue de race, demeurent au bas de l'échelle » (*Race et capitalisme*, 2012). La diversité, selon Khiari, peut être une arme, relativement faible, dans ce qu'il appelle « la lutte des races » mais il a l'espoir que ce soit le commencement de quelque chose de plus fort.

Les citoyens des États-Unis, noirs comme blancs, seront fatalement un peu sceptiques vis-à-vis de cette espérance. Un demi-siècle de racialisation – que ce soit dans le discours rétro du *Black Power* (pouvoir noir) ou dans la langue contemporaine du diversitarisme d'entreprise – n'a rien changé pour la grande masse des Noirs ; cela a seulement produit une nouvelle élite politique noire. Ajoutons que

### École libre

Les religieux parlent volontiers d'école libre. Mais que les lecteurs ne se trompent pas. Le mot liberté prend dans leur bouche une signification particulière qui ne coïncide en rien avec le concept de liberté que peuvent avoir des hommes qui pensent et qui ne sont

pas religieux.[...] La formule « Pour l'école libre » est un superbe drapeau qui couvre, ou prétend couvrir, une spéculation économique aussi juteuse que sectaire.

**Antonio Gramsci**, « Les privilèges de l'école privée », *Avanti!* 13 avril 1917.

dans le sillage de la réélection d'Obama, la droite états-unienne, dans sa quête désespérée pour gagner la faveur des gens de toutes couleurs, multiplie les gestes en matière de diversité : pas simplement en désignant un sénateur noir mais en promouvant des *Latino-Américains* comme le sénateur Marco Rubio et des Asiatiques comme les gouverneurs de Caroline du Sud et de Louisiane. Cela dit bien à quel point la diversité se présente comme une belle occasion pour les conservateurs de couleur. Même ce groupe qui, depuis le 11 septembre a été assurément l'objet de la plus grande suspicion – les Américains musulmans – a commencé à produire sa propre élite : les « *Muslim Urban Professionals* » (littéralement, professionnels musulmans urbains N.D.T.), qu'on appelle à Wall Street « *Muppies* ». Les intellectuels français peuvent se penser de gauche parce qu'ils soutiennent le port du *hijab* en public mais ce que Wall Street comprend, ce n'est pas juste sa valeur culturelle mais sa valeur en *cash*. Comme l'a déclaré un ancien *trader* de Citigroup : « Tu peux vouer un culte à Satan. Tant que tu fais de l'argent, ils sont contents. » (*New York Times* du 15 avril 2012).

Cependant, le vrai problème qu'il y a à penser la diversité comme une technologie potentielle de la gauche radicale, n'est pas d'ordre empirique mais conceptuel. Khiari pense que « le champ politique français est le lieu d'une lutte pour le pouvoir

entre les races ». En effet, il pense que ce combat n'est pas simplement français mais une expression de la « suprématie blanche internationale ». C'est exactement ce que les racistes blancs comme Lothrop Stoddard pensaient dans les années 1920 –

“ *La lutte des races est toujours déjà une lutte des classes et la classe qui en tire profit est la classe dominante.* ”

ainsi dans son ouvrage à grand succès *The Rising Tide of Color Against White World Supremacy* (littéralement, La marée montante de couleur contre la suprématie blanche mondiale N.D.T.) – et c'est ce que des conservateurs contemporains comme Samuel Huntington – transformant la question raciale en question culturelle – ont appelé le *Choc des civilisations*. La différence, bien sûr, c'est que Stoddard aimait la suprématie blanche et était résolu à défendre ce que Khiari est engagé à combattre. Mais la similitude est l'aspect le plus instructif : pourquoi la suprématie des « indigènes » serait préférable à la suprématie des Blancs ? Plus fondamentalement – et en supposant que c'est l'égalité raciale qui est visée et non une nouvelle suprématie raciale – qui bénéficierait de cette victoire de *la lutte entre les races*

(en français dans le texte N.D.T.) ? Imaginez un monde dans lequel les « races » partageraient finalement le pouvoir. Les élites blanches seraient rejointes par les élites de couleur mais le sort de ceux qui sont en bas de l'échelle – la grande majorité dans chacune des « races » – serait totalement inchangé. Pourquoi ? Non parce que leur victoire aurait été incomplète en tant que « race », mais parce que le combat n'a pas été mené en premier lieu pour eux. En d'autres termes, la raison pour laquelle on ne peut pas mener une politique radicalement progressiste en promouvant la diversité tient au fait qu'on ne peut pas faire quoi que ce soit de radicalement progressiste selon des considérations racialisées. Appelez cela « diversité » comme Goldman Sachs ou appelez cela « guerre de races » comme les Indigènes de la République ; quoi qu'il en soit, la diversité est un projet de classe du début jusqu'à la fin. Le problème n'est pas que « *la lutte des races* » (en français dans le texte N.D.T.) n'aurait rien à voir avec la lutte des classes. C'est précisément le contraire : la lutte des races est toujours déjà une lutte des classes et la classe qui en tire profit est la classe dominante. ■

\***Walter Benn Michaels** est professeur de littérature à l'université de Chicago (États-Unis, Illinois). Le présent texte a été écrit en anglais à l'intention de la *Revue du projet*. Il a été traduit par notre équipe.

## Gouvernance

**Derrière ce faux ami se cache la conception d'une mondialisation impulsée par les transnationales et les marchés financiers et d'un démantèlement en règle de la puissance publique.**

PAR AURÉLIE TROUVÉ\*

Gouvernance locale et globale, gouvernance urbaine, gouvernance de l'environnement et d'entreprise ou encore gouvernance multi-niveaux, la gouvernance est partout. Voilà un concept particulièrement attrayant pour le politique, l'expert et le chercheur en sciences sociales. Il « favorise la rencontre entre disciplines » et rend compte de « processus originaux dans les domaines socio-économique et politique » (C. Baron, « Débat autour d'un concept polysémique » *Droit et société*, 2003). Il prend en compte de nouvelles configurations du pouvoir, de nouvelles façons de déci-

der, moins hiérarchiques et *top down* [du haut vers le bas], plus horizontales, passant par des arènes de concertation, de confrontation directe de l'ensemble des acteurs publics, privés et parapublics dans la prise de décision publique. Pour certains auteurs importants de l'économie hétérodoxe, il s'agit de redéfinir les frontières de l'étude des politiques et d'éviter des « oppositions trop simples entre État et marché » (G. Allaire, R. Boyer). Il prend en compte la « société civile » et tous les acteurs qui se situeraient entre le gouvernement (la puissance publique) et les acteurs privés du marché, à tous les niveaux (local, national et international).

C'est ainsi que doctorante en économie il y a dix ans, j'avais utilisé abondamment le concept, empruntant (et cédant ?) aux nombreux travaux d'économie hétérodoxe et de sciences politiques qui se réclamaient des approches ou théories de la gouvernance. Mais lors de ma soutenance de thèse, un des membres du jury m'avait longuement interpellée sur l'utilisation de ce vocable : et pourquoi pas utiliser le concept de « gouvernement » ou de « régulation » ? Car derrière le choix de tel ou tel concept analytique se cachent des visions du monde et des intérêts particuliers. Et plus précisément, « dans l'imposition et la légitimation des normes de la mondialisation libérale, c'est-à-dire une mondialisation impulsée par les transnationales et les marchés financiers, les mots sont des armes stratégiques ». (B. Cassen, « Mots pièges et mots épouvantails », intervention au colloque « *Diversidad y mundializacion* », 2002). La gouvernance est certainement de ces mots-là.

## SON EMPLOI PAR LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Le mot gouvernance était équivalent de gouvernement et signifiait, en ancien français comme en anglais, l'art et la manière de gouverner. Il a été remis à l'honneur dans les années 1990 par des économistes et politologues anglo-saxons et par cer-

“ La gouvernance sous-tend, du moins dans sa conception dominante anglo-saxonne, un démantèlement en règle de la puissance publique, au nom d'une démocratie retrouvée qui met sur un même plan État, marché et « société civile ». ”

taines institutions internationales (ONU, Banque mondiale et FMI, notamment) avec des préoccupations majeures : l'ouverture de la décision publique à d'autres acteurs et avec elle, une redéfinition des prérogatives de l'État, centrées davantage autour de l'accompagnement et de l'encadrement des acteurs privés plutôt que de la régulation et du contrôle. Des politiques britanniques soulignent dès les années 1990 que la gouvernance remet en cause la capacité et la légitimité de l'État à intervenir directement, encourageant à le cantonner dans un rôle d'influence, au même titre que les acteurs privés.

À la même époque, la « bonne gouvernance » est utilisée par la Banque mondiale pour reformuler le consensus de Washington et continuer à promulguer les idées néolibérales, après les échecs des plans d'ajustement structurel. La *corporate governance* ou « gouvernance d'en-

treprise » rend compte quant à elle des nouveaux rapports de pouvoir dans les entreprises en faveur des actionnaires. L'utilisation à tout va de la gouvernance accompagne aussi les changements à l'œuvre dans le gouvernement britannique : l'affaiblissement de l'État (ou *holing out the state*), le *new public management*, la compétition entre acteurs, la privatisation ou la délégation de la gestion publique aux acteurs privés et parapublics... Et dans le champ théorique de l'économie, si des économistes hétérodoxes se sont emparés du concept, il faut garder à l'esprit les liens très forts avec des courants plus en phase avec l'économie dominante, celle des coûts de transaction, des choix rationnels, de la théorie des jeux...

En se plongeant dans les origines du concept, on mesure à quel point il ne s'agit pas seulement de rénover les cadres d'analyse en sciences sociales. La gouvernance sous-tend, du moins dans sa conception dominante anglo-saxonne, un démantèlement en règle de la puissance publique, au nom d'une démocratie retrouvée qui met sur un même plan État, marché et « société civile ». Une société civile dans laquelle tous les intérêts privés se valent, qu'ils soient syndicats, associations ou patronat. (O. Paye, « La gouvernance : d'une notion polysémique à un concept politologique », *Etudes internationales*, 2005). Patronat qui *in fine* se voit attribuer la même légitimité qu'un pouvoir élu au suffrage universel. Par le biais d'un nouveau cadre analytique, le patronat, les multinationales, les acteurs financiers, se voient octroyer une place de choix. ■

\*Aurélien Trouvé est économiste. Elle est maître de conférences à l'ENSAD. Elle est coprésidente d'ATTAC.

## Gagnant-gagnant

La formule a une sonorité étrange, un petit côté gnan-gnan. Elle nous vient des États-Unis, où l'on parle là-bas du *win-win*, ce qui est déjà un peu plus agréable à l'oreille. Attention : gagnant-gagnant ne veut pas dire que, dans une opération x, une tractation, un échange, je vais gagner deux fois ; ni que dans un face à face, les deux parties vont gagner de manière égale. C'est un peu plus retors. Le « concept », ou plutôt la technique a déjà une longue histoire ; elle a été expérimentée dans le domaine des jeux (à propos de la répartition de gains), de l'éducation (concernant un conflit parents/enfants) et du *management* (solutionner une lutte sociale).

La notion de gagnant-gagnant, qu'affectionnent le MEDEF ou les politiciens libéraux (et sociaux libéraux), se pare des vertus du partage, de l'équilibre, je gagne et tu gagnes ; en fait, il s'agit d'un partage très inégalitaire, genre pâté d'alouettes (une alouette et un cheval...). Pas question de diviser le gain en deux. Prenons un gâteau. Madame Parisot dira au syndicaliste salarié : à vous la cerise, à moi le gâteau. C'est du gagnant-gagnant dans ce sens où chacun part avec quelque chose, mais il y a là un sens très particulier de la répartition. Le *win-win* ou le gagnant-gagnant, c'est jamais du 50/50, plutôt du 99/1. Ou encore : à moi le réel, à toi le symbolique ou à moi le fond, à toi la forme.

Quel est alors l'intérêt du *win-win* ? C'est faire croire, dans un conflit, un face à face, une négociation (salariale, politique, diplomatique), qu'il n'y a pas de perdant. C'est permettre au vaincu de « sauver l'honneur », de garder les apparences d'une non-défaite, c'est soumettre l'autre avec son consentement, c'est abattre l'adversaire en lui laissant croire - et surtout en laissant paraître - qu'il est toujours debout. C'est de l'entourloupe et dans les écoles de formation du patronat, on doit passer pas mal de temps à ce petit jeu : faire en sorte que l'exploité perde la mise mais pas la face...



# Métissage

**L'économie libérale a aujourd'hui besoin de l'idéologie multiculturelle : elle trouve dans le métissage, du fait de la complexité de son histoire, un moyen de servir cette nécessité.**

PAR CÉCILE CANUT \*

À l'heure où la politique européenne se veut multiculturelle dans un monde saturé de flux et de réseaux, la notion de métissage, envisagée de manière conjointe avec celle d'hybridité ou de créolité, s'est imposée depuis quelques années comme *doxa* dans le discours dominant des média, des artistes ou des chercheurs en sciences humaines : représenter le monde comme métissé suppose une ouverture à l'autre, altérité inscrite dans une optique généreuse de dépassement des frontières de toutes sortes. Déclinée de plus en plus comme processus (hybridation, créolisation, diversalité), elle concerne tous les domaines de ce qui est communément conceptualisé comme culturel (musique métisse, littérature mosaïque, cuisine créole, langue métisse ou créole...). Cette valorisation du métissage culturel, à rebours de son acception péjorative archaïque arguant du choc puis du brouillage des cultures, cherche à en faire valoir la portée pacifiante et régulatrice.

## LES ORIGINES DU MOT

Les significations actuelles données au mot *métissage* sont indissociables de son histoire et des conditions de production dans lesquelles il a émergé. Issu du portugais (*mestiço*) puis de l'espagnol (*mestizo*) le *métisse* correspond au XV<sup>e</sup> siècle à une nouvelle catégorie de personnes : les enfants issus d'unions honteuses entre les Européens et les Indiens. Classés en fonction de l'origine de leurs parents, ces êtres humains menaçaient ainsi l'ordre établi des catégories raciales. En 1708, dans le dictionnaire de la langue française de Furetière, le terme *métisse* apparaît : « Le nom que les Espagnols donnent aux enfants qui sont nés d'un Indien et d'une Espagnole, ou d'un Espagnol et d'une Indienne. On appelle aussi chiens métis, ceux qui sont nés de différentes races, comme d'un Lévrier et d'un Épagneul. » Élargie à l'ensemble des contacts entre

races, la connotation péjorative associée au processus de métissage s'institue pendant les colonisations européennes jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle et vise à différencier plus largement les rejetons de couples noirs et blancs. À la fois anomalie biologique et sociale, le métisse correspond alors à une sorte de monstre contre nature. De même, les langues nées sur les îles et résultant de l'esclavage vont toutes être nommées *créole*, c'est-à-dire identifiées en fonction de leur impureté supposée et réduites à leur processus de création, le mélange. Cette dénomination annule de la sorte le caractère commun à toutes les langues, celui d'un syncrétisme intrinsèque, en hiérarchisant les formes linguistiques selon leur origine et leur histoire.

## UNE VISÉE CULTURALISTE

Après la Seconde Guerre mondiale, se produit une inversion sémantique : le processus de métissage appliqué à toutes sortes de mélanges, ethniques et culturels, devient positif. Les discours scientifiques, politiques puis médiatiques, entament progressivement un retournement du signifié afin de lutter contre toute forme d'essentialisation. Face à la pureté érigée comme fondement des civilisations pendant la période coloniale, il s'agit au contraire de construire un monde pluriel fait d'échanges, de mélanges et de mobilité. Cette option va consacrer le multiculturalisme, entraînant avec lui l'injonction à l'interculturel.

Les États-Unis, en cherchant à généraliser leur modèle *multiracial* et *multicultural*, tiennent un rôle majeur dans l'avènement de cette conception post-moderne. Les anthropologues américains théorisent ainsi depuis quelques décen-

nies une approche de l'hybridité comme moyen de renversement des processus de domination coloniale (Bhabha). En ce sens, des ponts se construisent entre les *postcolonial studies* et l'*éloge de la créolité* (Jean Bernabé, Patrick Chamoiseau et Raphaël Confiant) – une créolité devenue incontournable dans le domaine littéraire notamment.

Renforcée par la circulation des biens et des personnes selon une vision transnationale souvent enchantée, cette conception du monde *mobile* se fonde paradoxalement sur une permanence des essences (culture, minorité, ethnie, langue). Car supposer le métissage ou le mélange, c'est bien affirmer qu'il existe des ethnies, des langues et des cultures différenciées, dont on constate ou désire la rencontre (le modèle inter-culturel). Autrement dit, loin de renverser les fondements ontologiques contenus dans le discours colonial, l'injonction au métissage repose inéluctablement sur une visée culturaliste, réactualisant la fonction différentielle des populations pour lesquelles on fabrique des appartenances et des identités.

## CULTURALISER LE POLITIQUE

L'injonction au métissage n'est pourtant pas surprenante dans le contexte social, politique et économique qui est le nôtre : focaliser l'attention sur la culture comme donnée déterminante du politique (ou *culturaliser le politique*) favorise, au sein du capitalisme tardif, l'éviction des rapports de forces et de pouvoir propres à tisser les liens sociopolitiques. Inventées par l'ethnologie et instrumentalisées variablement selon des logiques politiques au cours de l'histoire, les cultures comme les langues ou les ethnies continuent d'être des *objets* manipulés et manipulables à des fins gouvernementales. ■

\*Cécile Canut est sociolinguiste. Elle enseigne à l'université Paris-Descartes.

## Mariage gay

Voilà une expression qui a du plomb dans l'aile mais à laquelle on n'a pas encore réussi à faire la peau définitivement. Pourtant, là encore, cette simple expression n'est pas anodine. En effet, l'élémentaire revendication républicaine portée par la gauche n'est pas l'ouverture d'un contrat *spécifique*, d'une institution *ad hoc* pour les homosexuels comme le sous-tend l'expression « mariage gay » où l'épithète

gay vient qualifier et *spécifier* le mariage comme s'il s'agissait d'un *autre* type de mariage. Or, ce n'est justement pas un *autre* mariage qui est réclamé, c'est au contraire la simple *égalité* qui est attendue avec l'ouverture à tous les couples des mêmes droits à l'union. Voilà pourquoi « mariage pour tous les couples » et « mariage gay » sont deux notions qu'il ne s'agirait pas de confondre...

## Nauséabond

Il s'agit là d'un terme très fort au sens propre. On l'entend aussitôt dès qu'on y prête attention : nauséabond, c'est ce qui donne la *nausée*. L'image est saisissante : c'est tellement horrible que ça fait vomir « ça me fait gerber ! » dit-on parfois avec émotion. Les dictionnaires précisent bien la dimension *sensorielle* du terme, dimension essentiellement olfactive mais aussi, secondairement, gustative. Pourquoi dès lors y voir un mot

piégé ? C'est surtout son emploi paresseux qui interroge, un emploi usé jusqu'à la corde où ce mot au sens propre très fort se trouve, par son emploi mécanique, doté d'un sens finalement très faible. Dès qu'il est question de xénophobie, de racisme ou d'homophobie, aussitôt surgit « nauséabond », mot qu'on utilise à peu près jamais en dehors de ces cas. On peut donc se demander pourquoi ces affaires ne seraient pas tout sim-

plement « injustes », « scandaleuses » ou encore « révoltantes » ? Pourquoi spécifiquement « nauséabondes » ? Pourquoi le racisme serait un parfum et l'homophobie une odeur ? Pourquoi pas des positions politiques aussi fermes que les autres ? On ne combat pas une fragrance, on l'inhale, avec plaisir ou dégoût. Or racisme et homophobie ne s'inhalent pas ; ils méritent bien qu'on les combatte résolument.

## Partenaires sociaux

**Un regard historique montre combien cette expression ne rend pas compte de la réalité hier et aujourd'hui.**

PAR MICHEL DREYFUS\*

« **P**artenaires sociaux » : chaque mot, chaque expression ont un sens. Il faut faire attention à l'utilisation des termes employés. La terminologie n'est jamais neutre et bien au contraire, elle a une signification idéologique. La façon dont on désigne une réalité contribue à la définir. Employer l'expression de « partenaires sociaux » renvoie implicitement à l'idée selon laquelle le patronat et les organisations syndicales auraient les mêmes intérêts, les mêmes objectifs. Dans cette perspective, ils mettraient en commun leurs efforts pour aboutir à un but bénéfique pour tous : ce qui les rassemblerait serait bien plus fort que ce qui les divise.

### UNE EXPRESSION DISCUTABLE

Or toute l'histoire mais aussi l'examen de la réalité la plus actuelle montre combien cette vision des choses est discutable en ce qui concerne les mouvements sociaux. Depuis les débuts de la révolution industrielle vers 1820, l'histoire sociale française a été très largement conflictuelle. Interdiction avait été faite en 1791 par la loi Le Chapelier au monde du travail de s'organiser pour défendre ses intérêts. Cet interdit a duré près d'un

siècle puisqu'il faut attendre 1884 pour que soient légalisés les syndicats. Ce refus étatique de l'organisation ouvrière a été pour beaucoup à l'origine de ces grandes explosions sociales qu'ont été la révolte des Canuts (1831-1832), les journées de juin 1848 et la Commune (1871). Cette histoire et le souvenir qu'en ont les premiers militants ouvriers expliquent qu'en France, le syndicalisme se soit d'abord construit contre l'État. N'oublions pas enfin que, jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ce dernier brille par son absence dans le social et intervient essentiellement sur le plan répressif.

Les choses commencent à changer après la Grande Guerre. Toutefois la conflictualité subsiste très largement et ce, sur une longue période. Les grandes explosions sociales de 1936 et, plus près de nous de 1968, sont très différentes par bien des aspects mais elles se rejoignent cependant sur un point : elles n'auraient certainement pas eu lieu si le patronat avait accepté de négocier sur les salaires et les conditions de travail avec les organisations syndicales. Mais en 1936, personne ne considère les syndicats comme des partenaires sociaux et il en est de même en 1968.

Tout n'a pas été obtenu par des luttes spectaculaires, loin de là : l'histoire sociale française a aussi été façonnée par des lois très importantes, votées « à froid ». Signalons les deux lois jumelles d'avril 1898, sur la mutualité et les accidents du travail, ainsi que celle de 1930,

instaurant les Assurances sociales ; ce dispositif, on l'oublie trop souvent, ouvrira la voie quinze ans plus tard à la Sécurité sociale. Ce bref rappel montre qu'on ne peut s'en tenir à une vision uniquement conflictuelle de l'histoire sociale dans notre pays. Mais inversement évacuer complètement cette dimension, comme tend à le suggérer l'expression de partenaires sociaux, est tout aussi discutable.

Ce long passé se fait encore très lourdement sentir aujourd'hui. Force est en effet de constater que la conflictualité reste encore très vive, comme le montrent plusieurs épisodes récents. Le plus important et le plus spectaculaire est le Plan Juppé en 1995. Au mépris de toute concertation, un gouvernement s'efforce de « réformer » les régimes sociaux ainsi que la Sécurité sociale, en

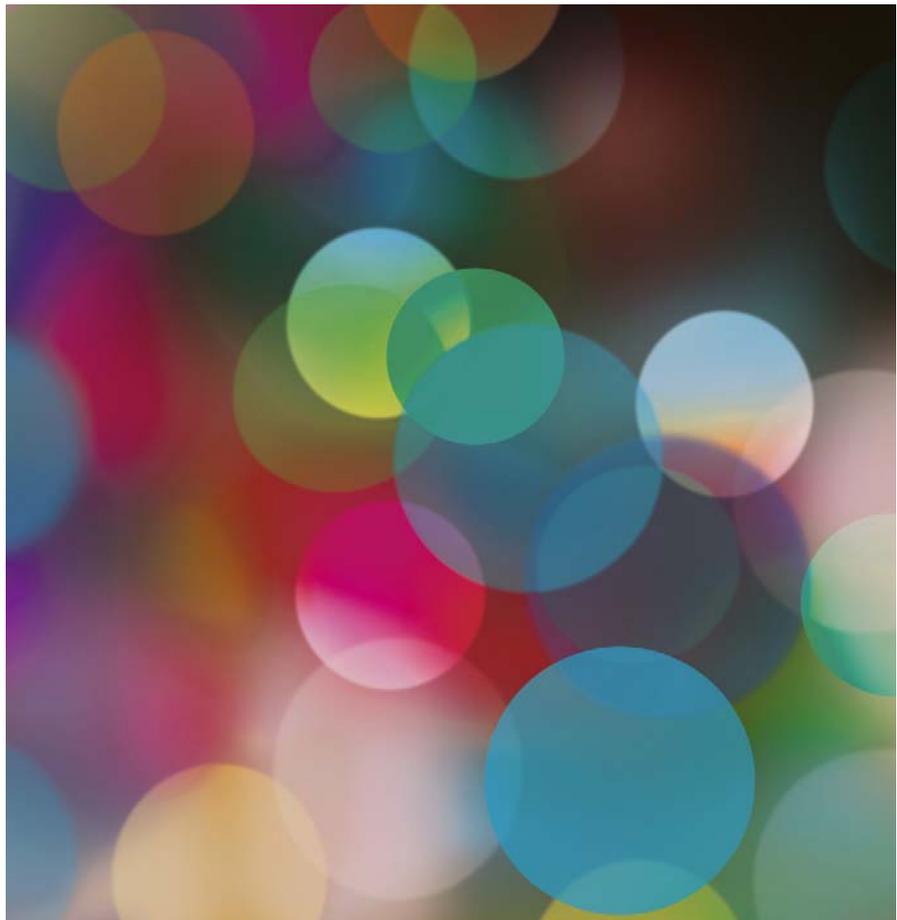
« Employer l'expression de « partenaires sociaux » renvoie implicitement à l'idée selon laquelle le patronat et les organisations syndicales auraient les mêmes intérêts, les mêmes objectifs. »

passant en force. Dans cette démarche, où sont les partenaires sociaux ? On en mesure le résultat : le pays connaît le plus grand mouvement de grèves survenu depuis 1968. L'absence de concertation se manifeste également lors des différentes réformes sur les retraites menées en 2003, 2007, etc. L'équilibre nécessaire de la Sécurité sociale est dif-

ficile à obtenir : est-ce une raison pour procéder comme l'ont fait alors les différents gouvernements ? La conviction du patronat en ce qui concerne les partenaires sociaux est tout aussi problématique. Lorsque le gouvernement Jospin instaure à partir de 1999 les 35 heures, Jean Gandois représentant du Conseil national du patronat français (CNPFP), l'ancêtre de l'actuel MEDEF, est contraint à la démission, en raison de sa supposée mollesse sur ce dossier. Il est remplacé par Ernest-Antoine Seillère qui ne cache pas sa volonté d'en découdre avec le gouvernement et surtout les syndicats en des termes qui n'évoquent nullement la notion de partenaires sociaux. Une fois de plus, les mots sont tout sauf neutres.

### UNE ÉGALITÉ ENTRE PATRONAT ET SYNDICATS FORMELLE

Enfin on peut s'interroger aujourd'hui, à l'heure où le chômage n'arrête pas de progresser depuis des mois, si l'expression de partenaires sociaux rend compte de la réalité. La crise s'est considérablement accrue depuis 2008. Elle met le monde du travail dans une position encore plus difficile, ce qui fait que toute égalité entre le patronat et les syndicats est formelle. La France connaît le taux de syndicalisation le plus faible d'Europe en raison de la profonde division de son mouvement syndical. Aussi ce dernier est plus que jamais sur la défensive parce que le poids de la crise et en particulier du chômage se fait sentir. Dans ces conditions, la situation n'est pas égale entre les syndicats et le patronat. Au risque d'employer un vocabu-



laire qui eut son heure de gloire mais qui est un peu passé de mode aujourd'hui, la lutte des classes reste plus que jamais d'actualité. Plus de huit millions de personnes sont touchées par la grande pauvreté en France et vingt-cinq millions dans toute l'Europe. Dans ce contexte, parler de partenaires sociaux est pour le moins réducteur. Le

conflit n'est certainement pas la seule réponse à la situation et il faut se méfier de toute solution simpliste. Mais, répétons-le, il faut aussi faire attention à la façon avec laquelle on rend compte de la réalité. ■

\***Michel Dreyfus** est historien. Il est directeur de recherche (CNRS/université Paris-I Panthéon-Sorbonne).

## Populisme

**Voici résolument un mot qui a pris un furieux envol ces dernières décennies dans la bouche des commentateurs politiques ! Insulte qui disqualifie celui qu'elle vise, le terme populisme a pourtant une histoire complexe, effacée par un usage tellement dominant qu'il n'est pas sûr que son emploi soit encore possible dans une bouche progressiste.**

PAR ELSA GUQUELIN\*

**P**opulisme, d'abord, on l'entend aussitôt, est un mot forgé sur peuple (*populus* en latin) auquel on a adjoint le fameux suffixe « -isme » signifiant « partisan de », « en faveur de ». Ainsi, le populiste, littéralement, est celui

qui est en faveur du peuple. Évidemment, d'emblée, se posent deux questions : le périmètre et la définition dudit peuple ; secondement, si on se dit en faveur du peuple, c'est que le peuple a des adversaires et la deuxième question est l'identification desdits adversaires. On voit donc d'emblée le caractère tendancieusement flou de la notion pouvant

embrasser le pire (peuple = race X ; adversaires = races Y, Z, etc.) comme le meilleur (peuple = classes laborieuses ; adversaires = bourgeoisie par exemple).

### « ROUSSEAUISME COLLECTIF » EN RUSSIE

Historiquement, le mot trouve sa première forte incarnation en Russie. En

effet, il désigne, sous le règne du tsar Alexandre II (1855-1881), « le premier mouvement révolutionnaire spécifiquement russe » (Jean-Paul Scot), sorte de socialisme agraire théorisé par Tchernychevski – notamment dans son célèbre roman *Que faire ?* (1863) – ou encore Netchaïev et Mikhaïlovski. Liés personnellement à Marx dont ils introduisent en pionniers – avec une fidélité approximative... – les idées en Russie, les *narodniki* (populistes en russe) développent une théorie politique pourtant singulière, teintée de mysticisme : il s'agit pour les membres de l'intelligentsia d'aller au peuple et d'y aller par milliers – ainsi des vagues étudiantes populistes des années 1870 en direction des campagnes. Après l'échec cuisant rencontré par ce premier élan, le mouvement évolue en sens contradictoires : terrorisme

avec le groupe significativement appelé « Volonté du peuple » dès 1878 – il est à l'origine de l'assassinat d'Alexandre II en 1881 ; institutionnalisation avec la création en 1901 du Parti socialiste révolutionnaire (SR) qui joue un rôle majeur dans la vie politique russe du début du XX<sup>e</sup> siècle – y compris sur le maigre plan parlementaire concédé par l'autocratie. Leur importance est si peu négligeable que Lénine ne manque pas de leur consacrer plusieurs articles importants pour les combattre – ainsi du fameux et tonique *Ce que sont les « amis du peuple »* (1894). Résumons : le populisme, lorsqu'il apparaît en Russie, est une culture politique s'apparentant au socialisme dans une vision superficiellement nourrie de l'œuvre marxienne et plaçant en son cœur la question du peuple, c'est-à-dire, essentiellement, du peuple paysan des

campagnes, l'*obchtchina* (la commune rurale en russe) devant former la cellule élémentaire du socialisme à bâtir dès à présent. Le principal spécialiste du populisme russe, l'Italien Franco Venturi n'hésitait pas, en 1952, à qualifier le populisme de « rousseauisme collectif » : on est bien loin de Jean-Marie Le Pen...

## LE PRIX DU ROMAN POPULISTE

Poursuivons en revenant sous nos latitudes. S'il n'y eut pas *stricto sensu* de parti populiste en France, il y eut pourtant une école littéraire se réclamant explicitement du populisme, sans pour autant qu'il y ait le moindre lien avec les populistes russes. C'est la naissance de cette école que proclame Léon Lemonnier en page 3 du journal d'esprit radical-socialiste *L'Œuvre*, le 27 août 1929 dans un texte-programme : « Un manifeste litté-

## Productivisme

On retrouve à nouveau un mot en « isme », ce fameux suffixe qui, selon le *Trésor de la langue française*, « implique une prise de position, théorique ou pratique, en faveur de la réalité ou de la notion que dénote la base ». Le productiviste est donc partisan de la production. Dans le langage théorique, on entend surtout celui qui serait partisan de la production *pour la production*, la production étant considérée comme une fin en soi, un objectif à soi seul. D'aucuns prétendent ainsi (voir « Lire » du numéro précédent) que la meilleure définition du capitalisme serait justement celle-ci : productivisme.

Cette désignation appelle quelques remarques. Le capitalisme, on le sait, a été à l'origine d'un immense accroissement de la production – il n'est que de lire *Le Manifeste du parti communiste* ou n'importe quel livre d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle pour en prendre la mesure. Quand le féodalisme bridait la production, le capitalisme l'a amplement libérée, phénomène quantitatif historique indéniable. Mais le concept porte en lui l'idée de « produire pour produire ». Qu'est-ce à dire ? Le capitalisme, on le sait, ne vise pas à répondre aux besoins humains, il vise à faire de l'argent. Dès lors, il n'hésite pas à nous refourguer des marchandises dont on n'a strictement aucun besoin. De fait, ce qui est aujourd'hui un énorme secteur marchand, la publicité, est spécifiquement

conçu pour nous faire désirer ce dont nous n'avions ni besoin ni idée – lisez Stiegler ou Clouscard qui en parlait déjà. En outre, on parle à juste titre de « dégénérescence programmée », c'est-à-dire que le nombre d'acheteurs étant limité, il convient que les produits qu'on leur vend aient une durée de vie limitée afin qu'on puisse leur en vendre de nouveau pour faire de nouveaux profits. Ainsi, la rengaine des grands-parents selon laquelle, *avant*, le réfrigérateur avait duré bien plus longtemps, etc. n'est pas nostalgie sénile mais s'appuie bien sur un fondement du capitalisme qui, pour faire des profits, n'hésite pas à produire *mal* pour produire et vendre *plus*.

Jusqu'à là tout va bien mais le bât blesse sérieusement deux fois. Premièrement, est-il si sûr que le capitalisme soit un mode de production fondé essentiellement ou principalement sur l'accroissement de la production ? Un examen même superficiel de la situation sanitaire des séropositifs de par le monde devrait interdire ce genre de raisonnements. Où a-t-on vu que les capitalistes voulaient produire toujours *plus* de médicaments pour la trithérapie ? Non, le capitalisme n'est pas un productivisme, il ne vise pas, en tout état de cause à produire toujours plus ; il ne vise pas à produire pour produire, il vise et il ne vise qu'à *accroître le taux de profit*, ce qui, en effet, peut passer

par l'accroissement artificiel de la production (au mépris de la nature comme des humains, que ce soient les travailleurs qui se tuent à la tâche pour produire des choses inutiles comme ceux qui sont contraints d'acheter des produits de mauvaise qualité) mais on ne peut certainement pas soutenir que l'accroissement de la production est la seule chose visée : encore faut-il qu'il y ait une population solvable pour acheter ces marchandises...

En fait, on le comprend bien, la question est décalée : le productivisme est dans une logique +/- alors que le capitalisme est dans la logique du taux de profit. Et nous, dans quelle logique sommes-nous ? Sommes-nous productivistes (produire plus) ou antiproductivistes (produire moins ou cesser de produire pour produire) ? On est tenté de répondre que là encore, la vraie question est ailleurs tant on peine à croire que la réponse puisse être : plus d'armes atomiques ou *moins* de médicaments...

Il ne s'agit pas de produire plus ou de produire moins. Il s'agit de répondre d'une façon révolutionnaire aux questions : Qui produit ? Dans quel but ? Selon quelles modalités ? En d'autres termes, qui décide de la production ? Pour répondre à quels objectifs ? Comment s'organise cette production ? Autant de questions qui tendent à disparaître avec le mot « productivisme » et les logiques qu'il implique...

raire : le roman populiste ». Après avoir attribué la paternité de cette école nouvelle au jeune romancier André Thérive, Léon Lemonnier déclare : « Nous en avons assez des personnages chics et de la littérature snob ; nous voulons peindre le peuple. » Il s'agit d'en « finir avec les personnages du beau monde, les pécores qui n'ont d'autre occupation que de se mettre du rouge, les oisifs qui cherchent à pratiquer des vices soi-disant élégants. Nous voulons aller aux petites gens, aux gens médiocres qui sont la masse de la société et dont la vie, elle aussi, compte des drames. » On voit bien la dimension esthétique de ce choix littéraire ; on en mesure tout autant la portée idéologique et politique. Pour autant, point de proximité excessive avec le mouvement ouvrier. *L'Œuvre*, pour être un journal de gauche, n'en est pas moins farouchement anticommuniste. Surtout, la distance est bien marquée : « Nous ne voulons point non plus nous embarrasser de ces doctrines sociales qui tendent à déformer les œuvres littéraires. » En dépit de cette impulsion liminaire, seront récompensés du prix du roman populiste créé peu après (1931) plusieurs romanciers fort proches du mouvement ouvrier – Eugène Dabit, le tout premier, pour *Hôtel du Nord*, Jules Romains (1932), Jean-Paul Sartre (1940), Jean-Pierre Chabrol (1956), André Stil (1967), Gérard Mordillat (1987), Didier Daeninckx (1990) ou encore Patrick Besson (1995). En France donc, « populisme », dès l'entre-deux-guerres, c'est moins une culture politique socialiste – ce n'est même clairement pas ça – qu'une centralité artistique accordée aux classes populaires. Là encore, on est bien loin de Jean-Marie Le Pen...

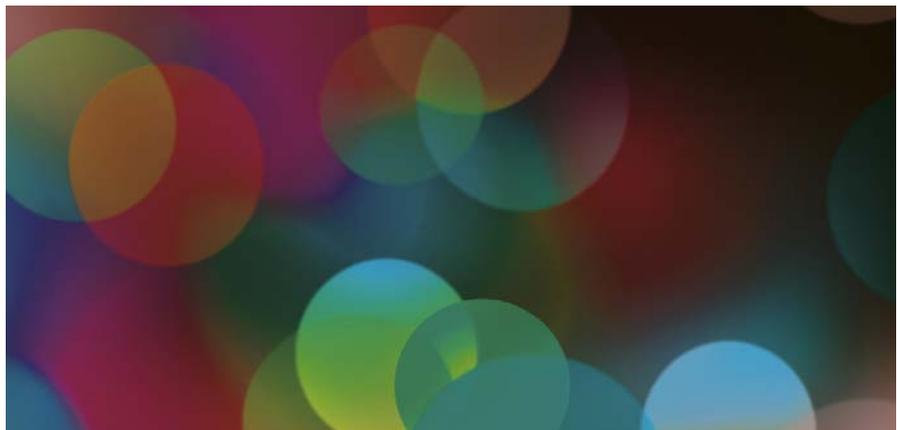
### UNE OPÉRATION POLITIQUE

L'usage contemporain qui a envahi les plateaux de télévision et quelques laboratoires de science politique est parfaitement étranger à ces deux moments forts du mot « populisme » des deux siècles passés. Il vient tout droit des États-Unis et a été importé en France par Pierre-André Taguieff dans les années 1980. Cet ancien situationniste ayant avec le temps glissé sensiblement vers la droite, occupe alors certaines responsabilités au sein de Sciences Po et, singulièrement, du politiquement et médiatiquement puissant Centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF). Le contexte politique d'apparition/importation du contexte mérite d'être précisé : le Front national vient de faire son entrée fracassante sur

le devant de la scène politique. Le contexte idéologique n'est pas moins important : il est marqué par l'effondrement du marxisme dans l'université. Dès lors, il s'agit de penser à nouveaux frais l'extrême droite mais aussi le positionnement politique ouvrier. Sans qu'*aucune* étude précise soit menée en ce sens, on lie en effet le vote ouvrier au vote FN et la légende du passage du PCF au FN du monde ouvrier se met en place. Le mot « populisme » est l'aboutissement et le condensé de cette réflexion de combat. Qu'en est-il au fond ? Le populisme serait la lutte des petits contre les gros, la lutte des mécontents, des menacés. Précisément, Taguieff le définit comme « un style politique » fondé sur « l'appel au peuple contre les élites ». Le populiste est celui qui « prétend parler directement au nom du peuple et pour le peuple, en dénonçant les élites en place, et ce en vue de réaliser une démocratie véritable [...] Il se distingue et par l'insistance qu'il met à célébrer sa "différence" et par ses promesses intenables. » (article « populisme » de Taguieff dans *l'Encyclopaedia Universalis*). On voit bien le danger du concept : tenir un discours de lutte des classes défendant les intérêts populaires contre les classes dominantes tout en réclamant l'approfondissement radical de la démocratie fait irrémédiablement tomber l'impudent progressiste dans l'infamante catégorie où il côtoiera les Le Pen & consorts. L'opération idéologique présente plusieurs avantages pour les forces désignées comme non populistes, c'est-à-dire celles qui n'entendent pas parler pour le peuple en dénonçant des élites en vue de réaliser une démocratie véritable. À gauche, pour certains socialistes attirés vers le centre, la notion de populisme permet de reconfigurer complètement l'espace politique en dénouant des solidarités et en en proposant de nouvelles : les alliés ne sont plus nécessaire-

ment à gauche s'ils sont touchés par le populisme, ils sont bien plutôt dans le reste de l'arc politique qui n'est pas populiste, c'est-à-dire, notamment au centre voire au-delà. Pour la droite, la notion de « populisme » présente deux intérêts contradictoires : 1) décrocher le Front national (figure d'épouvantail dans une large partie de la société) de la grande famille de la droite – si le FN est populiste, il n'est donc pas l'accentuation de la droite, il est bien plutôt l'égal de la gauche qualifiée d'extrême 2) adoucir l'image du FN qui ne se trouve plus « extrême » ou « fasciste » mais simplement « populiste », c'est-à-dire bien moins dangereux. Enfin, cette conceptualisation de populisme permet à tous ceux qui refusent des changements radicaux dans le sens des intérêts populaires, tout à la fois de disqualifier leurs adversaires en les taxant de « populistes », de légitimer le *statu quo*, et enfin, *last but not least*, d'éliminer le peuple du champ politique. *Exit* le peuple, immature créature facilement envoûtée par des *leaders* charismatiques flattant ses instincts ; mieux vaut s'en remettre aux seules élites qui, elles, savent et comprennent – relisez la presse de 2005 lors des débats référendaires... *Exit* toute politique visant à mobiliser le peuple et à mener une politique répondant à ses intérêts en s'en prenant aux dominants. Concluons donc avec la sociologue Annie Collowald qui a tant œuvré à mettre en lumière les dangers de cette notion : le populisme est « une erreur scientifique qui fait écran », tout à la fois excès d'honneur pour le Front national ainsi placé en parti du peuple, et indignité démophile pour renoncer aux combats de classe. ■

\*Elsa Guquelin est politiste. Elle enseigne à Nouméa.



## Race

**Alors que les races n'existent objectivement pas, elles ont une existence subjective qui a des effets sociaux.**

PAR GUILLAUME QUASHIE-VAUCLIN\*

Le mot race est ancien. On en trouve trace en français au moins dès le XV<sup>e</sup> siècle : la « rasse » est alors essentiellement l'ensemble des ascendants et des descendants d'une même famille. On est encore tout proche, en fait du mot latin *gens*. Ainsi, dans la tragédie antique, on est souvent confronté à des *gentes* (pluriel latin de *gens*), la plus célèbre étant sans doute celle des Atrides. De quoi s'agit-il ? Il s'agit des *descendants* d'Atrée, confrontés, de génération en génération, à la colère des dieux du fait du péché originel d'Atrée et de son frère Thyeste : ils avaient tué leur demi-frère Chrysispos, enfant que leur père avait eu avec une nymphe, crime qui valut malédiction pour Atrée lui-même mais aussi pour toute sa *race*, c'est-à-dire pour toute sa lignée : Agamemnon et Ménélas, ses fils, mais aussi Électre, Iphigénie ou Oreste, ses petits enfants. La race, comme traduction de *gens*, c'est d'abord cela : l'ensemble des personnes appartenant à une même lignée.

Ce sens est particulièrement vivace dans l'aristocratie à l'époque moderne (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) : on parle ainsi de la race des Rohan ou de celle de n'importe quel grand noble. On se distinguera ainsi en indiquant qu'on appartient à une vieille race – c'est-à-dire lignée – aristocratique en dédaignant ceux qui ont été anoblis récemment et ne relèvent donc pas vraiment de la noblesse de race.

### LA CONSTRUCTION DE LA RACE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

Mais il y avait une ambiguïté dès le départ dans le mot *gens* qu'on retrouve dans le mot race. Si on parle en latin de la *gens Iulia* pour parler de la famille Julia, on parle aussi de la *gens Sabina* pour parler du *peuple* sabin ou, comme on traduisait naguère encore, la race sabine. Le mot *gens/race* peut ainsi avoir un sens plus large que le strict sens familial.

C'est justement au flou de la notion que vont s'attaquer un certain nombre d'hommes de science dès le XVIII<sup>e</sup> siècle.

Existe-t-il une seule humanité ou y a-t-il des différences fortes entre les hommes qu'on pourrait regrouper en plusieurs catégories aux caractéristiques propres, comme on le fait avec les chevaux (je reprends la comparaison pointée par Roger Vailland) ? Le grand naturaliste suédois Linné (1707-1778) isole ainsi six races humaines : la race sauvage (certes encore inaperçue), la race américaine, la race européenne, la race asiatique, la race africaine et la race monstrueuse (pathologique).

Le débat prend de l'ampleur, on le sait, au XIX<sup>e</sup> siècle autour du débat touchant le polygénisme : tous les hommes ont-ils la même origine ou y a-t-il plusieurs souches différentes à l'origine de plusieurs races différentes ? Surtout, pour mettre fin au grand flou des catégories, il s'agirait de trouver des critères fiables pour délimiter les races. Bien sûr, la couleur de peau est un temps envisagée mais nos scientifiques savent bien qu'elle n'est pas fiable : un Africain albinos est plus pâle qu'un Marseillais ; une paysanne provençale n'a pas toujours le teint plus clair qu'un bey tunisien... Combien de gradients en lieu et place de catégories nettes – avant Muriel Robin, ils avaient déjà perçu qu'il y avait des Noirs plus ou moins noirs... Aussi, l'invention de l'index crânien en 1842 va être l'occasion d'un grand essor de la race en milieu scientifique. On délimite ainsi des grandes catégories en fonction du volume crânien et de la forme de celui-ci ; tout est mesuré – c'est la craniométrie – et classé : dolichocéphales, brachycéphales, mésocéphales... Sans oublier la couleur de peau, on essaie ainsi de mêler les éléments censément objectifs pour élaborer des catégories raciales. Le chef de file de ce mouvement, c'est bien sûr le comte de Gobineau et son célèbre *Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853) mais ce discours pénètre largement et durablement les milieux scientifiques et politiques – lisez le *Tableau de la géographie de la France* de Vidal de la Blache au début du XX<sup>e</sup> siècle et, au-delà, les méticuleux travaux de l'historienne Carole Reynaud-Paligot.

Le hic, toutefois, car nous sommes au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire au cœur d'un siècle d'immenses et inédites migrations – les Européens partant par dizaines de millions dans tous les continents et opérant, par le biais de la colonisation, des transferts de population massifs – c'est que ce modèle

racial simple se trouve encombré d'infinis mélanges de sorte que, Gobineau, désespéré, écrit : « L'espèce blanche a désormais disparu de la face du monde [...]. La part du sang aryen, subdivisée déjà tant de fois, qui existe encore dans nos contrées, et qui seule soutient l'édifice de notre société, s'achemine vers les termes extrêmes de son absorption. » Le modèle racial sitôt exposé se trouverait périmé. Surtout, dans le monde scientifique, on voit bien les problèmes de ce modèle à quelques races : personne n'y rentre complètement et ces groupes créés sont très hétérogènes. On développe donc des modèles avec un nombre plus grand de races pour que le réel entre dans ces catégories. Joseph Deniker propose ainsi un modèle à 17 races. Scientifiquement, l'affaire paraît donc fragile mais n'en conserve pas moins un certain écho.

### RACE ET RACISME AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Le XX<sup>e</sup> siècle se distingue du siècle précédent en ce qu'il fait pleinement entrer la race au cœur du débat politique, en particulier avec le nazisme, Hitler n'hésitant pas à dire que le véritable moteur de l'histoire est la *lutte des races*. Le triomphe nazi de la race est pour autant un chant du cygne. Après l'écrasement du nazisme et la révélation de son absolue atrocité d'une part, avec la découverte et l'approfondissement de la génétique moderne de l'autre, la race s'effondre. Sous les coups conjugués de la politique et de la science, la race meurt. Rappelons le rôle de Claude Lévi-Strauss et de l'UNESCO dans ce combat méritoire.

Pour autant, le racisme ne disparaît pas mécaniquement et il garde même une forte audience au sommet de l'État en France, notamment pendant la guerre d'Algérie. Rapportons ici un fait célèbre mais qui mérite réflexion. Le 17 octobre 1961, Papon donne l'ordre à la police d'arrêter tous les Algériens selon des critères de race énoncés comme tels, les policiers pourtant formés à l'exercice, croient n'arrêter que des Algériens, pourtant, ils embarquent aussi pêle-mêle des Italiens ou des Espagnols qu'ils ont pris pour des Algériens... Quelle meilleure preuve que les races n'existent pas quand on voit que même les spécialistes n'arrivent pas à s'y retrouver !

L'antiracisme, dès lors, consiste à rappeler l'inexistence des races et à affirmer l'égalité et l'unité fondamentale de

l'humanité. Il ne s'agit pas de prôner l'égalité des races mais de les nier radicalement.

### LE DÉBAT À GAUCHE

Cependant, on assiste ces derniers temps au retour du mot « race ». Pour quelle raison ? Les partisans de son retour se disent pour la plupart non racistes au sens où ils reconnaissent l'inexistence biologique des races. Cependant, ajoutent-ils, si les races n'existent *objectivement* pas, elles ont une existence *subjective* qui a des effets sociaux. Effectivement, la race noire n'existe pas plus que la race blanche, jaune ou verte ; ce qui n'empêche pas certaines personnes de croire que des races existent et, en conséquence, de s'en prendre par exemple à ceux dont le taux de mélanine sera jugé trop élevé, pour la raison qu'ils considèrent que cette personne appartient à la race noire et que c'est un problème à un titre ou

un autre. Ce constat posé – qu'on appelle scientifiquement « ethnicisation des rapports sociaux » comme Jean-Loup Amselle ou plus simplement « racialisation » –, c'est ensuite que le débat existe à gauche. Faut-il créer des dispositifs spécifiques pour ces personnes égales aux autres mais qui ne sont pas considérées égales aux autres par tous ? Faut-il au contraire travailler activement à les rendre effectivement égales ? D'un côté, la discrimination positive qui reprend et perpétue de fait les catégories raciales, de l'autre la conquête de l'égalité effective et le dépassement de la catégorie raciale. Le débat existe aussi autour de certains concepts comme « diversité » (voir l'article dans le dossier), mot somme toute anodin initialement mais qui s'est forgé comme concept raciste ces dernières années. En effet, de quelle diversité parle-t-on le plus souvent ? de diversité ethnique dit-on pudiquement, c'est-à-dire, en fait, de diversité raciale. La diversité présuppose ainsi l'existence

de races différentes. Elle présuppose dans le même temps une homogénéité forte de ceux qui ne relèvent pas de la diversité. En clair, le mot dit des Noirs qu'ils ne sont pas de souche française puisqu'on est « issu de la diversité » quand on est noir ; il dit aussi que les Français sont blancs puisqu'on n'est jamais « issu de la diversité » quand on est blanc. Le mot, raciste, valide ainsi la thématique de la souche (métaphore végétale qui n'a aucun sens en histoire) posée de surcroît comme uniforme sur un plan pensé racialement (souche blanche), c'est-à-dire qu'il véhicule, *nolens volens*, le discours de la droite extrême : race et nationalité sont pensées ensemble. Être français c'est être blanc, ne pas être blanc, c'est n'être pas français. Ou comment l'idée de race et le mot diversité se mêlent pour interdire toute avancée émancipatrice. ■

\*Guillaume Quashie-Vaclin est responsable adjoint de *La Revue du projet*.

## Sociétal

Sociétal : relatif à la société, à ses valeurs, ses institutions, *dixit* *Le Larousse*. Lequel précise que le terme, un tantinet barbare, est récent, il serait apparu en 1979. Il a fait fortune ces dernières années dans la rhétorique politique et le jargon médiatique, sous la forme d'adjectif puis de nom, queue de la comète appelée « le phénomène de société ». Certains lui contestent encore sa légitimité. Le romancier Mathieu Larnaudie, par exemple, écrit dans *Acharnement* (Actes Sud, 2012) : « Je me laissais finalement attraper par l'une de ces infectes et dégradantes émissions de « débats » que je regarde encore régulièrement afin de me tenir informé des mots d'ordre de circonstance, des plis rhétoriques utilisés par les personnels politiques en présence, des grossières thématiques qu'on nous vend comme étant des phénomènes de société du moment, supposés concerner sans exception tous les citoyens de ce pays, en refléter les préoccupations profondes, et qui ne sont bien sûr, la plupart du temps, que les sujets de discussion ciblés, définis et lancés par le pouvoir pour orienter et légitimer sa stratégie dans l'opinion publique ». Prenons acte de la polémique et dépassons la car le sociétal, au même titre que le social ou l'économique dans leur

domaine de compétence, concerne désormais, qu'on le veuille ou non, l'ensemble des problèmes de mœurs et de règles des individus en collectivité. Est ainsi un progrès sociétal tout ce qui favorise l'émancipation, l'autonomie humaine. Si le mot avait existé, on aurait pu (les médias auraient pu) qualifier de sociétale l'IVG ou plus tard l'abolition de la peine de mort.

Le problème avec ce terme aujourd'hui n'est pas dans sa définition, il est dans une posture politique qui oppose souvent et artificiellement social et sociétal. Un dessin de Plantu, à la Une du journal *Le Monde* le 13 décembre dernier, en donne un bon exemple : sur la moitié gauche de la caricature, Harlem Désir, premier secrétaire du PS, hilare, exhibe deux pétitions (Mariage pour tous et Vote pour tous), chapeauté d'un titre générique « Réformes sociétales » et sur la partie droite, des ouvriers en colère exigent des « Emplois pour tous ». Cette manière de faire, d'utiliser le sociétal comme un leurre, de l'opposer de fait au social, sous prétexte d'habileté politique est, dirons-nous, caricaturale.

Il y a là un côté chiffon rouge dont parle par exemple *Le Figaro* : « Si ces réformes (sociétales) continuent d'exporter vers le FN l'électorat ouvrier et permettent de conserver au PS l'électo-

rat bobo, le premier parti à en faire les frais ne sera-t-il pas, cette fois-ci, l'UMP ? Le stratagème avait aidé Mitterrand en son temps, pourquoi ne servirait-il pas Hollande aujourd'hui ? » Mais le jeu du sociétal contre le social n'est pas que posture politique. Il y a aussi une conception (et une ambition) de la gauche qui est en jeu. Certains opposeraient volontiers gauche sociale et gauche sociétale. Serge July par exemple (voir la rubrique Idées) prétend que 1968 et ses suites ont signifié la victoire des aspirations sociétales contre ce qu'il appelle « le grand soir » et que nous nommerons le social.

On contestera cette façon de voir, on contestera aussi la fermeté de cette « gauche sociétale », si elle existe, en la matière : le pouvoir aujourd'hui ne fait pas preuve d'une grande assurance sur les questions du mariage pour tous ou du vote pour tous, c'est le moins qu'on puisse dire.

En créant une fausse opposition (progrès social ou progrès sociétal), on divise artificiellement, on affaiblit la cause qu'on prétend servir.

L'ambition communiste serait plutôt de défendre dans un même mouvement, et avec une égale énergie, social et sociétal. Mariage, vote, emploi pour tous ! Smic et mœurs, même combat !

# Le combat pour l'égalité c'est du communisme à

Manifestations pour et contre, débordements homophobes, l'égalité des droits pour tous les couples déchaîne les passions. En marge du tumulte, **Richard Sanchez**, président du collectif Fièr-e-s et révolutionnaires, responsable national aux questions lesbiennes, gaies, bi et trans (LGBT) développe pour *La Revue du projet* les positions du Parti communiste.

22

**Mariage et adoption pour les couples homosexuels. Le PCF y est favorable. Pour quelles raisons ?**

Nous sommes pour l'égalité des droits pour tous les couples. Pour nous, le mariage n'est pas une institution avec tout ce que cela peut comporter de sacramentel, mais un droit. Un droit qui a été peu à peu conquis par ceux qui en étaient privés. Dans l'Antiquité il a d'abord été accaparé par les patriciens, puis ouvert aux plébéiens et ensuite aux esclaves. Il est grand temps que tous les couples d'aujourd'hui aient ce droit, quelles que soient leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. Il en va de même pour le droit à l'adoption qui y est lié. Le projet du gouvernement prévoit d'ouvrir l'adoption à tous les couples mais si aucune disposition diplomatique n'est prise en direction des pays d'où sont issus la majorité des enfants adoptés, il y a fort à craindre que ce droit demeure théorique. Nous ne l'acceptons pas. De même, en excluant le droit à la procréation médicalement assistée de son projet, le gouvernement fait un pas de clerc. Il laisse se perpétuer une discrimination entre les femmes en couples hétérosexuels et

les femmes en couples homosexuels que nous refusons.

Bref, s'il est porteur de progrès, ce projet de loi est insuffisant et je souhaite qu'il soit considérablement enrichi par son passage à l'Assemblée nationale et au Sénat.

“ *Le risque de décadence de la civilisation était déjà agité au moment du débat sur l'IVG. Or ce qui s'est produit avec l'IVG c'est un pas pour l'émancipation des femmes et en cela pour l'émancipation de l'humanité tout entière.* ”

**L'opposition à ce projet est très bruyante. Certains, notamment issus de la droite catholique ont parlé de risque de décadence, de porte ouverte à la polygamie, à la zoophilie... Quel est votre regard sur ces réactions ?**

Je conçois que des femmes et des hommes soient opposés au mariage et à l'adoption pour tous. Ils ont le droit de le dire. Quant à ceux qui choisissent d'user de termes humiliants, de propos violents et qui font preuve de sottise, je leur pro-

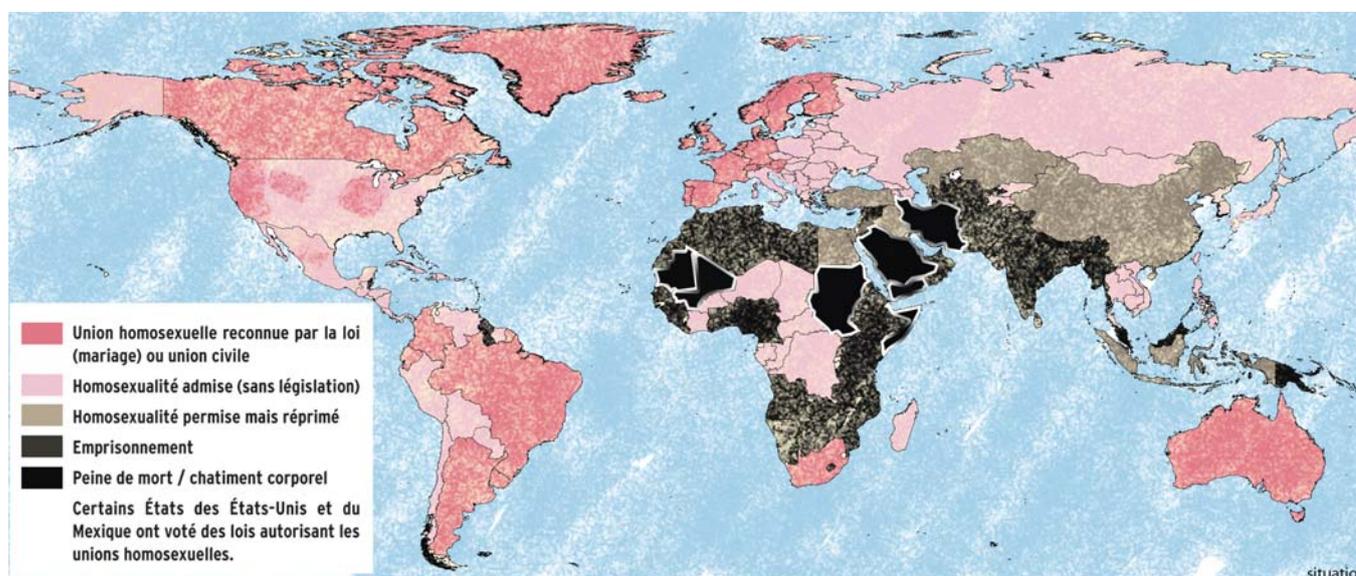
pose de méditer ce proverbe arabe : « Si ce que tu vas dire est moins beau que le silence, alors tais-toi » !

Le risque de décadence de la civilisation était déjà agité au moment du débat sur l'IVG. Or ce qui s'est produit avec l'IVG c'est un pas pour l'émancipation des femmes et en cela pour l'émancipation de l'humanité tout entière.

**À l'autre bout de l'échiquier politique, des progressistes jugent incongru à la suite des luttes de 68, le fait de revendiquer le mariage, perçu comme un cadre de domination, un symbole de la société bourgeoise. Que leur dites-vous ?**

Soyons clairs : personne n'est pour l'obligation de se marier. C'est un droit dont une partie de la population est privée. Ensuite, un droit, on en use ou on n'en use pas. Par ailleurs, comme la société, le mariage bouge, change. Il n'a plus rien à voir avec le mariage du début des années 1960 qui privait les femmes du droit d'ouvrir un compte ou de signer un chèque sans l'autorisation de leur mari. Aujourd'hui 40 % des mariages hétérosexuels sont ceux de couples qui ont déjà des enfants. Avec le mariage pour tous, cette forme d'union continuera à évoluer.

# des couples l'état pur



**Vous critiquez l'absence du droit à la procréation médicalement assistée pour les couples lesbiens dans le projet du gouvernement mais des réticences ont été exprimées sur le sujet également dans le groupe où siègent les députés communistes et du Front de gauche à l'Assemblée nationale. Quelle est votre position au juste ?**

Il y a longtemps que le Parti communiste s'est prononcé en faveur de la procréation médicalement assistée. En tant que responsable national, je l'ai fait il y a neuf ans. Cette revendication faisait partie des propositions de Marie-George Buffet quand elle fut candidate à l'élection présidentielle de 2007 et elle est contenue dans l'une de ses propositions de loi. Pourquoi une femme en couple hétérosexuel aurait ce droit et pas une femme en couple homosexuel ? Encore une dis-

crimination qui toucherait les femmes, c'est scandaleux. Les plus fortunées continueront d'aller à l'étranger ; quant aux autres, j'en connais beaucoup qui sont contraintes de chercher le géniteur d'un soir pour avoir l'enfant de toute une vie. Il y a une forme de viol moral dans cette situation qu'on leur impose.

Je sais que certains députés du Front de gauche s'interrogent. Je leur demande de réfléchir, de se souvenir du vote de l'IVG. Je leur dis qu'on ne peut pas céder aux sirènes d'électeurs petits-bourgeois quand on a été élu sur une orientation de combats pour l'émancipation humaine.

**La procréation médicalement assistée ne pourrait-elle pas ouvrir la voie à la gestation pour autrui, autrement dit à la pratique des « mères porteuses » que les communistes**

**combattent comme une exploitation du corps des femmes ?**

Absolument pas. La procréation médicalement assistée pour les couples de femmes, c'est l'élargissement d'un droit existant, qui implique un don de gamètes anonyme et gratuit comme pour les couples hétérosexuels confrontés à des difficultés à avoir un enfant. La gestation pour autrui repose au contraire sur une transaction. C'est un privilège à combattre qui consiste à faire porter un enfant par une femme rémunérée et extérieure au couple. C'est une marchandisation grave du corps que nous refusons. Toutes les associations féministes s'y opposent tout en soutenant l'élargissement du droit à la procréation médicalement assistée. Comme elles, nous disons qu'il s'agit de deux sujets tout à fait distincts, j'ai envie de dire opposés.

## Une fois le droit au mariage et à l'adoption pour tous conquis, le combat pour l'émancipation des personnes LGBT sera-t-il achevé ?

Non, parce que la formation de la société pour faire du respect la règle du vivre ensemble est encore devant nous. Ce n'est pas une mince question car pour nous, communistes, c'est le respect et l'épanouissement des différences qui dessinent le devenir heureux de l'humanité. Par ailleurs, il faut régler la question de la filiation avec la notion de parents sociaux.

“ La procréation médicalement assistée pour les couples de femmes, c'est l'élargissement d'un droit existant, qui implique un don de gamètes anonyme et gratuit comme pour les couples hétérosexuels confrontés à des difficultés à avoir un enfant. ”

Je pense aussi aux personnes trans. Voilà des personnes qui dès l'éveil de leur conscience se sentent d'un genre différent que celui qui leur est imposé au vu de leur apparence physique à la naissance. Il faut arrêter de les stigmatiser et agir pour que l'OMS cesse de les considérer comme des « malades ». Il faut permettre aux personnes trans de ne plus subir le diktat de la psychiatrie et du fric. Nous proposons qu'elles puissent bénéficier d'un accompagnement de professionnels formés pour les aider à construire la transition qu'elles ont décidé d'entreprendre. Leur parcours, pour devenir pleinement elles-mêmes, doit être facilité et gratuit.

**À vous entendre, le PCF s'affirme à la pointe de la défense des revendications LGBT, pourtant on dit qu'il a longtemps été en retard sur ce terrain.**

Si nous avons été en retard c'est que nous considérons qu'une question comme l'homosexualité relevait de l'intime et qu'il ne fallait donc pas s'en mêler. C'est

d'ailleurs l'argument principal qui a conduit les députés communistes en 1960 à être les seuls à rejeter l'amendement Mirguet qui faisait de l'homosexualité « un fléau social ». De grands députés et dirigeants communistes comme Maurice Thorez, François Billoux ou Waldeck Rochet ont tenu bon sur le principe du respect de la vie privée essayant les quolibets d'autres élus. Mais cette attention portée au respect de l'intime par les communistes ne nous a pas permis de prendre en compte suffisamment la dimension sociale qui implique le combat contre les discriminations et pour l'égalité. Le premier à opérer ce changement d'approche a été Georges Marchais. C'est d'ailleurs sur son impulsion que le bureau politique du PCF a pris la décision au début des années 1990 d'être représenté à la *Gay pride*, l'ancêtre de la marche des fiertés, par Henri Malberg, premier secrétaire de la fédération de Paris et dirigeant national. Puis Jean-Claude Gayssot a reçu, au nom de la direction du Parti, les associations LGBT et des responsabilités

## BRÈVES DE SECTEURS

### Économie sociale et solidaire

#### AU CŒUR DU DÉBAT

Le texte pour le 36<sup>e</sup> congrès « Rallumez les étoiles » indique : « Nous voulons organiser la coopération entre les sites de production comme le proposent souvent les organisations syndicales, et favoriser les circuits courts qui économisent la planète. Nous voulons instaurer un droit de préemption pour les salarié-es sur leur outil de travail, développer l'économie sociale et solidaire. »

Selon l'appel du Front de gauche pour une économie sociale et solidaire de transformation, « Le développement de l'ESS [...] est essentiel dans la construction d'un nouveau système économique. Les principes de non lucrativité, de personnalité morale de l'entreprise, de démocratie, de solidarité et d'égalité sont au cœur du projet de transformation sociale et écologique. »

Il y a là une ambition nationale, voire européenne, de relocalisation, de reconversion écologique et sociale de l'économie et de priorité aux circuits courts et à l'économie circulaire dans une démarche d'intérêt général.

De grands services publics des biens communs pratiquant des formes de gratuité (eau, énergie, santé, éducation...), une nationalisation ou renationalisation démocratique des secteurs clés de la production (grandes entreprises de l'agroalimentaire, de la pharmacie...) associée à un développement

des entreprises de l'économie sociale ouvrirait la voie à ce nouveau mode de développement vers une économie solidaire démocratique.

Les assemblées citoyennes et les ateliers législatifs animés par le Front de gauche peuvent être des lieux propices pour agir et obtenir des avancées concrètes qui aillent pas à pas en ce sens.

Le groupe de travail « Économie sociale et solidaire » du PCF a participé activement à l'animation du Front de gauche ESS durant les élections. Il a également participé à la co-construction du projet de proposition de loi à l'initiative d'Ap2E-Agir pour une économie équitable « Accession à la propriété économique, juridique et participative par les salariés à la cession et à la poursuite d'activité d'une entreprise ».

Prochaine initiative, en coopération avec les secteurs thématiques du PCF et le LEM : rencontre entre les acteurs de l'Économie sociale et solidaire et les militants du PCF sur le thème : quel apport de l'ESS au projet « l'Humain d'abord » pour le travail, la santé, les finances et l'agriculture. Objectif : 15 juin.

Bonnes volontés et compétences bienvenues !

**SYLVIE MAYER**

**RESPONSABLE ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DU PCF**

tés concernant la lutte contre les discriminations homophobes et transphobes ont pu être ainsi créées dans quelques fédérations. Après Georges, il est arrivé que la question soit cantonnée à une forme de *lobbying*. Mais avec Marie-George Buffet - qui a beaucoup agi dans le domaine - et aujourd'hui Pierre Laurent, le Parti communiste a placé le combat pour l'égalité des droits au rang de ses premières préoccupations.

“ Notre projet vise la fin de toute exploitation, de toute aliénation et en même temps la reconnaissance des différences qui font la richesse de l'humanité. ”

#### Quelle place lui fait-il dans son projet ?

Une place déterminante. J'en reviens à Georges Marchais qui liait profondément l'émancipation humaine à l'épanouisse-

ment de la personne. Nous ne voulons pas d'un communisme de caserne où tout le monde marcherait du même pas dans la grisaille. Au contraire, notre projet vise la fin de toute exploitation, de toute aliénation et en même temps la reconnaissance des différences qui font la richesse de l'humanité. Le plein épanouissement de chacune et de chacun nécessite la possibilité d'aimer librement, d'avoir le désir, le plaisir, la vie dont on a besoin pour être heureux, pour être soi-même. Bref, le combat pour l'égalité des droits c'est du communisme à l'état pur.

#### Vous présidez le collectif Fier-e-s et révolutionnaires du PCF, quelle est son histoire ?

Il a acquis en dix ans une respectabilité importante auprès des associations LGBT. Nous avons souvent porté les positions les plus avancées et été les premiers à faire en sorte que nos parlementaires en tant que groupe déposent des propositions de loi sur le mariage pour tous, la filiation... Des maires communistes ont organisé des mariages de couples de

même sexe. Le collectif a participé à la quasi-totalité des marches des fiertés. Je suis fier du chemin parcouru et à 62 ans je m'apprête à quitter cette responsabilité. Je suis confiant car beaucoup de jeunes femmes et de jeunes hommes de notre parti sensibles à ces questions, quelles que soient leur orientation sexuelle et leur identité de genre, sont en situation de continuer à faire vivre ce collectif. Mon seul regret est que son travail soit parfois plus reconnu en dehors du Parti qu'à l'intérieur, mais je suis sûr de la capacité des communistes à se l'approprier. Lorsqu'on m'a proposé de prendre cette responsabilité à laquelle je ne connaissais presque rien, j'ai répondu oui après avoir médité deux citations : la première est de Maïakovski, « je plonge en plein communisme parce qu'il n'est pour moi sans lui d'amour » et la seconde est un vers de *L'Ode pour hâter la venue du printemps* de Jean Ristat, « camarade ne mets pas l'amour en prison », je les livre à tous, elles sont notre bien commun. ■

## Communication

### RÉFLEXIONS À PROPOS DE LA VIDÉO DES VŒUX

Avec plus de 400 000 visionnages sur Internet, plusieurs millions de vues sur les principales TV, cette vidéo a fait le *buzz*, suscitant une polémique.

Depuis quatre ans le secteur Communication du PCF met à profit cette période médiatique creuse, entre Noël et le jour de l'an, pour lancer sur la toile une vidéo décalée.

En 2010-2011 « les vrais-faux vœux de Sarkozy » avaient déjà suscité un gros succès tenant pour beaucoup à son côté très caricatural en pleine montée de l'anti-sarkozysme. Elle permettait aussi de faire connaître nos propositions. (<http://www.youtube.com/watch?v=Btvsawlx58w>).

Décembre 2012, pas de voix pour imiter celle de Hollande, les propos rapportés sont les siens et les images ont été vues des millions de fois. Plus « sérieuse » que la précédente son succès tient à un hasard de calendrier. Mise en ligne le 26 décembre à 11 heures, le 27 à 4 heures du matin François Hollande débarque à Rungis, comme Sarkozy quelques années plus tôt. Le nouveau *plan com* du président, censé enrayer un basculement de l'opinion, se télescope avec la vidéo, la réaction surréaliste d'Harlem Désir fait le reste pour en assurer le succès médiatique.

Cet épisode appelle plusieurs remarques :

- Sachons profiter de toutes les périodes de l'année pour communiquer et faire parler du PCF en donnant aux média la matière (images, histoires...) pour le faire. Que l'on apprécie ou pas la vidéo, son succès en montre la possibilité.

- Fallait-il faire ou ne pas faire cette vidéo ? Les relais et les commentaires, bien au-delà des cercles militants, montrent un écho positif dans l'opinion. En même temps des camarades l'ont trouvée excessive ou pas assez équilibrée par des propositions. Une évidence le « choc » de la vidéo c'est l'ampleur des renoncements qu'elle pointe et il est très difficile de « rééquilibrer » cette réalité.

- Mais cela met en évidence un vrai problème. Comme lors du débat parlementaire, nous sommes plus audibles pour les média et donc l'opinion publique, par nos critiques que nos propositions. Un vote contre ou une abstention au Sénat fait plus parler de nous que nos propositions pour l'industrie. Il ne serait pire solution que de « rééquilibrer » en rendant nos critiques aussi peu audibles que nos propositions. C'est à l'inverse qu'il faut travailler inlassablement, pour rendre plus audibles nos propositions.

La campagne du Front de gauche « L'alternative à l'austérité, c'est possible » doit être l'occasion d'amplifier ce travail.

**BOB INJEY**

**RESPONSABLE NATIONAL DE LA COMMUNICATION DU PCF**

Par **GÉRARD STREIFF**

# Les années 70 à la mode ou le besoin de rouvrir

Le dernier film d'Olivier Assayas, *Après mai*, en est un signe parmi d'autres : il est volontiers question aujourd'hui de la décennie 70 dans la presse, les arts, les spectacles, la littérature. Nostalgie d'un « âge d'or » de la contestation ou convergence d'aspirations ? Une chose est sûre : il existe une forte envie de (re-)connaître cette époque.

**L**a chose se dit et se répète : les années 70 seraient à la mode. Briscard du journalisme, directeur adjoint du *Monde*, Didier Pourquery est de ces mentors qui sentent (et font) l'air du temps ; il écrivait le 12 novembre dernier : « On me dit que les décennies 1970 (et 1980) reviennent à la mode, qu'une certaine nostalgie de ces années-là flotte dans l'air. » On ne sait pas très bien si le bonhomme s'en félicite ou le regrette mais il en prend acte. Autre gourou, Serge July signait fin novembre une longue tribune, dans le même journal, intitulée « 1973, matrice de notre modernité ». Tout ce qui constitue notre quotidien (politique, économie, technologie, international) serait né, à l'entendre, cette année-là... Autre exemple encore : *Le Figaro* proposait dernièrement une enquête, en pages culture, sur : « Années 1970, la nouvelle nostalgie ». Le chapeau précisait : « Cet âge d'or de la liberté d'expression connaît actuellement un regain d'intérêt » ; et le même organe publiait un sondage : « Êtes-vous nostalgique des années 70 ? ». Le résultat (les sondés étant les lecteurs internautes) donnait 61,36 % de oui, 38,64 % de non ! Bref, l'affaire est

entendue, les *seventies* ont la cote. Cela se manifeste de diverses manières. Parfois, on repasse tout simplement le programme de ces années-là. On réécoute, en boîte ou au spectacle, Abba, les Bee Gees ou Joe Dassin. On « biographie » des figures de l'époque, tel Jean Yanne, raconté par Bertrand Dicale (« À rebrousse-poil », chez First) ou Carlos ou Mesrine ou Spaggiari ou Baader ou Angela Davis... On re-visionne des films cultes de la décennie. La 23<sup>e</sup> édition du festival international du film d'Histoire de Pessac vient de porter sur « les années 70, le grand tournant » et on a pu y voir ou revoir Forman, Kazan, Scorsese, etc. (voir encadré). Dans certaines galeries, on expose et on vend du mobilier de ce temps (comme la galerie XXO de Romainville).

Plus significatif peut-être, des créateurs retravaillent aujourd'hui ces années-là. C'est vrai en littérature. Il y a eu plusieurs romans, superbes, signés par d'anciens militants d'extrême gauche comme *Maos* de Morgan Sportes, *L'organisation* de Jean Rollin, *Tigre de papier* d'Olivier Rollin, *La rage au cœur* de Gérard Guégan, *Déclassés* de Jean-François Bizot. Ces derniers mois, deux femmes (enfin !) reviennent sur les *seventies* avec talent. *La grande bleue* de Nathalie Démoulin (*La brune*) est un roman mélancolique

sur la vie d'une ouvrière, Marie, entre 1967 et 1978, du côté de Besançon. Belle occasion de revisiter les grèves de Rhodiaceta (1967) puis le mouvement des Lip. C'est un livre, dit l'éditeur en quatrième de couverture, sur « le passage de l'utopie à la crise ». À la fois un point de vue de femme et un récit vu de l'usine, la chose est rare. Autre auteure remarquée, Claudie Hunzinger : dans *La survivance*, elle raconte l'errance d'aujourd'hui d'un couple de libraires en faillite qui reprennent le chemin de la ferme, une expérience déjà tentée par eux dans les années 70. C'est vrai au cinéma. On a pu voir ces derniers mois *Tous au Larzac* de C. Rouaud ; un polar sur le gang des Lyonnais d'Olivier Marchal ; *Après mai*, déjà cité, d'Olivier Assayas. Dans *L'Humanité*, le critique Jean Roy dit très justement de ce dernier film : « Il nous a paru totalement désabusé dans sa reconstitution de la perte des illusions mais nous a semblé simultanément fascinant dans le besoin qu'a l'auteur de rouvrir la plaie des causes perdues ».

Mais quel est ce besoin de rouvrir la plaie ? Car il s'est produit, ces années-là, le pire et le meilleur, Pinochet au Chili et la Révolution des Œillets au Portugal, la victoire du Vietnam sur l'ogre américain et le « goulag », le génocide au Cambodge et le programme commun, la mort de

# de la plaie

Franco et les dictatures d'Amérique latine, la mise en musique du Canto General de Neruda par Theodorakis et Mike Brant, la crise qui pointe son nez (les fameux chocs pétroliers) et l'IVG enfin autorisée. Délégué général du Festival de Pessac, Pierre-Henri Deleau écrit : « Partout le monde, diversement et parfois contradictoirement, craquait. Lentement mais sûrement, l'histoire changeait : le temps du doute et de l'incertitude s'installait. » Dans l'imaginaire collectif, en France singulièrement, reste vivace le souvenir d'un temps d'esprit critique, de contestation, de rêve et d'utopie. On peut y voir quelques passerelles avec la situation d'aujourd'hui : un monde qui craque de partout ; le sentiment que les choses ne peuvent rester en l'état ; une envie (contrariée) de remise en cause.

## UNE INTERPRÉTATION DISPUTÉE

Cette mémoire, qui sent le soufre, est importante. Les zélotes de la pensée unique, déjà, s'affairent, installent des pare-feu, disputent l'interprétation de cette « mode ». Rebondit le débat de

2008 sur l'anniversaire de 1968. Il s'agit d'amoindrir la portée des souvenirs, de rabougir l'événement, de rapetisser le réel. Serge July, chef trois plumes de la tribu qui passa du col Mao au Rotary (gloire à Guy Hocquenghem !), attaque ainsi son article, déjà cité, sur 1973 : « En France, il y aura deux après-mai. Un après-mai gauchiste et un après-mai socioculturel. Le premier dure jusqu'à la mort en 1972 de Pierre Overney. Ce gauchisme de masse va finir par s'autodissoudre au profit de l'autre. La révolution prolétarienne n'était pas dans les gènes de 68. Ce n'était pas la veille du Grand soir mais le petit matin des amours hier encore interdites. L'autre après-mai, culturel, sociétal, musical, libérateur, féminin, homosexuel et individualiste, triomphe. » Cette vision est partielle, et partielle. Il y a bel et bien eu deux après-mai, deux grands courants d'idées qui ont cohabité durant cette décennie où la droite giscardienne était au pouvoir : un air du temps très attaché au commun, au collectif, à l'intérêt général, aux luttes (que July discrédite en le taxant « gauchisme »

et de « Grand soir ») et un air du temps émancipateur et individualiste, hédoniste, égoïste, privilégiant la sphère privée. Ces mentalités n'étaient pas forcément contradictoires, elles auraient très bien pu se compléter. Les choses ne se sont pas passées ainsi. C'est la tendance July, égotiste, qui l'emportera et deviendra l'idéologie dominante sous l'ère Mitterrand, paradoxalement. L'énergie libératrice qu'elle pouvait incarner sera « détournée » pour asseoir un individualisme libéral (les prétendus libéralo-libertaires) de plus en plus décomplexé dont le sarkozysme sera une parfaite expression. Nous ne sommes probablement pas encore sortis de cette vague de fond libérale même si s'affirment des contestations nouvelles, des envies critiques, des remises en cause qui ont l'air de faire un clin d'œil à la décennie 70, de donner à ces deux « temps » une certaine familiarité. Il n'y a jamais de retour en Histoire et un *remake seventies* est hors sujet mais reste un besoin de rouvrir la plaie et de redécouvrir ce que fut cette époque, pour de vrai. ■

## QUELQUES FILMS DES (OU SUR LES) ANNÉES 70

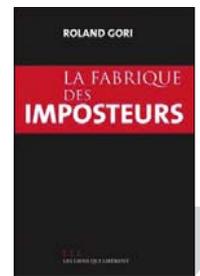
*Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon*, E. Petri, 1970  
*Taking off*, M. Forman, 1971.  
*Les Visiteurs*, E. Kazan, 1971.  
*L'an 01*, J. Doillon, A. Resnais, J. Rouch, 1972.  
*César et Rosalie*, C. Sautet, 1972.  
*Le Dernier Tango à Paris*, B. Bertolucci, 1972.  
*Tout va bien*, J.L. Godard, 1972.  
*La Maman et la Putain*, J. Eustache, 1973.  
*1974, une partie de campagne*, R. Depardon, 1974.  
*Emmanuelle*, J. Jaeckin, 1974.  
*Nada*, C. Chabrol, 1974.  
*Les Trois jours du Condor*, S. Pollack, 1975.  
*Maman Kùsters s'en va au ciel*, R.W. Fassbinder, 1975.  
*Taxi Driver*, M. Scorsese, 1976.  
*L'Une chante, l'autre pas*, A. Varda, 1977.

*Apocalypse now*, F.F. Coppola, 1979.  
*La Grande Bouffe*, M. Ferreri, 1979.  
*La Déchirure*, R. Joffé, 1985.  
*Né un 4 juillet*, O. Stone, 1989.  
*Milou en mai*, L. Malle, 1990.  
*Au nom du père*, J. Sheridan, 1993.  
*Le Péril Jeune*, C. Klapisch, 1994.  
*Génération*, P. Rotman, 1998.  
*Capitaines d'Avril*, De Medeiros, 2000.  
*Escadrons de la mort*, MM Robin, 2003.  
*Buongiorno, notte*, M. Bellochio, 2003.  
*Salvador Allende*, P. Guzman, 2004.  
*Les Années Mao*, B. Debord, 2005.  
*Les LIP, l'imagination au pouvoir*, C. Rouaud, 2007.  
*Nés en 1968*, O. Ducastel et J. Martineau, 2008.  
 (Le lecteur complètera)

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Karl Marx, Friedrich Engels - *L'Idéologie allemande*.

PAR ROLAND GORI\*

## Avec Aragon, comment « défendre l'infini » dans une société de la résignation



Dernier livre paru

De nos jours, le premier service que l'industrie apporte au client est de tout schématiser pour lui. À partir de ce moment-là une nouvelle colonisation des esprits, par l'extension du langage de la technique et de l'économie à l'humain menace son humanité même.

\***ROLAND GORI** est psychanalyste. Il est professeur émérite de psychopathologie à l'Université de Marseille.

28

L'humain se transforme en « capital » que l'on doit exploiter comme « ressources », et auquel on apprend à « gérer » ses émotions, son deuil, ses « habiletés sociales », ses « compétences cognitives », au prétexte d'accroître ses « performances » et sa « compétitivité ». La vie devient un champ de courses avec ses « handicaps », ses départs, ses « deuxièmes chances » et son arrivée. Si la vie devient un champ de course, alors à la manière d'Aragon on peut dire que « vivre n'est plus qu'un stratagème », que « l'avenir ne sera plus qu'un recommencement » et que l'homme tombe malade, malade de la logique et de la raison instrumentale, fonctionnelle. Le divertissement lui-même prolonge le travail, reproduit sa fragmentation, son automatiser, son aliénation, dans les dispositifs de la marchandise et du spectacle. C'est ce profond désarroi, subjectif autant que social, qui fabrique aujourd'hui un nouveau malaise de la civilisation, pétri de peurs, de désespoirs et d'ennui, qu'annonçait déjà Aragon lorsqu'il écrivait dans *Le Cahier noir* : « voici précisément venir le temps de la grande rési-

gnation humaine. Le travail-dieu trouve à son insu des prêtres. La paresse est punie de mort. À l'orient mystique, on institue le culte des machines. Les madones d'aujourd'hui sont des motobatteuses. À l'horizon, dans les panaches laborieux des cités ouvrières, le miracle nimbé s'en va en fumée. Personne ne laissera plus à personne une chance unique de salut. Elle sonne, l'heure du grand contrôle universel. [...] Je vois grandir autour de moi des enfants qui me méprisent. Ils connaissent déjà le prix d'une automobile. Ils ne jouent jamais aux voleurs. »

C'est cette « noyade sans exaltation », comme il la nomme, qui fait aujourd'hui de l'homme un « capital humain, voilà le grand dogme qui somnole au fond de toutes ces cervelles. On ne s'en rend pas compte, mais cela revient à cela. » Ces lignes écrites au cours des années 1920 n'ont pas pris une ride. Il suffit de changer le mot « motobatteuse » par « algorithme », « automobile » par « I-Pad » et tout y est. Les universitaires n'ont plus d'autre choix que d'être comme l'exigeait Madame Péresse des « producteurs » Nous sommes bien ici dans cette société de la marchandise et du spectacle analysée par Guy Debord écrivant : « là où le monde réel se change en simples images, les simples images deviennent des êtres réels, et les motivations efficaces d'un comportement hypnotique ». Dans cette civilisation des mœurs « le vrai est un moment du faux. » Dans cette mythologie de la raison instrumentale, Aragon dévoile ce qu'il nomme « un tragique

moderne », c'est-à-dire « une espèce de grand volant qui tourne et qui n'est pas dirigé par la main. » Et si le volant n'est pas dirigé par la main, c'est, et je cite encore l'Aragon du *Paysan de Paris*, parce que : « L'homme a délégué son activité aux machines. Il s'est départi pour elles de la faculté de penser. » Dans une telle société de l'ennui et de la résignation, on est tous prisonniers, prisonniers de l'argent qu'on a ou de celui qui manque, et la totalité de la vie sociale et intime se trouve occupée, confisquée, par le spectre de la finance. À la misère matérielle du peuple à laquelle Aragon fut toujours sensible, s'ajoute la misère affective de la bourgeoisie. Il écrit à Denise en 1924 : « Les gens occupés sont drôles. Ils ne savent pas combien les journées sont longues. Ils ne savent pas ce que c'est que vieillir doucement devant un morceau de verre, un cendrier. Il m'arrive de ne plus souhaiter d'être interrompu dans cet ennui. »

Nous voilà amené aux lisières d'Aurélien, hanté par ce vers de Racine « je demeurai longtemps errant dans Césarée », plongé dans un état de déréliction, depuis que la Première Guerre mondiale a disloqué son monde réel. Cette Première Guerre mondiale dont le philosophe Walter Benjamin a montré dans un article exceptionnel, « le conteur » publié en 1936, combien elle avait constitué un tel traumatisme que les hommes ne pouvaient plus raconter et transmettre leur expérience sensible et sociale. Walter Benjamin rappelait en 1936 : « L'art de conter est en train de se perdre.

Il est de plus en plus rare de rencontrer des gens qui sachent raconter une histoire. Et s'il advient qu'en société quelqu'un réclame une histoire, une gêne de plus en plus manifeste se fait sentir dans l'assistance. C'est comme si nous avions été privés d'une faculté qui nous semblait inaliénable, la plus assurée entre toutes : la faculté d'échanger des expériences. »

## LES TRAUMATISMES DES DEUX GUERRES MONDIALES

Walter Benjamin rappelait que cette « expérience transmise de bouche à bouche » à la source de laquelle tous les conteurs ont puisé a été compromise par les effets de sidération et de trauma de la « boucherie » de la Première Guerre mondiale qui a « découvert un paysage où plus rien n'était reconnaissable » de ce qui avait été transmis par la culture des anciens. Comme le note également Daniel Bounoux, dans son introduction à l'édition de la Pléiade des œuvres complètes d'Aragon c'est aussi avec la Première Guerre mondiale que celui-ci « put observer l'anéantissement des esprits autant que des corps, la soumission des hommes brutalement réduits à l'esclavage, enchaînés à une technique meurtrière et à une peur universelle. » Cette Première Guerre mondiale infligea un cruel démenti à l'essor intellectuel et artistique du début du XX<sup>e</sup> siècle et constitua un énorme traumatisme mettant en crise les fabriques du sensible placées sous le signe du progrès civilisateur et de l'émancipation sociale. Après ce traumatisme dans et de la civilisation, le monde réel de l'expérience sensible et rationnelle a été disloqué produisant un sentiment d'errance et d'irréalité des sujets modernes.

Comment alors ne pas chercher dans la jouissance érotique, dans l'engagement politique et dans le pouvoir métaphorique des mots, « qui font l'amour avec le monde », les germes d'une nouvelle émancipation, une émancipation où le poète « parle un langage de décombres où voisinent les soleils et les plâtras » ? D'ailleurs, il n'est pas vrai que c'est le poète seul qui tente seul, face au désordre infini du monde moderne, de rassembler les débris et les soleils car, au contraire de Breton, Aragon joua de la « confusion des genres ». Cette confusion des genres où se mêlent roman, poésie, politique, philosophie et journalisme, est déjà en soi une façon de faire entrer l'infini pour ne pas se résigner. Et à

ce titre sans nul doute Aragon fut comme Pasolini un martyr, martyr des idéologies politiques autant que de lui-même et de son histoire. Ce rapprochement d'Aragon et de Pasolini que je propose ici, se trouve rapporté par Jean Ristat rappelant qu'Antoine Vitez déclarait à propos de la haine que mobilisait Aragon : « quelqu'un d'autre a suscité une haine comparable à celle d'Aragon : c'est Pasolini qui jetait son corps même dans la lutte. Pasolini l'a fait : et, d'une certaine manière, Aragon aussi. » Comme Pasolini, Aragon a pourfendu le conformisme social, le calcul égoïste de nos sociétés bourgeoises et la « disparition des lucioles ». Comme Pasolini, c'est dans la vie et l'écriture qu'Aragon recueille cet infini de la jouissance de vivre qui est tout autant celle des sens que de la pensée et qui permet cette « transsubstantiation de chaque chose en miracle » qu'évoque son *Traité du style*.

## RÉHABILITER LE POUVOIR DES MOTS ET DES MÉTAPHORES

Face à la crise de la rationalité utilitaire et pragmatique, que cette langue technique qui plus que jamais est « une langue de caissier, précise et inhumaine », il convient de réhabiliter le pouvoir des mots et des métaphores. Il faut bâtir le monde réel et celui des actions sur les rêves. Il faut « mentir vrai » pour bousculer les certitudes, les évidences et continuer à s'inventer.

Aujourd'hui plus que jamais il nous faut réfléchir à la place de la culture, à la fonction de la parole, du récit et de l'écriture, dans la fabrique des subjectivités et du lien social. Au moment où l'on ne parvient pas à imaginer que l'on ne saurait faire autrement que se soumettre à la tyrannie des chiffres et au pilotage de l'économie, puisions-nous nous rappeler que « la poésie est la mathématique de toutes les écritures », et qu'une société se construit comme un individu dans un « mentir vrai ». La Shoah et la barbarie nazie n'ont pu que redoubler ce traumatisme amplifié par l'industrialisation massive des horreurs de la Première Guerre mondiale. C'est toujours de la mort et de son mystère que le récit détient son autorité, depuis Shéhérazade jusqu'aux paroles de l'agonisant saisissant dans son dernier souffle le sens rétrospectif de son existence. Sauf que face à certains traumatismes, la sidération est trop forte pour pouvoir encore penser les événements qui la provoquent. Ce fut le cas

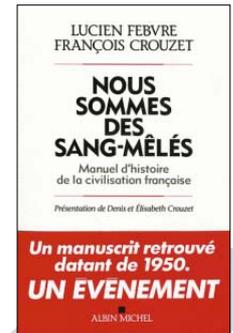
des deux Guerres mondiales, c'est peut-être aujourd'hui le cas de cette « guerre totale », insidieuse de la mondialisation néolibérale. Qui le sait ?

Une chose est sûre si nous laissons sombrer l'art du récit et le goût de la parole il n'y aura bientôt plus personne pour défendre la démocratie. Parce qu'il n'y aura plus de culture véritable où se fondent subliminalement le singulier et le collectif, le politique et la subjectivité. Laurent Terzieff l'a merveilleusement formulé : « Dans une époque informatisée au paroxysme, où le consommateur d'images ressemble de plus en plus à une foule solitaire, où les maîtres de la technologie n'ont jamais autant parlé de communication, je crois que le théâtre reste une des dernières expériences qui soit encore proposée à l'homme pour être vécue collectivement ». Et si l'art du récit tend à se perdre, si la figure épique de la vérité tend à disparaître, si les vertus dépérissent dans les formes gangrenées de nos « démocraties d'expertise et d'opinion », c'est parce que nous n'avons pas véritablement su préserver la niche écologique de « l'oiseau de rêve qui couve l'œuf de l'expérience » comme dit Benjamin, parce que nous n'avons pas totalement admis que si les « braves gens » laissent faire les « monstres » et les « barbares » c'est parce qu'ils préfèrent ne pas imaginer ce qui était en train de se produire. Et si les « braves gens » préfèrent ne pas imaginer ce qui était en train de se produire c'est parce qu'ils ne croient pas au pouvoir de la culture. C'est-à-dire au pouvoir de l'infini qui conduit au dérèglement de tous les sens, à cette peur de l'inconnu que détient la liberté, qui fait de l'action politique « une sœur du rêve » et nourrit la « voix poétique de la révolte » (Patrick Chamoiseau). Et je terminerai avec Julia Kristeva, Kristeva qui a magnifiquement su évoquer ce « sens et ce non-sens de la révolte » chez Aragon lorsqu'elle écrit : « Force est de constater que la révolte apparemment formelle et passionnelle de l'écriture dans *La Défense de l'infini*, [...], survient dans un monde dominé par l'infinie violence de la raison technique, pour y opposer la résistance de l'infini sensible. »

C'est peut-être ce qui fait qu'aujourd'hui encore, pour reprendre la formule de Philippe Forest, « on n'en a jamais fini avec Aragon » et qu'au-delà des célébrations anniversaires, ce « retour d'Aragon » a aussi une signification politique. ■

PAR DENIS CROUZET ET ÉLISABETH CROUZET-PAVAN\*

## Une ultime utopie de l'histoire ?



En 1950, Lucien Febvre, aidé par François Crouzet, se lance un défi : écrire, en réponse à une sollicitation de L'UNESCO, un manuel d'histoire de la civilisation française. Au bout de quelques mois, ce « raid dans le temps » est achevé, mais se heurte aux réticences de l'organisation internationale naissante. Il demeure oublié dans un grenier poussiéreux. Sa redécouverte est un petit événement.

\*DENIS CROUZET ET ÉLISABETH CROUZET-PAVAN sont historiens. Ils sont professeurs à l'université Paris-IV Paris-Sorbonne. Ils ont préfacé *Nous sommes des sang-mêlés*. Manuel d'histoire de la civilisation française.

**E**lle permet de préciser la pensée de Febvre au lendemain de la guerre et surtout d'appréhender comment l'histoire a pu être pour lui une véritable utopie, au sens d'une épistémologie visant à promouvoir une unité culturelle et éthique de l'humanité alors que l'Europe était en ruines. Sa publication a semblé nécessaire, parce que Febvre, en bien des développements, est un pionnier. À commencer dans la déconstruction des fauxsemblants d'une présumée « identité de la France ».

L'auteur du *Problème de l'incroyance* (1942) apparaît obsédé par une volonté de prendre les armes contre les forces de mort qu'il a vu se déchaîner tragiquement en vertu d'une idéologie racisto-raciale qui s'identifie à ses yeux à une préhistoire de la pensée. Les atrocités du nazisme, souligne-t-il, ont procédé de la fabrication d'une « idole sanglante » véhiculée par une instrumentalisation de l'histoire que chaque pays européen a, depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, cultivée dans des exacerbations nationalistes, dans la prétention à une supériorité héritée. L'objectif est de dénoncer, par l'histoire pensée comme une science révélant à l'humanité la conscience d'une

solidarité universelle, ce que les falsificateurs de l'histoire, « grande maîtresse d'illusions », ont pu théoriser en prétendant à une pureté du sang impliquant une continuité et une identité raciales des peuples, donc un providentialisme des constructions politiques légitimant haines, massacres et violences.

Il s'agit d'entrer en guerre contre la guerre, dans une forme d'utopie pacifiste qui doit permettre aux Français d'accéder à une autre compréhension de leur passé. D'où la particularité de l'écriture, qui s'exprime dans un tutoiement du lecteur, « un petit Français », et qui d'emblée lui proclame qu'il n'y a pas de race française : « n'allons pas faire les purs. Les autres ne le sont pas ; mais nous non plus ». Il n'y a pas plus de « sang » que de « race » française, écrit Febvre, et le jeune Français doit savoir qu'il a derrière lui, en lui, « une prodigieuse variété de peuples d'origine diverse », que « tous » « nous sommes des sang-mêlés », « les produits croisés, et recroisés de milliers d'alliances hétérogènes ».

### UN BONHEUR POUR UN PEUPLE DE NE PAS ÊTRE ETHNIQUEMENT « PUR »

Ce bonheur, il revient à François Crouzet de l'expliciter, en démontrant que la France n'a pu exister que dans l'interdépendance aux autres peuples, que le principe d'un constant métissage ethnique et culturel a été actif depuis la nuit des temps. Les Gaulois, qui faisaient partie d'un grand groupe d'envahisseurs, ne se fixèrent pas seulement en Gaule, et c'est en se mêlant avec les peuples précédemment sédentarisés qu'ils devinrent une « nationalité », « la gauloise ».

Toutefois, le processus historique ne se réduisit pas à cette seule empreinte. Il se traduisit aussi par la présence hellénique, puis surtout par la conquête romaine qui fit que « la Gaule devint méditerranéenne », reçut une civilisation urbaine, fut aspirée dans la romanité. Plus tard, la France a été christianisée, mais la dynamique d'hétérogénéité a été d'autant renforcée, parce que la christianisation était imprégnée de pensée juive, grecque, orientale, puis italienne, et même irlandaise.

*Nous sommes des sang-mêlés* est à lire comme une défense et illustration de l'interdépendance et de la connectivité, définies comme une force. La régression, pour un peuple, est imaginée advenant lors des moments historiques de fermeture, ainsi lors des invasions barbares. Les Germains, par leurs destructions, rompirent le lien à la romanité et la Gaule connut alors le drame de l'isolement, de la rupture avec ce qui avait fait sa force créatrice, l'extériorité, la Méditerranée et l'Orient : « tu vois ici la contre-épreuve de l'expérience qui dicte et éclaire tout ce livre : il n'y a pas de richesse, pas de civilisation vraiment possible quand il n'y a pas de contact avec l'extérieur ». L'interdépendance s'appelle ensuite « révolution ». Il faut tout d'abord parler de « révolution italienne » pour les arts, la littérature et l'esprit, qui a fait que la civilisation française fut imprégnée de culture antique. Puis la révolution fut aussi religieuse, au XVI<sup>e</sup> siècle, sous des effets combinés, venus d'Italie avec Laurent Valla, des Pays Bas avec Erasme, d'Allemagne avec Luther, de Suisse et Alsace avec Zwingli, Oecolampade,

Bucer... Et il y eut le Français Calvin installé à Genève. Pas de Réforme française sans la synergie d'apports théologiques pluriels, sans une confluence dynamique surcréatrice. Mais la révolution fut aussi, à la Renaissance, économique, avec à nouveau l'impulsion venue de l'étranger, à commencer par les grandes découvertes espagnoles et portugaises. La révolution des prix due à l'arrivée du « métal » d'Amérique toucha la France dont la société fut transformée du fait de l'essor de la « bourgeoisie » et le capitalisme naissant dont l'organisation trouve ses origines en Italie...

La logique d'une France terre de convergences et de connexions ne se limite pas au XVI<sup>e</sup> siècle. Même le XVII<sup>e</sup> siècle est concerné, quand la monarchie française semble à son apogée européen et qu'elle est vue comme « le » modèle dynamique. « La civilisation du Grand Siècle s'est nourrie, comme ses devancières, d'apports étrangers », condition essentielle de son épanouissement : influences italiennes, flamandes, chinoises sur les arts, influences espagnoles et italiennes sur la littérature, influences espagnoles dans la politique, influences hollandaises pour ce qui est de la politique économique. Puis intervient la Révolution de 1789 : « il serait exagéré de dire, sans doute que c'est à Londres, que c'est à Philadelphie que s'est joué le sort de la Bastille. Mais il serait inintelligent, non moins, de penser que la France a pu faire, et a fait, sa révolution en vase clos et sans précédents ». Précédent de l'Angleterre, qui a la primauté dans l'expérience révolutionnaire et dans l'invention de la déclaration des Droits, dans celle de la liberté de conscience, dans l'élaboration d'un modèle institutionnel qui enthousiasma les élites intellectuelles françaises. Précédent des États-Unis, également, la Déclaration d'indépendance des treize colonies d'Amérique étant décisive dans la formation d'une sympathie française, « une opinion publique » et dans ce qui est un « lien de filiation » entre 1776 et 1789.

L'histoire a ensuite continué de fonctionner selon la même procédure, car la révolution industrielle est venue d'Angleterre, avant une seconde révolution industrielle qui, à partir de 1880, voit la France se développer grâce à des inventions anglaises mais aussi allemandes, belges, américaines. Dans le champ politique, le régime parlementaire est dit avoir été inspiré, dès la chute de l'Empire, du

modèle britannique, dont l'influence s'estompe au temps de la « dictature » de Napoléon III avant de réapparaître lors de la Troisième République. Si la France apparaît comme résultat de clonages sur les plans économiques et politiques, elle l'est aussi à travers le romantisme, promu par l'Angleterre et l'Allemagne dès avant la Révolution, à travers encore la pensée sociale, scientifique ou philosophique issue d'Allemagne. La force de la France est donc, tout au long de son histoire, d'avoir été réceptrice d'influences extérieures et d'avoir su réaliser des hybridations qui ont fait sa grandeur. L'identité de la France n'existe que dans cette constante tension de métissages et de croisements, dans cette dynamique de recharge par l'altérité.

### DON ET CONTRE-DON

La démonstration de Febvre-Crouzet a ceci de fondamental qu'elle ne vaut pas que pour l'histoire française, qu'elle a valeur universelle. *Nous sommes des sang-mêlés* met ainsi en valeur un axiome historique : « toutes les nations sont logées à la même enseigne, aucune qui n'ait prêté, aucune qui n'ait emprunté. » Une nation ne se contente pas de recevoir, elle a pour sens aussi de donner, redistribuer. Aux temps d'emprunts succèdent les « périodes d'expansion civilisatrice ». Don et contre-don seraient à identifier comme une loi de l'histoire, à laquelle aucun peuple ne peut prétendre échapper. L'histoire française se traduit donc par des contributions à la « civilisation européenne » : la France médiévale a fait rayonner l'art gothique ainsi que sa littérature, à partir de Paris, capitale intellectuelle de la chrétienté, au point que « le XII<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècle ont été la première époque d'universalité de la culture française ». Au XVII<sup>e</sup> siècle, la France, après avoir été dépassée par d'autres civilisations européennes, est de partout imitée, dans la figure de son souverain, dans l'architecture de Versailles, dans son classicisme : « dans la civilisation de la France classique, il y avait quelque chose de communicable à toutes les nations ; elle fut universelle dans son expansion parce qu'elle était universelle dans son principe ». Celui-ci serait d'annoncer des « vérités » ayant une puissance de propagation universelle, par la voie de la littérature, de l'art, de la langue qui ont fait que l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle a été française. Tout comme l'a été celle du XIX<sup>e</sup> siècle : « l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est avant tout la diffusion et le triomphe des principes politiques, des institutions, des

formes sociales nouvelles que la France révolutionnaire avait élaborés en un enfantement douloureux et sanglant, et qu'elle a transmis au monde entier. La société et l'État moderne sont les enfants de la Révolution française ». La Révolution est cernée comme moment d'avènement de la liberté, avec en son cœur la *Déclaration des droits de l'homme* : liberté individuelle, liberté de conscience, liberté d'exercice, liberté des cultes et égalité civile, souveraineté nationale, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'Europe tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle vit sur ces principes issus de la Révolution, libéraux et nationaux ; le monde entier aussi, jusque dans les colonies espagnoles des Amériques. Au registre des contredons, les co-auteurs font figurer significativement les expansions lointaines, à commencer par les croisades, puis la Nouvelle France, et enfin l'œuvre – affirmée civilisatrice – qui concerne l'Empire colonial français.

*Nous sommes des sang-mêlés* se termine par un appel à ce que les Français se défassent pour toujours des tentations de haine, de xénophobie, de « mépris » à l'égard de peuples plus ou moins proches dont ils participent par leur passé. « On ne s'affranchit jamais de ses ancêtres », toujours au travail en soi, mais on ne peut pas davantage se débarrasser « de son ombre », c'est-à-dire de tous ces apports étrangers. La fraternité, alors, doit être universelle. L'écriture de l'histoire est internationaliste ou n'est pas, car elle se doit de mener à la compréhension que l'humanité, par les constantes connexions qui ont dans le passé uni les hommes, a un sens historique, la paix, et que le travail des historiens du monde entier est d'enseigner qu'une civilisation mondiale pacifiée parce qu'« unitaire » doit être appelée désormais à la conscience d'elle-même.

Certes, pourra-t-on dire, le texte de Febvre-Crouzet peut sembler en bien des points aujourd'hui obsolète historiographiquement. Certes, il porte la marque conceptuelle d'une foi dans « la » civilisation. Mais il est émouvant de se plonger dans ce livre d'histoire engagée, militante d'un rêve de paix et de fraternité au moment où les mêmes ombres issues de ce que Febvre identifiait à une « préhistoire » de la pensée paraissent prétendre à une densification : racisme plus ou moins avoué, nationalisme souterrainement ravivé, xénophobie qui ne se cache plus, crypto-fascisme rampant... ■

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

PAR CÉLINE COLANGE, JÉRÔME FOURQUET, MICHEL BUSSI\*

## Vote Front de gauche en 2012

### Nouveautés et permanences du vote communiste

Le score réalisé par Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle du printemps 2012 dépasse celui obtenu par le candidat du PCF lors des scrutins précédents. Avec 11,1 % des suffrages exprimés et près de 4 millions d'électeurs, Jean-Luc Mélenchon retrouve le niveau de vote pour le PCF de la fin de la décennie 1980.

\***CÉLINE COLANGE** est ingénieure de recherche au CNRS.

**JÉRÔME FOURQUET** est directeur du département Opinion et stratégies d'entreprise à l'IFOP.

**MICHEL BUSSI** est géographe. Il est professeur à l'université de Rouen.

mais aussi dans le Gard ou bien encore avec les fiefs communistes des Bouches-du-Rhône. On retrouve enfin les campagnes irriguées par le communisme rural avec un vote Mélenchon important, par exemple, dans le centre-Bretagne (les Monts d'Arrée) ou dans le bocage bourbonnais dans l'Allier.

#### DES ÉLECTEURS DE GAUCHE AU-DELÀ DES RANGS DES SEULS SYMPATHISANTS COMMUNISTES

Mais le succès de la candidature de Jean-Luc Mélenchon a également résidé dans sa capacité à aller chercher des électeurs de gauche au-delà des rangs des seuls sympathisants communistes. Ainsi, le vote Mélenchon est supérieur à la moyenne nationale dans de nombreux cantons situés dans les départements socialistes ou radicaux, dans le sud-ouest. De même, on observe le basculement d'une partie de l'électorat socialiste dans la région du Languedoc-Roussillon, ainsi que dans une majorité de cantons des basses-Alpes et du Vercors. Dans les terres rurales ou montagnardes du sud de la France, où les électeurs sont particulièrement sensibles à la question du maintien des services publics, l'écho rencontré par le discours de Jean-Luc Mélenchon est venu concurrencer celui de François Hollande. Ce constat se vérifie tout particulièrement dans le sud-est où Arnaud Montebourg avait réalisé de

bons scores lors de l'élection primaire socialiste.

Si le vote Front de gauche est assez élevé et homogène dans toute la moitié sud de la France, la situation est beaucoup plus contrastée au nord de la Loire. De vastes terres de mission se dessinent ainsi, des places fortes conservatrices de l'Est de la France aux zones de droite traditionnelles (Beauce, Perche, bocages normand et vendéen) dans la partie ouest du pays. Dans cette dernière, le Front de gauche a néanmoins su trouver des points d'appui dans la plupart des grandes agglomérations. Jean-Luc Mélenchon a obtenu dans ces villes-centres et dans leurs immédiates périphéries des scores non négligeables. Ces villes de l'ouest constituent les principaux fiefs du PS dans cette région. Le développement du vote Front de gauche s'y est donc effectué sur la base d'un électorat majoritairement socialiste (et également d'un apport de voix d'extrême gauche). Dans ces terres, les progrès du Front de gauche peuvent s'apparenter à une nouvelle forme de protestation autre que le FN. La différence avec la poussée observée dans le sud du pays réside dans le fait qu'elle s'est principalement concentrée dans l'électorat socialiste urbain alors qu'elle a concerné les cantons ruraux comme les villes dans le sud-est et le sud-ouest. Au regard de cette implantation en milieu urbain, certains commentateurs ont d'ail-

**C**e résultat a parfois été présenté par les médias comme une modification des équilibres électoraux. Pourtant, la cartographie des votes à l'échelle cantonale montre que la structure géographique de cet électorat du Front de gauche reste relativement stable par rapport à la géographie du vote PCF.

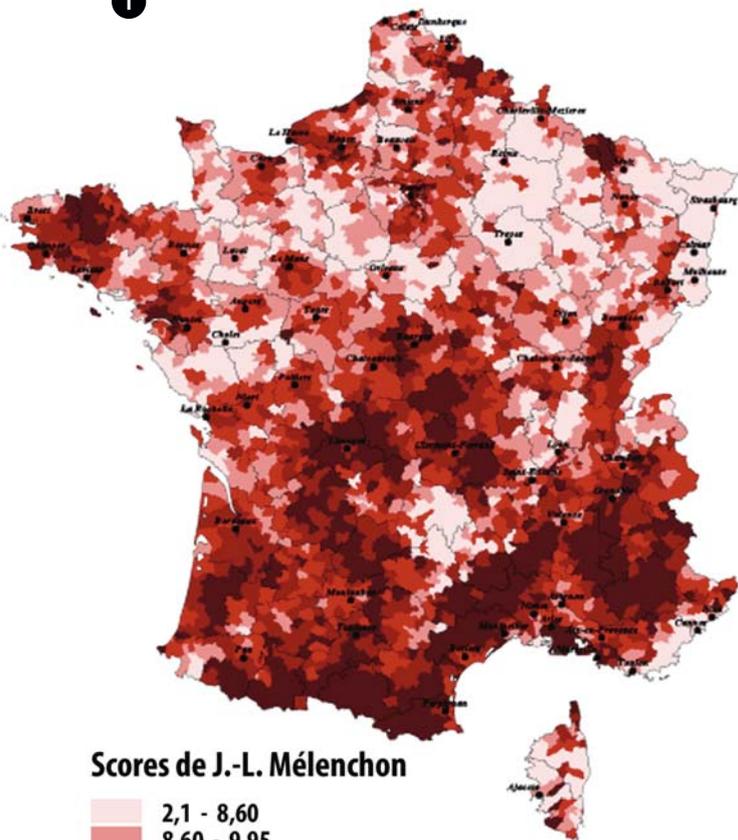
La carte du vote Mélenchon présente en effet de nombreuses similitudes avec la géographie historique et traditionnelle du vote communiste (carte 1). La plupart des zones de force du candidat du Front de gauche correspondent ainsi à des bastions communistes.

C'est le cas dans la région Nord-Pas-de-Calais avec le bassin minier et le valenciennois, en Seine-Maritime, en Île-de-France avec les communes de la banlieue rouge, dans l'Est avec la région de Longwy

## PRÉSIDENTIELLES 2012 - PREMIER TOUR

### Vote pour Jean-Luc Mélenchon (en pourcentage des suffrage exprimés)

1



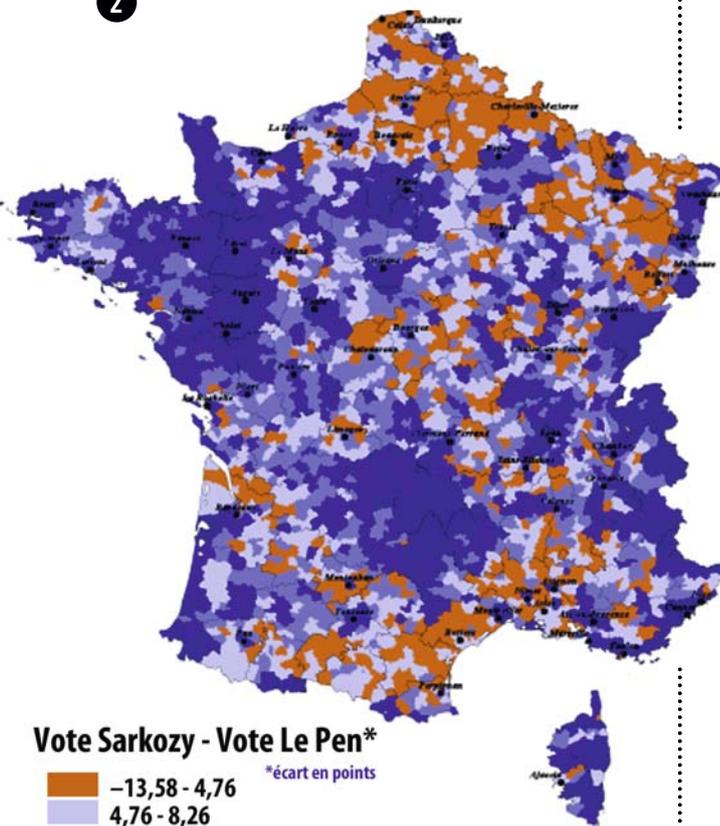
#### Scores de J.-L. Mélenchon

2,1 - 8,60
8,60 - 9,95
9,95 - 11,41
11,41 - 13,43
13,43 - 31,74

Source : Ministère de l'intérieur avril 2012

### Écart entre le vote Sarkozy en 2007 et le vote Le Pen en 2012 (en pourcentage des suffrage exprimés)

2



#### Vote Sarkozy - Vote Le Pen\*

-13,58 - 4,76	*écart en points
4,76 - 8,26	
8,26 - 11,40	
11,40 - 15,52	
15,52 - 67,64	

Source : Ministère de l'intérieur avril 2012

leurs qualifié le vote Mélenchon d'un vote de « bobos ». Le candidat du Front de gauche enregistre certes des résultats élevés dans des territoires hyper-urbains où le mode de vie « bourgeois bohème » est très répandu. C'est le cas des arrondissements de l'est parisien : 17,4 % dans le 20<sup>e</sup> arrondissement, 15,7 % dans le 19<sup>e</sup>, 15,3 % dans le 18<sup>e</sup> et 14,9 % dans le 10<sup>e</sup>, le long du canal Saint-Martin. On retrouve le même phénomène dans le 1<sup>er</sup> arrondissement de Lyon (19,9 %) ou bien encore à Grenoble (15,4 %). Mais à la lecture de la **carte 1**, on voit que ces espaces de centre-ville gentrifiés ne représentent somme toute qu'une très faible proportion des zones de force du Front de gauche, au sein desquelles les communes urbaines populaires, à tradition communiste notamment, et les cantons ruraux pèsent bien plus lourd.

### ÉROSION DANS DES FIEFS COMMUNISTES

Pour compléter cette analyse, nous avons cartographié les écarts entre le vote pour Jean-Luc Mélenchon en 2012 et celui pour Robert Hue en 1995 (carte 2). À cette époque, le candidat communiste avait obtenu 8,6 % des suffrages. Si le vote Mélenchon correspond assez bien à la carte du vote PCF, le Front de gauche est pour autant aujourd'hui en dessous des niveaux qu'avait atteints Robert Hue en 1995 dans presque toutes les zones de force du parti communiste. À l'inverse, il progresse significativement dans les terres de mission où l'influence communiste était faible. Jean-Luc Mélenchon améliore ainsi par exemple très nettement le score du candidat communiste en 1995 dans plusieurs cantons des départements des Hautes-Pyrénées, de la Haute-Garonne, de l'Ariège

ou encore de l'Hérault et de la Drôme. Le mouvement d'érosion concerne quant à lui tous les types de fiefs communistes, que ce soient les campagnes de l'Allier ou des Côtes d'Armor, les cantons ouvriers du Nord-Pas-de-Calais et dans une moindre mesure les banlieues nord et est de la capitale. Si la dynamique créée autour du Front de gauche a donc permis de conquérir des voix dans les « terres de mission » elle n'est pas parvenue à enrayer le déclin dans les fiefs historiques du PCF.

Lors des prochains scrutins il sera intéressant d'observer si le vote Front de gauche se structure et s'enracine sur les bases de cette géographie qui s'est révélée au soir du premier tour de l'élection présidentielle. ■

Par OLIVIER GEBUHRER\*

# Le piège à photons : une affaire de chats

Les travaux de Serge Haroche lui ont valu le prix Nobel de Physique en 2012. On essaie ici d'exposer en quoi ces travaux sont importants, ce qu'ils élucident. On peut résumer ce qui suit en disant « le monde est compréhensible donc on peut agir sur lui ». On ne parlera pas ici des applications.

\*OLIVIER GEBUHRER est mathématicien. Il est maître de conférences honoraire à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg.

## CARACTÉRISTIQUES CORPUSCULAIRES ET ONDULATOIRES

Deux expériences de natures très distinctes font apparaître une situation étrange, complètement inattendue : la lumière peut avoir des propriétés ondulatoires et corpusculaires. La première propriété se manifeste dans l'expérience des fentes de Young (fig. 1) (1801) ; la seconde se manifeste dans le cadre de l'effet photoélectrique (1839) découvert par Antoine Becquerel dont Albert Einstein fournit l'élucidation en 1905.

Il faut comprendre le caractère contradictoire de ces deux découvertes si on reste dans le cadre de la mécanique classique : une particule est localisée dans le temps et l'espace, une onde ne l'est pas.

La théorie classique s'effondrait mais on était encore loin d'une quelconque solution de ce paradoxe.

En 1929, le prix Nobel de physique est attribué à Louis de Broglie qui démontre que les deux propriétés (corpusculaire et ondulatoire) ne caractérisent pas la lumière, mais la matière (à un certain niveau, voir ci-après) !

Très liés à Niels Bohr, Erwin Schrödinger d'une part (1925) et Werner Heisenberg (1926) d'autre part, de façon très différente (mais en fait équivalentes !) jettent les fondements de ce qu'on appelle la mécanique quantique.

W. Heisenberg montre que, *au niveau où*

*les effets quantiques se manifestent*, toute mesure visant à obtenir *simultanément* la position et la vitesse d'un corpuscule en mouvement ne peut qu'échouer. C'est le « principe d'incertitude ». Dit autrement, l'erreur sur la position est d'autant plus grande que la vitesse est connue avec précision et réciproquement.

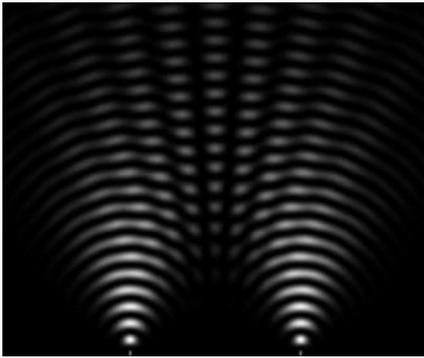
Nous laissons volontairement de côté la question du « niveau » où ce principe s'applique sans réserve. On dira « microscopique » pour suivre l'usage courant.

L'École de Copenhague qui va donner une interprétation cohérente de la mécanique quantique est née. Selon elle, une *mesure* physique est une *interaction* entre un système classique et un système quantique<sup>2</sup>. De la sorte, toute *mesure* physique perturbe l'objet de la mesure ; cette perturbation est négligeable pour l'interaction de deux systèmes classiques ; si vous regardez votre voisine, vous ne la perturbez pas, usuellement<sup>3</sup>.

Cette interprétation se heurta à de vives controverses de la part d'Albert Einstein, pourtant à la base de la découverte de cette dualité, qui ne pouvait se résoudre à abandonner l'idéal classique détruit à jamais par la mécanique quantique et la dualité onde - corpuscule continua d'alimenter les discussions pendant plus de soixante-dix ans.

Le point de vue de Copenhague se heurtait à une question, à savoir le fait que lors

La mécanique classique repose largement sur les idées d'Isaac Newton et ce qu'il convient d'en retenir est l'idée suivante : connaissant à un instant donné la position et la vitesse d'un corps solide mobile soumis à un champ de force<sup>1</sup> par ailleurs déterminé, on peut complètement déduire position et vitesse à tout instant. Si ce champ est nul, le corps reste au repos ou persiste dans une vitesse constante, qu'il possédait initialement. Pour Newton, la lumière était corpusculaire. L'idée selon laquelle la lumière pouvait avoir des propriétés ondulatoires ne pouvait pas lui venir : l'expérience montrait qu'une onde doit se propager dans un « milieu », pas dans le vide. Sans doute les interférences avaient été découvertes par Huygens en 1678. Mais la mécanique selon Newton était si puissante et les observations de Huygens nécessitant l'introduction d'un milieu indécidable, « l'éther », on en resta là.



(fig. 1)

d'une *mesure*, un processus mystérieux appelé « réduction » efface les superpositions d'états ; de la sorte, est dénié à l'appareil de mesure le statut d'objet quantique.

Les physiciens soviétiques adoptèrent totalement le point de vue de l'École de Copenhague mais Lev Landau et Evgueni Lifshitz notent néanmoins : « La mécanique quantique ne peut être considérée comme une théorie complète : elle nie la mécanique classique mais a besoin d'elle pour être fondée »<sup>4</sup>.

Le physicien soviétique Wladimir Fock suggéra que le mot « particule » prêtait à confusion ; on avait affaire au niveau microscopique à des objets de type nouveau pouvant avoir, selon les circonstances, des caractéristiques corpusculaires et des caractéristiques ondulatoires.

### L'AFFAIRE DU CHAT DE SCHRÖDINGER<sup>5</sup>

Un chat est enfermé dans une boîte *close* avec un appareil contenant un dispositif qui, dès qu'il détecte une désintégration radioactive, tue le chat (fig. 2). Par exemple un compteur Geiger relié à un marteau cassant une fiole d'acide cyanhydrique. On suppose que la désintégration a une chance sur deux d'avoir lieu en une minute. Tant que l'observation n'est pas faite, l'atome se trouve *a priori* dans deux états à la fois et le chat dans l'état combiné « mort » et « vivant » ; seule l'ouverture de la boîte déclenche le choix entre les deux états.

Un paradoxe analogue mais moins frappant pour un public non initié fut imaginé par A. Einstein, B. Podolsk et N. Rosen (1935).

Pour se rendre compte de la prouesse intellectuelle réalisée, il convient de se référer à notre note issue de Wikipédia (qui retarde maintenant)<sup>6</sup>.

Personne ne peut voir d'interférences

entre un chat vivant et un chat mort. Personne n'a vu ni ne peut voir une boule de billard passer par deux trous en même temps.

Nous tentons de condenser sans distorsion les conclusions de l'article original<sup>7</sup>. Qu'est-ce qui pouvait provoquer la disparition des interférences lors de la mesure ? Ceci conduisit à des conceptions faisant émerger la mécanique classique à partir de la mécanique quantique. Celles-ci mirent au jour la difficulté d'éviter que l'environnement ne capte une partie de l'information du système notamment si un grand nombre de particules viennent à interagir lors du processus de mesure. Ces idées appelées « décohérence » conduisant à rétablir une continuité entre univers classique et quantique, il restait à les valider expérimentalement.

« L'absence d'interférences est expliquée par la réduction qui transforme la superposition schizophrénique en une réalisation aléatoire soit d'un chat vivant en présence d'un atome excité, soit d'un chat mort en présence d'un atome désexcité. On dit alors que le chat est dans un mélange statistique d'états ».

### TRAVAUX DE SERGE HAROCHE ET SON ÉQUIPE

« Mais la question se pose de savoir *quand* et *comment* se produit cette réduction ; est-elle réellement instantanée ? N'existe-t-il pas un court intervalle de temps où les interférences restent observables ? »

Deux « expériences » de natures distinctes ont permis de répondre à ces questions ; l'une d'elle est due à l'équipe de D. Weinland et l'autre, à l'équipe du laboratoire dirigé par Serge Haroche, rue d'Ulm (le prix Nobel de physique en 2012 a été attribué aux deux équipes) ; dans cette expérience on observe en outre le moment où les interférences disparaissent.



(fig. 2)

C'est ici qu'intervient le piège à photons capable d'isoler quelques photons, ce qui suppose l'utilisation de la supraconductivité, ainsi que la génération de températures proches du zéro absolu (à cette température les pertes d'information deviennent très lentes).

Ces expériences permettent de concevoir qu'un chat, système constitué d'un nombre gigantesque de particules quantiques, perd sa cohérence en un temps infiniment court.

De ce fait, il n'y a heureusement pas de raison d'essayer de voir si un chat peut réellement être dans un état mixte vivant et mort.

L'interprétation de Copenhague est ainsi totalement validée, et à la suite de cette validation le dernier mystère de la mécanique quantique s'effondre.

L'histoire se poursuit mais, on l'espère, l'introduction de cet article apparaîtra en pleine lumière, même si demeurent des questions épistémologiques que cet article n'a pas l'intention de traiter. ■

1 - Champ de force : en tout point de l'espace, la force agissante est connue complètement  
2 - Une table est un système classique, un électron, un système quantique.

3 - En tout cas avec moi ça ne marche pas.

4 - Il faudrait ici un long commentaire que nous ne pouvons donner ; la négation ici est totale ; ce n'est en aucun cas celui de la théorie de la relativité (restreinte ou générale) qui nie la mécanique de Newton, a besoin d'elle pour être fondée mais constitue un DEPASSEMENT de celle-ci

5 - L'auteur de l'article adore les chats et attire l'attention des lectrices sur le fait qu'il ne s'agit que d'une, certes cruelle, expérience de pensée. Personne n'aurait l'idée de soumettre un chat à une pareille torture.

6 - Cette expérience n'a jamais été réalisée, car : les conditions techniques pour préserver l'état superposé du chat sont très difficiles, tout à fait irréalisables pour plus de quelques molécules ;

En fait, le passage à l'échelle macroscopique que représente le chat par rapport aux quelques molécules est le principal intérêt de l'expérience de pensée (ce n'est pas une question sur le vivant) ; le rôle du chat serait parfaitement réalisé par un interrupteur ;

Et même si ces conditions sont atteintes, il s'agit d'une pure expérience de pensée, apparemment non réalisable même en principe. En effet, on ne pourra jamais mettre en évidence directement, ou mesurer, que le chat est à la fois mort et vivant car le fait d'essayer de connaître son état provoquera nécessairement l'effondrement de la fonction d'onde.

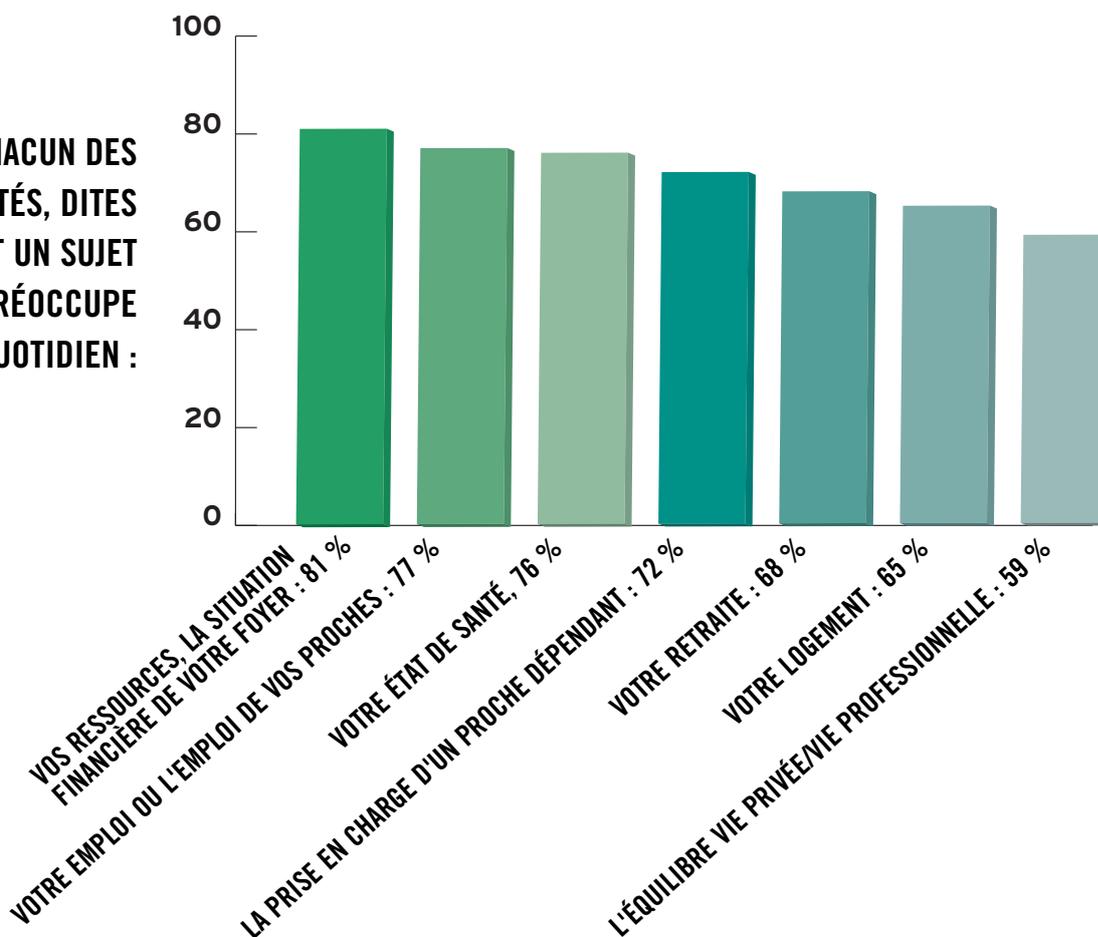
7 - <http://www.larecherche.fr/content/recherche/article?id=19544#commentaires>

## Boucler son budget : Un problème pour un Français sur deux

Un sondage Domplus-LH2-*Le Figaro* du 19 novembre 2012 montre que près d'un actif sur deux peine chaque mois à boucler son budget. La peur de l'endettement deviendrait la préoccupation n°1 des Français. 47 % des actifs, dit l'étude, « reconnaissent éprouver de temps en temps des difficultés à gérer toutes leurs dépenses mensuelles avec leurs ressources disponibles. Et 14 % des actifs déclarent même que ces difficultés sont systématiques ».

Le thème de l'endettement monte fort dans l'opinion (81 %) et prend souvent le pas sur la peur de perdre son emploi (77 %). Ces soucis influent sur l'ambiance au travail et « un actif sur deux a déjà eu le sentiment que ses préoccupations personnelles l'empêchaient de se concentrer et d'effectuer correctement son travail ».

**POUR CHACUN DES  
SUJETS CITÉS, DITES  
SI C'EST UN SUJET  
QUI VOUS PRÉOCUPE  
AU QUOTIDIEN :**

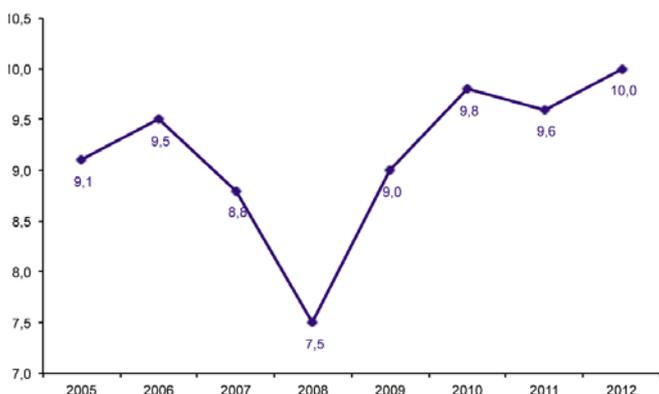


Par **MICHAËL ORAND**

## Le chômage augmente Oui, mais pas partout !

PSA, Sanofi, Virgin, Renault... Chaque jour qui passe vient ajouter un nouveau plan social à la longue litanie de suppressions de postes qui occupent l'actualité économique depuis maintenant plusieurs mois. Dans un tel contexte, et malgré les incantations répétées du gouvernement sur le renversement de la courbe du chômage, difficile d'imaginer que les chiffres de l'emploi soient bons.

### 1 - TAUX DE CHÔMAGE EN FRANCE MÉTROPOLITAINE



Source : Insee

Champ : actifs de plus de 15 ans en France métropolitaine

Lecture : en 2005, le taux de chômage en France métropolitaine était de 9,1%

Et en effet, les statistiques de l'Insee sont sans appel (**graphique 1**) : entre 2005 et 2012, le taux de chômage en France a crû de façon malheureusement impressionnante. En fait, il faut revenir à 1999 pour trouver une situation où le taux de chômage était supérieur à celui que la France connaît actuellement.

Derrière ces courbes bien connues, une question reste en suspens : ces nouveaux chômeurs, ces emplois supprimés, qui sont-ils ? On connaît évidemment les figures les plus médiatiques, la plupart du temps des ouvriers subissant de plein fouet la désindustrialisation qui se poursuit, et s'accroît même avec la crise. Mais des milliers d'autres n'ont pas la chance de bénéficier de la même couverture médiatique que les Conti.

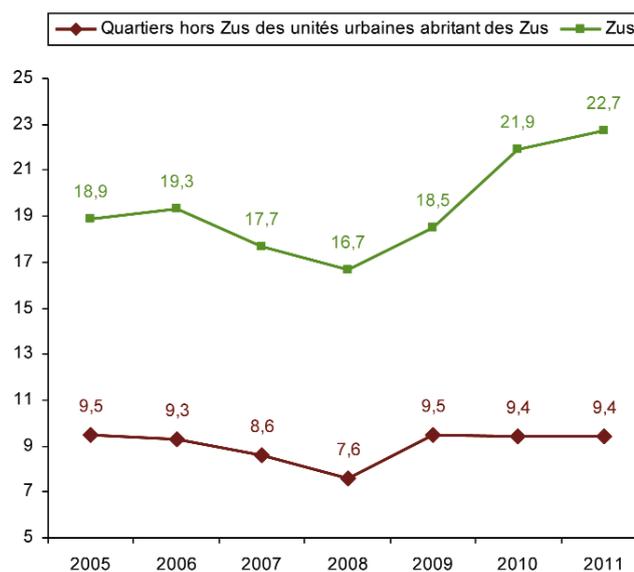
L'observatoire des Zones urbaines sensibles (Onzus), dans son dernier rapport annuel, nous fournit une première indication pour connaître un peu mieux ces nouveaux chômeurs. Le rôle de cet observatoire est, entre autres, de mesurer les écarts socio-économiques entre les Zones urbaines sensibles (ZUS), soit les quartiers les plus défavorisés du tissu urbain français, ou, pour faire court, les cités de banlieues. Parmi les indicateurs que l'Onzus analyse chaque année dans son rapport se trouve évidemment le taux de chômage. Et le cru 2012 n'est pas très rassurant quant à l'évolution de l'emploi dans les quartiers.

En effet, alors que dans les quartiers urbains hors ZUS, le taux de chômage est stable depuis 2009, il explose dans les ZUS (**graphique 2**) : 18,5% en 2009, 21,9% en 2010 et 22,7% en 2011. Près d'un actif sur quatre est au chômage dans les quartiers sensibles !

On savait qu'en temps de crise, les personnes les plus exposées sont souvent celles dont la situation dans l'emploi est déjà fragile : travailleurs faiblement qualifiés, jeunes et femmes en particulier. De par leur situation sociale déjà défavorisée, il était donc évident que les ZUS seraient sévèrement touchées par l'augmentation du chômage. Mais ce que montrent les chiffres de l'Onzus va encore plus loin : en moyenne, les habitants des quartiers sensibles sont les seuls à subir cette augmentation du chômage.

Alors, oui, le chômage augmente en France, cela n'étonne malheureusement personne. Mais il n'augmente pas partout pareil, et il faut prendre conscience rapidement de la situation dans laquelle se trouvent actuellement les quartiers sensibles des villes de France, avant le franchissement d'un point de non-retour.

### 2 - TAUX DE CHÔMAGE EN ZUS ET DANS LES UNITÉS URBAINES ENVIRONNANTES ENTRE 2005 ET 2011



Source : Insee - Traitement : Onzus

Champ : actifs de 15 à 64 ans

Lecture : en 2005, le taux de chômage était de 18,9% en ZUS et de 9,5% dans les quartiers hors ZUS des unités urbaines abritant une ZUS

Par **ALAIN VERMEERSCH**

## Le faux pas des 75 %, une erreur volontaire ?

L'invalidation par le Conseil constitutionnel de la mesure sur la tranche pour les revenus de plus d'un million d'euros, est-elle une sanction ou plutôt le révélateur d'une forme de gouvernement ?

### LES RESPONSABLES DE L'ÉCHEC

Jacques Sapir rappelle les faits de façon suivante (02/01) : « Dans la campagne du premier tour de l'élection présidentielle, François Hollande, sentant monter la cote de popularité du candidat du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, cherche une mesure emblématique pour ancrer sa candidature à gauche. D'où l'idée de cette supertranche, qu'il impose sans discussion à son entourage. Il s'agit d'une mesure essentiellement symbolique, dont les recettes fiscales attendues sont par ailleurs limitées. François Hollande élu président, il faut bien appliquer la mesure. Et c'est là que tout se complique... Il repasse alors le bébé à son directeur de cabinet, qui lui-même désigne un des énarques du dit cabinet pour rédiger le texte. Or il se trouve que ce dernier ignore les principes mêmes du droit fiscal français et commet un texte irrecevable sur la forme. Le scandaleux, en l'occurrence, n'est pas la censure du Conseil constitutionnel, mais la chaîne d'incompétences qui a permis à ce texte d'arriver en l'état sur sa table. Cette lamentable histoire illustre aussi le refus de François Hollande de se livrer à une grande réforme fiscale rétablissant un peu de logique dans un système qui s'est construit par empilements successifs de mesures parfois contradictoires. La censure du Conseil constitutionnel sanctionne ainsi moins une mesure particulière qu'une politique de faux-semblants et d'amateurisme. Ces faux-semblants, nous en trouvons d'autres exemples : entre autres avec le projet

de loi bancaire, loi croupion qui traduit une capitulation honteuse devant le lobby de la finance, et avec le refus du premier ministre de répondre à Édouard Martin, le syndicaliste de Florange. » Qui est le responsable de la boulette juridique sur la taxe à 75 % ? Si l'on écoute le rapporteur des finances à l'Assemblée nationale, le député socialiste Christian Eckert, c'est Bercy (*Challenges* 31/12) « L'impôt en France est conjugalisé, cette taxe était individualisée, écrit-il sur son blog. Nous l'avions conçue et bâtie comme un outil de dissuasion des salaires exorbitants, pas comme une tranche supplémentaire de l'impôt. Ainsi, un couple où chacun gagne 600 000 euros n'était pas taxé. Un autre couple où l'un gagne 1 200 000 euros et l'autre rien l'était. Chaque couple dispose pourtant du même revenu. C'est cette inégalité et rien d'autre qui a entraîné la censure ! » Contre les accusations d'amateurisme, Christian Eckert se dédouane : « J'avais, sur le conseil avisé de mon équipe d'administrateurs à l'Assemblée nationale, fait préparer un amendement pour éviter cette distorsion entre foyers fiscaux. On m'a dissuadé de déposer cet amendement. [...] Je regrette de n'avoir pas su convaincre sur ce point. » La responsabilité de cette incroyable bévue politique revient donc au ministre du Budget Jérôme Cahuzac et de son équipe. Dans *Libération* (31/12), son entourage évoque « un pari qui a été fait ». Bercy était donc tout à fait conscient du risque de censure. Interrogé par *Le JDD* (30/12), P. Moscovici à la question « Avez-vous

joué de malice en présentant une loi tout en sachant qu'elle serait rejetée ? » répond : « C'est absurde ! Procéder ainsi aurait été du masochisme de notre part, pas du machiavélisme ! Je n'accepte pas ces insinuations. Cela laisserait penser que le rejet de cette mesure était volontaire. Il ne l'est évidemment pas. » L. Mauduit réplique (*Mediapart* 29/12) : « Cette fameuse taxe était, en quelque sorte, devenue le cache-sexe de gauche d'une politique de plus en plus clairement sociale libérale. C'est dire l'embarras dans lequel se trouve aujourd'hui le chef de l'État. La seule mesure qui se voulait nettement ancrée à gauche passe à la trappe. Et au bilan du gouvernement, il ne reste guère qu'une liste de reculs ou de reniements qui s'allongent de jour en jour. Jean-Marc Ayrault a publié un communiqué de presse pour le moins ambigu. Le premier ministre a en effet d'abord indiqué que le gouvernement proposera un dispositif nouveau conforme aux principes posés par la décision du Conseil constitutionnel. Sous-entendu, il va rebâtir une nouvelle taxe qui tienne compte du caractère familial de l'impôt. Mais dans la foulée, Jean-Marc Ayrault a aussi ajouté : Il sera présenté dans le cadre de la prochaine loi de finances » L. Mauduit poursuit « On dispose désormais d'une étude très méticuleuse, réalisée par l'Institut des politiques publiques, qui atteste que les réformes fiscales engagées par le gouvernement socialiste n'ont corrigé les inégalités fiscales que de manière infime. Cette étude apporte la preuve irréfutable, chiffres à l'appui, que la



réforme engagée par le gouvernement socialiste - la réformette, devrait-on dire - n'a modifié que de manière infime les plus graves inégalités de l'impôt sur le revenu. Et en particulier, la plus spectaculaire de ces inégalités, au terme de laquelle l'impôt sur le revenu cesse d'être progressif pour les plus hauts revenus et devient même dégressif. En clair, la vraie bêtise, c'est François Hollande lui-même qui l'a commise, très en amont. En inventant cet impôt stupide à 75 %. Une sorte d'impôt *Canada-dry*, ayant l'odeur d'un impôt de gauche, la saveur et les apparences... Le gouvernement est à la croisée des chemins. Soit il renonce une bonne fois pour toutes à cet impôt croupion qui ne rétablit pas la progressivité et engage enfin la révolution fiscale promise. Soit, profitant de la décision du Conseil constitutionnel, il renonce à tout cache-sexe et conduit une politique sociale libérale qui s'assume comme telle. »

#### LES SOLUTIONS DE RECHANGE

Faire connaître « au plus vite » le dispositif de remplacement de la taxe à 75 % sur les revenus supérieurs à

un million d'euros censurée par le Conseil constitutionnel. C'était la revendication du Parti socialiste formulée par son porte-parole David Assouline (*Les Échos* 08/01). Le ministre du Budget a laissé entendre qu'il n'y aurait pas de reconduction d'une taxe à 75 % par peur que ce taux soit jugé « confiscatoire » et « donc censuré » par le Conseil constitutionnel. B. Leroux et F. Rebsamem pensent qu'il ne « faut pas faire de fétichisme sur le taux à 75 %. L'important est de faire comprendre que des rémunérations à un million d'euros sont excessives. » « Les 75 %, c'est mort », tranche le porte-parole du groupe PS à l'Assemblée, Thierry Mandon. « On n'aura pas le même résultat symbolique, reconnaît-il, mais on trouvera un outil fiscal qui permettra de prélever fortement les rémunérations exceptionnellement élevées. » G. de Capèlle (*Le Figaro* 08/01) jubile « Depuis le 30 décembre, les équipes du ministère des Finances phosphorent jour et nuit pour résoudre le problème le plus urgent, le plus ardent, le plus essentiel du moment aux yeux du gouverne-

ment : trouver une nouvelle formule pour taxer à 75 % les hauts revenus, sans encourir une seconde censure du Conseil constitutionnel. Pourquoi un tel entêtement, qui vaut à la France d'être brocardée aux quatre coins du monde ? Parce que François Hollande, qui eut un jour cette idée folle et en fit le symbole de sa campagne, l'exige. » *Les Échos* bien informés notent « Depuis la censure de plusieurs mesures de la loi de Finances 2013, le gouvernement martèle que la future contribution sur les hauts revenus, qui remplacera la taxe à 75 %, devra être juridiquement incontestable. Taux, assiette, durée, tous les paramètres sont sur la table. » H. Sterdyniak, dans une note de l'OFCE, affirme « Le système français a besoin d'être repensé. Il faudrait réaffirmer son caractère familial, redéfinir la notion de revenu, bien distinguer les impôts et les cotisations ouvrant des droits à prestations, supprimer certaines dépenses fiscales, remplacer les autres par des subventions explicites. Cette transformation ne peut se faire par l'accumulation de réformes ponctuelles. » ■

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des livres, des revues...

## DÉBATS À GAUCHE

La victoire de l'ensemble de la gauche contre Sarkozy, et l'exercice du pouvoir par une partie d'entre elle (PS, EELV) réactive le débat sur le sens d'une politique de gauche et à gauche. La crise exaspérant l'acuité de la confrontation. Une série d'ouvrages en témoignent.

PAR PATRICK COULON

### Combats autour de l'histoire des gauches

Le livre de Jacques Julliard *Les gauches françaises : 1762-2012 : histoire, politique et imaginaires* se veut la première synthèse sur les gauches françaises, du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours, des philosophes des Lumières à François Hollande. Il interprète l'auteur est une figure emblématique de la « seconde gauche » celle de Rocard et DSK ce que la gauche a retenu de chaque période historique : l'idée de progrès du XVIII<sup>e</sup> siècle finissant, les droits de l'homme de la Révolution, le parlementarisme de la monarchie censitaire, le suffrage universel de 1848, la laïcité de la III<sup>e</sup> République, la civilisation du travail du Front populaire, la patience du pouvoir de François Mitterrand. Pour finir, il distingue quatre gauches : libérale, jacobine, collectiviste, libertaire. L'arrière-plan intellectuel de chaque période est éclairé par des « portraits croisés », à l'imitation de Plutarque - de Voltaire et Rousseau en passant par Robespierre et Danton, Lamartine et Hugo, Clemenceau et Jaurès, jusqu'à Sartre et Camus, et enfin Mendès France et Mitterrand... Une vision à la fois historique et anthropologique.

On ne sera pas surpris de l'analyse caricaturale du « courant » collectiviste (comprendre communisme) lequel est né d'une tare utopique, doublée d'une vision césariste de l'économie, adepte d'une gestion centralisée et autoritaire de la société. Ce courant de la gauche est en échec. Passons sur quelques inepties à propos du clivage gauche/droite et transfert de l'électorat communiste vers l'extrême droite (invalidé par toutes les enquêtes sérieuses).

Il n'empêche que certains défis pointés pour l'avenir de la gauche méritent attention : la place des individus, l'affrontement avec la finance, le renouvellement nécessaire de la démocratie.

### Gauche et mouvements sociaux

Peut-on réfléchir aux débats qui traversent et taraudent la gauche en passant sous silence l'évolution des mouvements sociaux ? Même si le but de ce copieux ouvrage n'est pas de répondre à cette question l'ouvrage *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, dirigé par Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky, vient à son heure combler une lacune et relever un défi. Il semble désormais possible et nécessaire d'entreprendre l'histoire hexagonale des mouvements sociaux. Possible, car les travaux existent qui permettent d'en renouveler l'approche comme d'en explorer des aspects inédits. Nécessaire, parce que, de nouveau, la question sociale, mondialisée dans ses causes et ses manifestations, revient en force sur le devant de la scène publique, en quête d'interprétations, de relais, de connexions et de solutions.

L'histoire développée ici s'attache, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours, à tous les types de mouvements sociaux – révolutions, rébellions, émeutes, grèves, campagnes électorales, pétitions, etc. – et quels qu'en soient les acteurs, ouvriers, paysans, jeunes, catholiques, minorités sexuelles, etc.

L'ouvrage tente de cerner l'articulation du social avec le politique, le culturel, l'idéologique et le religieux. Les auteur-es entendent réintégrer les mobilisations collectives dans une histoire globale dont elles furent et demeurent des moments essentiels.

### 2012, et après quel avenir pour la gauche ?

Le numéro 60 de la revue *Vacarme*, paru dans la foulée de la défaite de Sarkozy anticipait : « 2012 n'est pas le symétrique inversé de 2007. Il y a cinq ans, la victoire de l'UMP, ample, était celle d'une droite conquérante qui remportait l'élection parce qu'elle avait gagné la

bataille des idées. Aujourd'hui, la victoire de François Hollande est trop étriquée pour qu'on puisse croire à un succès idéologique. Du coup, inquiétude pour les cinq ans à venir, et pour le coup d'après. Inquiétude, d'abord, parce que nous sommes dans un pays cassé en deux, dont la moitié du corps électoral était prête à remettre ça, la xénophobie ne la révoltant visiblement pas. Mais inquiétude, aussi, parce que deux scénarios dominants s'esquissent aujourd'hui à gauche, inaptes à conjurer le danger de la victoire en 2017 d'une droite extrême (rassemblement bleu marine ou UMP alignée) : d'un côté, le scénario qu'on appellera « gestionnaire », de l'autre le scénario qu'on appellera « identitaire » ; d'un côté la stratégie d'une gauche de gouvernement qui croit pouvoir apaiser la société par une « présidence normale » et une gestion rigoureuse en faisant l'économie d'une refondation idéologique ; de l'autre la proposition d'une certaine gauche intellectuelle, autoproclamée « populaire », attelée à un projet de refondation idéologique, qui valide en réalité les postulats de l'adversaire.

Les auteurs tentent de démontrer que ce serait triplement suicidaire : pour des raisons, tactique, stratégique et enfin intellectuelle.

La revue renvoie dos à dos ceux qui s'enferment dans le faux dilemme : opter pour une gauche « bien pensante », ou opter pour une gauche « revenant » vers les catégories populaires mais en donnant des gages à la droite voire l'extrême droite.

On la suivra dans son affirmation : « une conception purement électorale et gouvernementale de la société, conçue pour gouverner mais qui paradoxalement, si elle l'emportait intellectuellement, mènerait tout droit la gauche à l'échec en la coupant de son moteur historique : la vitalité d'un social clivé. »

« il n'est pas besoin non plus d'aller réinventer la lune, les grandes lignes sont déjà posées depuis longtemps et sont évidentes : aujourd'hui l'enjeu est d'articuler la question des luttes minoritaires à la question sociale et à la question écologique ».

Philippe Corcuff s'est également inscrit dans le débat avec un opuscule *La gauche est-elle en état de mort cérébrale ?* Ce petit texte que l'auteur présente lui-même comme un pamphlet pose un a priori « La gauche est devenue électoralement dominante à un moment avancé de sa décomposition intellectuelle. » À partir de ce constat par lui-même dressé Philippe Corcuff réagit de manière pamphlétaire. Sont donc passés à « la moulINETTE de la critique » à l'heure où prend fin l'état de grâce de François Hollande les « logiciens » de la non pensée de gauche (les séductions des théories) du complot, le « logiciel collectiviste » contre les individus du XXI<sup>e</sup> siècle entre autres. Corcuff fustige également les « impensés » citons notamment l'économisme et la religion de la croissance, la professionnalisation politique, les dérives « républicardes », « laïcistes » et nationalistes, la diabolisation des médias. On pourra toujours opposer à l'auteur certaines outrances il cible certains chantiers pour les forces émancipa-

trices. Il est dommage que l'impasse, le silence soit fait sur les recherches en cours du côté du Parti communiste.

## Une perspective communiste

On peut considérer le dernier ouvrage de Pierre Laurent, *Maintenant prenez le pouvoir*, comme un apport au débat sur les orientations de la gauche et au-delà sur la crise, les obstacles au changement, les points d'appuis pour l'imposer ; Il parie sur la capacité du peuple à investir la politique. Extrait... « La campagne électorale du Front de gauche a réveillé une envie d'intervention. Elle a donné la possibilité à des centaines de milliers de personnes d'investir leurs compétences, leurs engagements, leur volonté de retrouver prise sur leur travail, sur leur vie dans un nouvel espace politique. [...] Le Front de gauche a été fondé à l'initiative de militants socialistes et communistes qui entendent bien disputer la question du pouvoir, au gouvernement comme dans toutes les institutions démocratiques, à ceux qui, à gauche, se satisfont du jeu de l'alternance entre l'ultralibéralisme et le social libéralisme. [...] Nous proposons à la gauche un chemin nouveau. Ne pas l'emprunter dans ce contexte de crise, c'est prendre un risque majeur. À l'inverse, nous sommes persuadés que la dynamique que nous avons enclenchée est celle qui a le plus d'avenir à gauche. »

## Bibliographie

- Jacques Julliard, *Les gauches françaises : 1762-2012 : histoire, politique et imaginaire*, Flammarion.
- Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky (Dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, Éditions de La Découverte.
- La revue *Vacarme*, n°60.
- Philippe Corcuff, *La gauche est-elle en état de mort cérébrale ?* Textuel.
- Pierre Laurent, *Maintenant prenez le pouvoir*, Éditions de l'Atelier.
- Jean Lojkine, *Une autre façon de faire de la politique*, Le temps des cerises.

## À signaler également

- Bruno Trentin, *La cité du travail. Le fordisme et la gauche*, Fayard.
- *Changer vraiment ! Quelles politiques économiques pour la gauche ?* Note de la **Fondation Copernic**.
- Bernard Maris, *Plaidoyer (impossible) pour les socialistes*, Albin Michel.
- Jean-Christophe Cambadélis, *La troisième gauche*, Du Moment.
- « La crise et la gauche - conséquences sociales et politiques de la crise financière mondiale », *L'annuaire socialiste*.

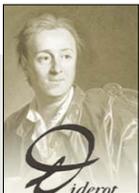


## La mémoire d'Auschwitz en Bande dessinée

K&L Press.

PAR ERNEST BRASSEAUX

Des bandes dessinées sur Auschwitz. C'est le pari lancé par une maison d'édition indépendante polonaise, fondée par Beata KŁos et Jacek Lech, guides au camp d'Auschwitz, sous le titre générique *Épisodes d'Auschwitz* : [www.episodesfromauschwitz.pl](http://www.episodesfromauschwitz.pl) Les scénarios partent de faits réels ayant eu lieu dans la vie du camp. Ces BD, écrites en polonais, sont ensuite traduites en diverses langues, ce qui n'est pas si simple, car il faut savoir employer des mots d'époque aujourd'hui disparus, notamment d'allemand ou d'argot des camps, sans pour autant devenir incompréhensible au lecteur moderne. Il en existe pour le moment une en français : *Amour dans l'ombre de la mort*. En plus de la bande dessinée proprement dite, chaque volume contient une petite présentation du contexte historique lié à la thématique (deux ou trois pages), un glossaire du vocabulaire spécifique du camp, ainsi que des micro-biographies des gens nommés dans la BD. L'ensemble nous paraît bien réussi, pédagogique, alliant sens du scénario, clarté, images dynamiques. On regrettera seulement que, dans certains volumes (pas tous), les auteurs polonais semblent mettre dans le même sac de dictateurs et des tortionnaires, d'une part les nazis, et d'autre part ceux qu'ils appellent « les communistes » (lire les staliniens, dont il n'est certes pas question de taire les agissements) : de telles confusions (patriotisme ou nationalisme ?), peuvent s'expliquer au vu de l'histoire de la Pologne, mais n'en sont pas moins à éviter. Les numéros 3 et 4 suivants, en cours de traduction, mais publiés en polonais, portent respectivement



## « Diderot 2013 »

Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie, n°47

PAR PIERRE CRÉPEL

2012 : année Rousseau. 2013 : année Diderot. Comprendre les Lumières, dans ce qu'elles ont de commun et dans leur diversité politique, sociale, scientifique et philosophique, est une nécessité pour changer le monde aujourd'hui. En 1986, au lendemain du bicentenaire de la mort (1784) de Diderot, fut créée par Anne-Marie et Jacques Chouillet la revue *Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie*. Elle en est au n° 47 : deux numéros par an, plus des index cumulatifs très pratiques, en particulier sur les n° 1-41. La revue est en général articulée autour d'un dossier (par exemple « Diderot et les spectacles » pour le n° 47 de 2012), avec des « varia », des « glanes », des comptes-rendus et une rubrique « autographes et documents » où sont dépouillés les catalogues de ventes de manuscrits.

Diderot n'est pas le seul auteur étudié ; l'*Encyclopédie*, dont il est le principal maître d'œuvre (1751-1765 pour les discours, 1762-1772 pour les planches, sans compter les suppléments, tables, éditions étrangères et recompositions par ordre de matières), fait également l'objet de nombreuses

sur le P. Maximilien Kolbe, c'est-à-dire aussi sur le double défi de l'Église catholique et de l'antisémitisme, et sur les *Sonderkommandos*. L'un des objectifs des auteurs est de trouver de nouveaux moyens de transmission de la mémoire, à l'heure où les derniers survivants disparaissent. Les contenus de ces BD sont discutés avec les survivants et les historiens ; la partie fiction qu'elles renferment ne change en rien le cours de l'histoire. C'est un parti courageux qui s'attaque aussi à des questions délicates souvent éludées.



## Bon pour la casse, Les déraisons de l'obsolescence programmée

Les liens qui libèrent, 2012.

SERGE LATOUCHE

PAR FLORIAN GULLI

Un thème fait son entrée dans les textes du PCF en l'occurrence dans la base commune proposée par le Conseil national. Il s'agit de « l'un des choix stratégiques les plus symboliques de l'absurdité du système : l'obsolescence programmée qui voit des entreprises produire des biens à durée de vie volontairement déterminée pour fidéliser, en quelque sorte, leur clientèle... ».

Dans *Bon pour la casse*, Serge Latouche se propose de décrire l'histoire et la logique de l'obsolescence, tant celle-ci est au cœur de notre système économique. L'obsolescence programmée consiste pour un fabricant à concevoir des produits dont la durée de vie est limitée grâce à l'introduction

recherches : D'Alembert, Voltaire, Turgot, Quesnay, Rousseau, Montesquieu..., presque tous les hommes des Lumières, connus ou non, y ont participé.

S'il existe de nombreuses revues sur le XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'y en a pas d'autre au monde qui soit entièrement consacrée à Diderot ou à l'*Encyclopédie* et celle-ci, de qualité remarquable, fait appel aux meilleurs spécialistes, français ou étrangers, de ces sujets. La triste et bientôt feue AERES (Agence d'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche) et ses satellites n'ont pas daigné la classer, ne serait-ce que parce qu'elle publie en français et même parfois en français. Peut-être ces garants autoproclamés de « l'excellence » estiment-ils que l'*Encyclopédie*, jamais traduite (sauf en extraits) ne doit être étudiée qu'en anglais ?

Publication de la Société Diderot, la revue, soutenue par le Centre national du livre, le conseil général de la Haute-Marne et la ville de Langres (où est né Diderot le 5 octobre 1713) a fait le choix du non-lucratif. Les numéros anciens sont en ligne en accès libre (<http://rde.revues.org/>) ; les plus récents sont diffusés pas la Société Diderot ou par « Aux Amateurs de Livres ». Gageons que l'année 2013 du tricentenaire donnera un coup d'accélérateur aux recherches sur ce philosophe C'est ce qui ressort déjà du programme et même du prospectus accessible sur le site suivant :

<https://sites.google.com/site/diderot2013/>

de tel ou tel dispositif technique. « Il peut s'agir, par exemple, d'une puce électronique insérée dans une imprimante afin que celle-ci se bloque après 18 000 copies, ou d'une pièce fragile dont on prévoit qu'elle provoquera la panne de l'appareil à l'expiration de la durée de garantie ». À cela il faut ajouter ce que l'auteur nomme une « obsolescence psychologique » désignant le vieillissement prématuré des marchandises provoqué par la publicité.

L'obsolescence est nécessaire économiquement, parce qu'en tant qu'incitation à la consommation, elle est la condition de l'écoulement des marchandises, elle est le moyen d'ajourner les crises et donc de perpétuer le système capitaliste. Les profits se portent mal lorsque nous ne renouvelons pas nos équipements. Mais elle obéit aussi à une logique politique explicitement formulée par les milieux d'affaires américains dès le milieu des années 1920. La consommation a été conçue comme un moyen de détourner l'insatisfaction populaire de la contestation de l'ordre capitaliste ; la consommation comme « réponse au bolchevisme ».

La difficulté vient de ce que l'obsolescence a aussi un rôle social : elle « devient une nécessité pour lutter contre le chômage ». Le vieillissement prématuré est peut-être choquant éthiquement ; il n'en reste pas moins qu'il fait tourner l'économie et crée des emplois. Pour Serge Latouche, cet argument n'est pas concluant car il omet de comptabiliser les emplois que l'obsolescence détruit, ainsi que ceux dont elle entrave le développement. Il propose finalement de substituer à la logique écologiquement mortifère du renouvellement, celle de « la durabilité, [de] la réparabilité et [du] recyclage programmé des produits », ce qui ne manquerait pas de faire apparaître de nouveaux types d'emplois.

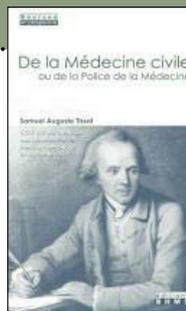


## « Contenus d'enseignement »

La Pensée, n°372

PAR PATRICK COULON

La revue consacre son dossier aux « contenus d'enseignement ». En effet cette question est très peu débattue alors que les enjeux sont décisifs. Dans sa présentation *La Pensée* constate : « Le développement des savoirs va croissant dans les sciences, dans la technologie, comme dans les arts et bien d'autres domaines de la connaissance : ces savoirs exigeants et les formes de raisonnement très élaborés qu'ils véhiculent modèlent de plus en plus les postes de travail comme la vie sociale. Mais ces savoirs et formes de raisonnement sont inégalement maîtrisés par les adultes. Pour changer ce constat, une première piste réside dans une nouvelle étape de démocratisation du système scolaire. Dans cette perspective, l'École se trouve au défi de conduire l'ensemble d'une génération vers des études longues pour former la future génération d'adultes, de penser les contenus à enseigner et la façon de le faire de telle manière que tous les élèves apprennent. Et ce, alors même que les scolarités longues ont été ouvertes en droit à tous les enfants, et donc que les enseignements secondaire et supérieur n'accueillent plus seulement des « héritiers » dans la connivence avec



## De la Médecine civile ou de la Police de la Médecine

Éditions BHMS, 1797/2009

SAMUEL TISSOT

PAR PIERRE CRÉPEL

Miriam Nicoli, déjà auteure de l'ouvrage *Apporter les lumières au plus grand nombre*, Lausanne, Antipodes, 2006, a publié assez récemment un petit ouvrage très lisible et jusque-là inédit du grand médecin lausannois, Samuel Auguste Tissot, intitulé *De la Médecine civile ou de la Police de la Médecine*. (1728-1797), plus connu pour ses deux best-sellers, *L'Onanisme* (1760) et *Avis au peuple sur sa santé* (1761). Il s'est beaucoup engagé en faveur de l'hygiène publique, pour l'inoculation (ancêtre de la vaccination) et pour que le peuple lui-même apprenne à prendre en main les problèmes de santé. Chez lui, la médecine n'est pas seulement un art de mystères, une science autoritaire et un pouvoir, elle relève aussi de ce qu'on pourrait appeler, un peu anachroniquement, l'éducation populaire. Le texte de Tissot se compose de deux parties : la première traite « des moyens de conserver la santé du public ou de l'hygiène générale », la seconde des « moyens de rétablir la santé ». L'histoire de la médecine, la qualité de l'air, les boucheries, la prévention des épidémies, les aliments, les boissons, le mouvement et le repos, la débauche, les hôpitaux, le personnel médical, les médicaments : tout cela est abordé en termes simples par l'un des plus grands médecins des Lumières. Bien sûr, on trouvera cet ensemble un peu naïf, car la médecine moderne ne débute progressivement que – disons – vers 1820. L'introduction cosignée de Miriam Nicoli et Danièle Tosato-Rigo expose fort clairement contexte, opinions et enjeux.

la culture savante, et que l'école primaire a été dotée de la nouvelle mission de préparer chacun à des études longues. Une autre optique conduit à renoncer à préparer toute une génération à se saisir le mieux possible des savoirs complexes qui modèleront les différents aspects de la vie professionnelle et sociale. » Les quatre contributions rassemblées dans le dossier abordent la question sous différents angles complémentaires. Les deux premières, à l'échelle du système, traitent des politiques qui ont changé les programmes depuis quelques décennies ; les deux suivantes, plus près des salles de classe, sont davantage centrées sur les évolutions des exigences intellectuelles faites aux élèves et sur les formes pédagogiques. On indiquera qu'au menu de ce numéro 372 le lecteur pourra découvrir l'analyse de Jean George sur l'avenir des USA qui voit l'effondrement du système financier s'ajouter à leur échec militaire tandis que l'affaiblissement relatif de la superpuissance s'accompagne d'une montée de la Chine, de l'Inde, du Brésil et d'autres pays. Et soulignons également l'excellente idée de republier des textes de Jacques Decour, Georges Politzer, Jacques Solomon qui tous trois comptèrent parmi les fondateurs de *La Pensée*.

# ABONNEZ-VOUS ! À LA REVUE DU PROJET



En ligne sur : [projet.pcf.fr](http://projet.pcf.fr)



## BULLETIN D'ABONNEMENT TARIF : Durée 1 an/10 numéros : 50 €

Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de «La Revue du projet»

**SERVICE ABONNEMENT - i-Abo/La Revue du projet**  
**11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE**

Tél. : 01 60 86 03 31 - Fax : 01 55 04 94 01 - Mail : [larevueduprojet@i-abo.fr](mailto:larevueduprojet@i-abo.fr)

(Bulletin à découper ou photocopier et à renvoyer à l'adresse ci-dessus) :

Prénom ..... Nom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Adresse électronique ..... Mobile(\*) .....

(\*) informations utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement



Date : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_

Signature

## L'ÉQUIPE DE LA REVUE



<b>Patrice Bessac</b> Responsable de la Revue	<b>Guillaume Quashie-Vauclin</b> Responsable adjoint	<b>Noëlle Mansoux</b> Secrétaire de rédaction	<b>Amar Bellal</b> Sciences	<b>Gérard Streiff</b> Combat d'idées	<b>Marine Roussillon</b> Pages critiques	<b>Nicolas Dutent</b> Mouvement réel/Regard	<b>Alain Vermeersch</b> Revue des médias	<b>Corinne Luxembourg</b> Production de territoires	<b>Léo Purguette</b> Travail de secteurs	<b>Côme Simien</b> Histoire	<b>Renaud Boissac</b> Collaborateur	<b>Étienne Chosson</b> Regard	<b>Michaël Orand</b> Statistiques	<b>Frédo Coyère</b> Mise en page graphisme
--	---	--	--------------------------------	---	---	--	---	--	---	--------------------------------	--	----------------------------------	--------------------------------------	---

**COMITÉ DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 SEPTEMBRE 2010** : Patrice Bessac - responsable ; Patrick Le Hyaric ; Francis Wurtz ; Michel Laurent ; Patrice Cohen-Seat ; Isabelle Lorand ; Laurence Cohen ; Catherine Peyge ; Marine Roussillon ; Nicole Borvo ; Alain Hayot ; Yves Dimicoli ; Alain Obadia ; Daniel Cirera ; André Chassaigne.